

Rapport d'étude

Etude de marché concernant les produits bois

15/09/2020



**Communauté de Communes
Alpes Provence Verdon**
Z.A. Les Iscles - B.P. 2
04170 Saint André les Alpes
Tel. 04 92 83 68 99
Courriel : contact@ccpav.fr

Contact OBBOIS :
Olivier Bonneau: olivier@obbois.com
Marco Gardin : marco@obbois.com

Sommaire

SIGLES ET ACRONYMES.....	2
TABLES ET FIGURES	4
INTRODUCTION	6
1 METHODOLOGIE DE L'ETUDE	8
1.1 APPROCHE GENERALE	8
1.2 ANALYSE DE LA RESSOURCE LOCALE.....	9
1.3 RECENSEMENT DES ENTREPRISES ET DES ACTEURS	10
1.4 ENQUETE AUPRES DES ACTEURS DU TERRITOIRE.....	13
1.5 ANALYSE DES FLUX DE BOIS SUR LE TERRITOIRE	15
2 LA RESSOURCE LOCALE ET LA RESSOURCE DISPONIBLE POUR LA FILIERE LOCALE	23
2.1 COMPOSITION DES FORETS ET PERSPECTIVES DE MOBILISATION	23
2.2 ESSENCES, VOLUMES, QUALITE, PRIX ET POSITIONNEMENT	32
2.3 RECOLTE DE BOIS A L'ECHELLE DE LA CCAPV	35
3 DESCRIPTION DE LA FILIERE ET DES FLUX ACTUELS DE BOIS D'ŒUVRE	45
3.1 TYPOLOGIE DES ACTEURS ET SANTE DES ENTREPRISES	45
3.2 DESCRIPTION DES OUTILS DE TRANSFORMATION DISPONIBLES	58
3.3 QUALITE DES ECHANGES ET DE LA SYNERGIE ENTRE LES PROFESSIONNELS (MODES DE VENTE)	62
3.4 FLUX DE BOIS ET CHAINES DE VALEUR	63
3.5 VOLUMES TRAITES PAR ESSENCES, QUALITE ET TYPES DE PRODUITS	65
3.6 CAPACITE D'EVOLUTION (CAPACITE D'INVESTISSEMENT, ATTRACTIVITE DES MARCHES, ETC.).....	66
4 DESCRIPTION DE LA DEMANDE	68
4.1 ATTENTES DES MARCHES	68
4.2 TENDANCES DES MARCHES (PERSPECTIVES, CIRCUITS COURTS, ETC.).....	70
5 DESCRIPTION DE L'OFFRE ET DE LA CONCURRENCE	79
5.1 SAVOIR-FAIRE LOCAL	79
5.2 CONCURRENCE PAR SEGMENTS ET GAMMES	79
5.3 EFFET DES MARQUES (BOIS DES ALPES)	80
6 MATRICE DECISIONNELLE	81
6.1 DISPOSITIFS DE PROMOTION, DE FORMATION ET D'INCITATION	81
6.2 ATOUTS, FAIBLESSES, OPPORTUNITES ET MENACES DES PRODUITS ET CIBLES	83
6.3 IDENTIFICATION DE POSITIONNEMENTS STRATEGIQUES	85
6.4 HIERARCHISATION DES PISTES D'ACTION POUR LA RELANCE DU SECTEUR DE LA 1 ^{ERE} TRANSFORMATION	87
7 CONCLUSION.....	88
8 BIBLIOGRAPHIE	89
9 ANNEXES.....	91

Sigles et acronymes

ADEME	Agence de la Transition Ecologique
APB	Arrêté de protection de biotope
APE	Code d'activité principal des entreprises
ASL	Association syndicale libre
BDM	Bâtiments durables Méditerranée
BLC	Bois lamellé collé
BMA	Bois massif abouté
BMR	Bois massif reconstitué
CAPEB	Confédération de l'artisanat et des petites entreprises du bâtiment
CCAPV	Communauté de communes Alpes-Provence-Verdon
CCI	Chambre de commerce et d'industrie
CEEB	Centre d'Etudes de l'Economie du Bois
CFT	Charte forestière de territoire
CG	Conseil général
CIMA	Convention interrégionale du massif des Alpes
CLT	<i>Cross laminated timber</i> – Bois lamellé croisé
CNDB	Comité national pour le développement du bois
CNPF	Centre national de la propriété forestière
CODIFAB	Comité professionnel de Développement des Industries Françaises de l'Ameublement et du Bois
COTECH	Comité technique
CPF	Coopérative Provence Forêt
CQBD	Charte qualité bois déchetés
CRFB	Commission régionale de la forêt et du bois
CRPF	Centre régional de la propriété forestière
CVO	Contribution interprofessionnelle obligatoire
DRAAF	Direction régionale de l'alimentation, de l'agriculture et de la forêt
DSF	Département santé des forêts
DTU	Document technique unique
EAB	Enquête annuelle de branche
EPCI	Etablissement public de coopération
ETF	Entrepreneur de travaux forestiers
FCBA	Institut technologique du bois
FFB	Fédération française du bâtiment
FNADT	Fonds National d'Aménagement et de Développement du Territoire
FSC	<i>Forest stewardship council</i> – Conseil de soutien à la forêt
GAL	Groupe d'action locale
GFP	Gestionnaire forestier professionnel
GREC	Groupe d'experts sur le climat en PACA

HT	Hors taxe
ICPE	Installation classée pour l'environnement
IDF	Institut du développement forestier
IFN	Inventaire forestier national
IMBE	Institut méditerranéen de biodiversité et d'écologie
INRAe	Institut national de la recherche agronomique
MAA	Ministère de l'agriculture et de l'Alimentation
MBR	Mélèze bois ronds
ML	Mètre linéaire
MRBE	Mission régionale bois énergie
MTE	Ministère de la transition écologique
NAF	Nomenclature d'activité française
OFME	Observatoire de la forêt méditerranéenne
ONF	Office national des forêts
OSB	<i>Oriented stand board</i> – Panneau de grandes particules orientées
PDR	Programme de développement rural
PEFC	Programme de reconnaissance des certifications forestières
PLU	Plan local d'urbanisme
PNFB	Plan national de la forêt et du bois
PNR	Parc naturel régional
POIA	Programme interrégional du massif des Alpes
PRFB	Programme régional forêt-bois
PSG	Plan simple de gestion
RPC	Règlement public de consultation
RTM	Reboisement des terrains de montagne
SCOP	Société coopérative de production
SEBSO	Société d'exploitation des bois du Sud-Ouest
SEFSAM	Syndicat des exploitants et scieurs de méditerranée
SRB	Schéma régional biomasse
TTC	Toutes taxes comprises
ZICO	Zone importante pour la conservation des oiseaux
ZNIEFF	Zones naturelles d'intérêt écologique faunistique et floristique

Tables et figures

Tableaux

Tableau 1: liste des réunions et Comités techniques organisés entre OBBOIS et la CCAPV	8
Tableau 2 : Codes NAF de la filière utilisés pour l'extraction des données du répertoire SIRENE	11
Tableau 3 : informations collectées par catégorie d'acteurs	13
Tableau 4 : liste des acteurs et entreprises qui ont pu être rencontrés lors de l'étude	14
Tableau 5 : décomposition de la filière par groupe de débouchés pour le bois d'œuvre	16
Tableau 6 : classement des essences d'intérêt.....	18
Tableau 7 : taux d'humidité des bois et utilisation.....	18
Tableau 8 : synthèse des surfaces par type de peuplement.....	23
Tableau 9 : surface détaillée par type de peuplements forestiers	25
Tableau 10 : récolte destinée à la production de BO par essence à l'échelle du 04	34
Tableau 11: qualité des bois sur pied par types de peuplement (Alcina et al. 2020)	35
Tableau 12 : volumes sur pied (m ³) toutes forêts soumises au régime forestier confondues.....	36
Tableau 13 : débouchés et prix des bois sur pied et par qualité pour les essences considérées.....	40
Tableau 14 : prix des bois sur pied sur le territoire et à l'échelle nationale	41
Tableau 15 : prix (HT) et indices nationaux des sciages 1 ^{er} trimestre 2020	43
Tableau 16 : établissements de la filière sur le territoire de la CCAPV avant mise à jour	45
Tableau 17 : Acteurs de la mobilisation des bois et de la valorisation BO sur le territoire CCAPV	47
Tableau 18 : caractéristiques des entreprises de la 1 ^{ère} transformation (où ND = Non disponible)	49
Tableau 19 : services, produits et essences traitées par les scieries du territoire et à proximité	50
Tableau 20 : principaux fournisseurs et clients des entreprises du territoire	51
Tableau 21 : certification des entreprises de 1 ^{ère} transformation du territoire	51
Tableau 22 : nombre d'entreprises par catégorie et entreprises rencontrées.....	52
Tableau 23 : caractéristiques des entreprises de la construction bois.....	54
Tableau 24 : capacités de 1 ^{ère} transformation des entreprises du territoire.....	58
Tableau 25 : flux de bois à l'échelle du Département des Alpes-de-Haute-Provence.....	63
Tableau 26 : attentes des marchés de la construction bois	69
Tableau 27 : évolution des parts de marché selon les produits bois à l'échelle nationale	73
Tableau 28 : fiches-action PRFB pouvant constituer un levier pour le développement de la filière	76
Tableau 29 : atouts et faiblesses des essences du territoire pour leur valorisation en BO.....	83
Tableau 30 : pistes d'action en faveur d'une relance de la transformation des bois sur le territoire	87

Figures

Figure 1 : méthodologie générale de l'étude	8
Figure 2: segments de la filière forêt-bois en PACA (Source : INSEE, 2014)	16
Figure 3 : règles d'utilisation des bois en fonction de leur classement mécanique.....	17
Figure 4 : bois régionaux et valorisation en bois d'œuvre (Fibois SUD 2019)	19
Figure 5 : certification de la gestion des forêts des collectivités à l'échelle régionale	20
Figure 6 : certification de la gestion des forêts privées à l'échelle régionale (Source : OFME)	21
Figure 7 : communes des Alpes-de-Haute-Provence incluses dans le massif alpin	22
Figure 8 : érable sous couvert du mélèze à Ratery	27
Figure 9 : chronologie et localisation des dégâts du Sphaeropsys sur les pins (Source : DSF)	28
Figure 10: comparaison de la récolte de bois en milliers de m ³ bois ronds par département	32
Figure 11 : évolution de la récolte de bois dans le Département des Alpes-de-Haute-Provence	33
Figure 12 : schéma simplifié des volumes récoltés et de la destination des bois	36
Figure 13 : chaufferies automatiques à bois des Alpes-de-Haute-Provence	37
Figure 14 : structuration de l'approvisionnement en bois-énergie (Source : OFME, 2019).....	38
Figure 15 : décomposition du prix des bois entrée scierie (€/m ³)	39
Figure 16: Photos d'objets tournés en bois de Yannick CAVALLO	56
Figure 17 : bois traité en provenance de la scierie du Mélézin – agence de La Mure	57
Figure 18 : séchoir de la scierie du Mélézin	60
Figure 19 : bac de trempage	60
Figure 20 : fagots de dosses sur le parc à bois	60
Figure 21 : silo à sciures réaménagé.....	60
Figure 22 : chaîne de transformation.....	60
Figure 23 : exemple de produits et stockage des bois sur le parc.....	60
Figure 24 : représentation schématique des flux de produits bois à l'échelle du Département	64
Figure 25 : représentation des échanges de produits bois à l'échelle du territoire	65
Figure 26 : présentation de la CQBD	68
Figure 27 : dynamiques d'évolution des besoins en biomasse estimées en PACA.....	70
Figure 28 : nombre de logements construits en bois par région et part de marché en 2018.....	72
Figure 29 : part des systèmes constructifs utilisés en région PACA-Corse en 2018.....	72
Figure 30 : plans et stratégiques spécifiques à la filière ou qui lui sont liées	75

Encadrés

Encadré 1 : la nomenclature d'activités française	10
Encadré 2 : définition des qualités relevées sur le terrain	35
Encadré 3 : codes NAF correspondant aux activités d'exploitation forestière	46
Encadré 4 : définition de l'activité de 1 ^{ère} transformation des bois et codes NAF correspondant	47
Encadré 5 : définition de l'activité de 2 nd e transformation des bois et codes NAF correspondant	52
Encadré 6 : codes NAF correspondant aux entreprises du secteur de l'emballage-caisserie	54
Encadré 7 : codes NAF correspondant aux entreprises de fabrication d'objets divers en bois.....	56
Encadré 8 : codes NAF correspondant aux entreprises de négoce et commerce de bois	57

Introduction

Dans le cadre de la reprise de la Charte Forestière de Territoire, la Communauté de Communes Alpes Provence Verdon a souhaité engager un travail de connaissance des marchés actuels de la filière bois afin d'identifier les positionnements stratégiques pour le territoire dans un objectif de relance de la filière de transformation au niveau local.

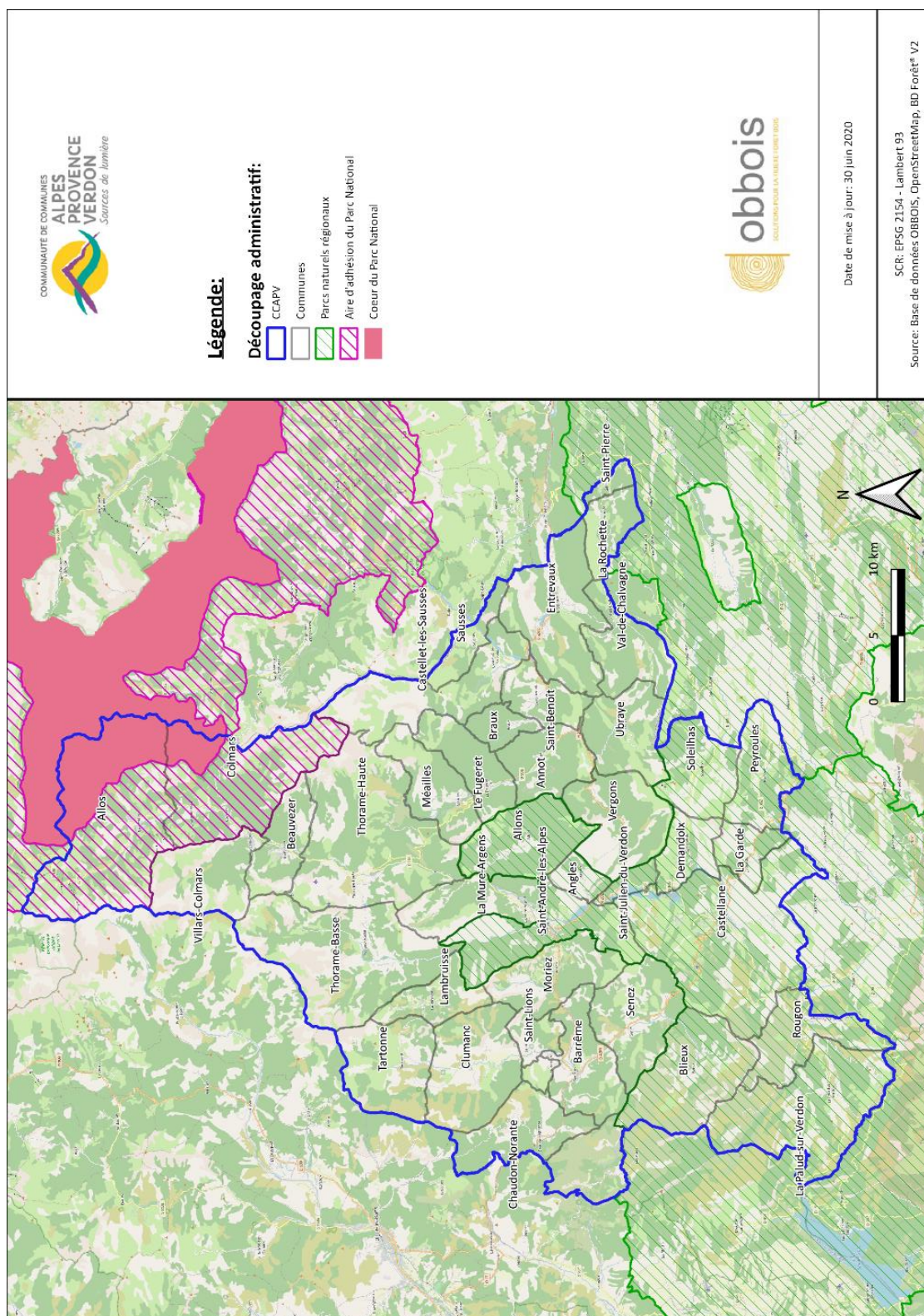
En application du nouveau Schéma départemental de Coopération Intercommunale arrêté le 3 octobre 2016 par le Préfet des Alpes de Haute Provence, les cinq communautés de communes du Moyen Verdon, du Teillon, du Haut Verdon Val d'Allos, de Terres de Lumière, et du Pays d'Entrevaux ont fusionné au 1er janvier 2017 pour former la Communauté de Communes « Alpes Provence Verdon (CCAPV), Sources de Lumière ». Cet Etablissement Public de Coopération Intercommunale (EPCI) regroupe 41 communes et compte une population d'environ 11 500 habitants. Représentant le quart de la superficie du département, le territoire est organisé autour des vallées du Verdon, de sa source au Grand Canyon, des Asses, de la Vaire et du Haut Var, avec pour principaux bourgs centres Allos, Annot, Barrême, Castellane, Entrevaux et Saint André les Alpes. Par ailleurs, le territoire de la CCAPV est en partie couvert par les Parc Naturel Régional (PNR) du Verdon et le Parc national (PN) du Mercantour (Carte 1), et frontalier du Parc naturel Régional des Préalpes d'Azur. Après avoir conduit une première Charte Forestière de Territoire (CFT) expérimentale sur le massif d'Annot (2004-2009), une première CFT a été signée début 2010 pour une durée de cinq ans. Pour la CCAPV il s'agit aujourd'hui de renouveler cette charte, d'en faire évoluer les orientations stratégiques et d'accompagner les projets s'intégrant à cette stratégie dans le cadre d'appels à manifestation.

Cette nouvelle Charte devrait se décliner selon trois axes stratégiques principaux :

1. **Axe 1 : Inciter à la gestion et l'exploitation forestière sur le territoire afin de faciliter la mobilisation des bois locaux et la valorisation durable du patrimoine.**
 - Orientation 1 : Inciter les propriétaires forestiers à la gestion de leur forêt.
 - Orientation 2 : Favoriser l'augmentation de la surface forestière exploitée et le volume de bois mobilisé.
 - Orientation 3 : Améliorer la prise en compte de l'environnement dans la gestion et l'exploitation forestière.
2. **Axe 2 : Maintenir, développer et promouvoir les filières de valorisation du bois sur le territoire.**
 - Orientation 1 : Dynamiser la filière bois d'œuvre sur le territoire.
 - Orientation 2 : Développer et structurer la filière bois énergie sur le territoire.
3. **Axe 3 : Favoriser la valorisation multifonctionnelle des forêts et faire de la charte forestière un outil facilitateur pour l'aménagement du territoire.**
 - Orientation 1 : Développer et soutenir l'agroforesterie sur le territoire.
 - Orientation 2 : Assurer l'articulation de la CFT avec la politique d'aménagement et de développement du territoire.

Dans le cadre de cette nouvelle charte, la CCAPV a souhaité engager un **travail d'investigation autour des marchés actuels de la filière bois d'œuvre, afin d'identifier un panel de positionnements stratégiques possibles pour le territoire** dans un objectif de **relance de la filière transformation au niveau local**.

Ainsi, l'objectif de cette étude est de connaître l'état actuel et les évolutions potentielles du marché du bois d'œuvre : tendances à court et long terme. Le but est d'identifier les parts de marché en évolution et les détenteurs de ces parts afin de proposer un positionnement stratégique au territoire.



Carte 1 : communes du territoire et parcs naturels

1 Méthodologie de l'étude

1.1 Approche générale

La méthodologie générale de l'étude (Figure 1) s'appuie sur une analyse bibliographique et des enquêtes auprès des acteurs de la valorisation du bois d'œuvre du territoire. Chaque étape de la mission est présentée en détail aux titres suivants. Un processus de suivi-validation des objectifs et du déroulement de l'étude a été maintenu de manière continue avec le maître d'ouvrage et discuté au cours de réunions et points d'étape (Tableau 1).

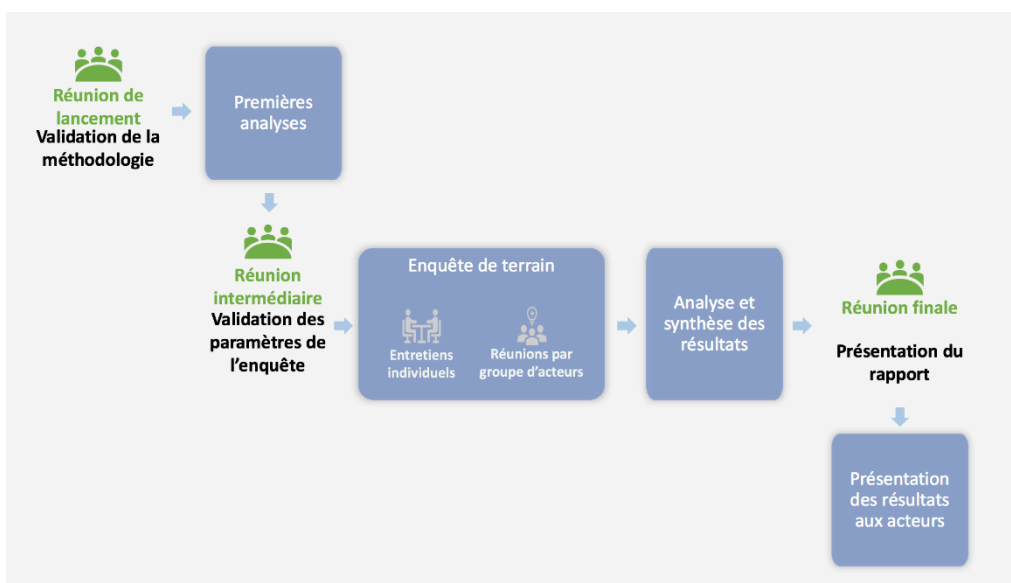


Figure 1 : méthodologie générale de l'étude

Cette mission a été réalisée pendant la crise sanitaire COVID-19, entre février et août 2020, ce qui a généré d'importantes perturbations dans son déroulement (impossibilité de réaliser certains entretiens, impossibilité de tenir les ateliers prévus et notamment la réunion par groupes d'acteurs, etc.).

Au total, 7 réunions ont été organisées avec le maître d'ouvrage (Tableau 1).

Tableau 1: liste des réunions et Comités techniques organisés entre OBBOIS et la CCAPV

Date	Réunion
20/01/2020	Réunion de lancement de l'étude (COTECH1)
03/03/2020	Réunion intermédiaire de l'étude (COTECH2)
28/05/2020	Point d'avancement téléphonique
18/06/2020	Point d'avancement téléphonique
04/08/2020	Point d'avancement téléphonique
27/08/2020	Réunion de rendu de l'étude (COTECH3)
17/09/2020	Réunion de présentation des résultats aux acteurs

1.2 Analyse de la ressource locale

1.2.1 Essences considérées

Conformément au cahier des charges de l'étude, seules les essences principales présentes sur le territoire de la CCAPV (pin sylvestre, mélèze d'Europe, pin noir d'Autriche) et susceptibles d'être valorisées en Bois d'œuvre (BO) ont été considérées. Cette liste d'essences a été validée avec la CCAPV lors de la réunion de lancement de l'étude.



1.2.2 Données concernant la ressource

Afin de concentrer les efforts sur l'aval de la filière et les marchés des produits bois, il avait été volontairement proposé de ne pas effectuer d'étude poussée sur la ressource, la documentation à ce sujet étant déjà riche et les enjeux, acteurs de l'amont et pistes d'action déjà identifiés. Par ailleurs, une étude ressource portée par la CCAPV est en cours de réalisation par le groupement Alcina, EGA et Pyrénées cartographe. Cette étude permettra d'obtenir des résultats détaillés sur les volumes mobilisables. Les données présentées au titre 2, sont issues d'une synthèse bibliographique qui combine plusieurs sources :

- Données de l'Inventaire forestier national (IFN) BD_FORET® V2 ;
- Chartes forestières de territoire et rapport d'évaluation de la CFT du Pays A3V ;
- Données et avis du Département santé des forêts (DSF) ;
- Documents d'aménagement des forêts domaniales et communales lorsque disponibles ;
- Données des forêts privées : données recueillies auprès du CNPF-PACA et disponibles en ligne sur le site internet de l'OFME ;
- Données et avis des entreprises d'exploitation et gestionnaires ;
- « Fiches massif » du PRFB.
- Informations concernant les essences : sources bibliographiques présentées à la fin de ce document et complétées à dire d'acteurs.

1.3 Recensement des entreprises et des acteurs

1.3.1 Extraction du répertoire SIRENE

Le Système national d'identification et du répertoire des entreprises et de leurs établissements (SIRENE), géré par l'INSEE, met à disposition du public une base de données des entreprises et de leurs établissements à l'échelle nationale. Une extraction des données par code NAF et à l'échelle d'un territoire donné est permise depuis le site www.sirene.fr.

Encadré 1 : la nomenclature d'activités française

La Nomenclature d'activités française (NAF) est une nomenclature des activités économiques productives, principalement élaborée pour faciliter l'organisation de l'information économique et sociale. Afin de faciliter les comparaisons internationales, elle a la même structure que la nomenclature d'activités européenne (NACE), elle-même dérivée de la nomenclature internationale (CITI). Les codes NAF, correspondants aux codes d'activité principale (APE), décrivent les activités des entreprises et de leurs établissements et sont régulièrement actualisés. Lors de la réalisation de cette étude la nomenclature en vigueur est la **NAF rév.2**, instaurée par le Décret N°2007-1888 du 26 décembre 2007.

Afin d'obtenir les données des entreprises de la filière bois pour le territoire de la CCAPV, une liste a été constituée en renseignant l'ensemble des communes de la CCAPV et les codes NAF présentés au Tableau 2.

Tableau 2 : Codes NAF de la filière utilisés pour l'extraction des données du répertoire SIRENE

Code	Intitulés de la NAF rév 2, version finale
02	Sylviculture et exploitation forestière
0210Z	Sylviculture et autres activités forestières
0220Z	Exploitation forestière
0230Z	Récolte de produits forestiers non ligneux poussant à l'état sauvage
0240Z	Services de soutien à l'exploitation forestière
16	Travail du bois et fabrication d'articles en bois et en liège, à l'exception des meubles ; fabrication d'articles en vannerie et sparterie
1610A	Sciage et rabotage du bois, hors imprégnation
1610B	Imprégnation du bois
1621Z	Fabrication de placage et de panneaux de bois
1622Z	Fabrication de parquets assemblés
1623Z	Fabrication de charpentes et d'autres menuiseries
1624Z	Fabrication d'emballages en bois
1629Z	Fabrication d'objets divers en bois ; fabrication d'objets en liège, vannerie et sparterie
17	Industrie du papier et du carton
1711Z	Fabrication de pâte à papier
31	Fabrication de meubles
3101Z	Fabrication de meubles de bureau et de magasin
3102Z	Fabrication de meubles de cuisine
3109A	Fabrication de sièges d'ameublement d'intérieur
3109B	Fabrication d'autres meubles et industries connexes de l'ameublement
41	Construction de bâtiments
4120A	Construction de maisons individuelles
4120B	Construction d'autres bâtiments
43	Travaux de construction spécialisés
4332A	Travaux de menuiserie bois et PVC
4332C	Agencement de lieux de vente
4333Z	Travaux de revêtement des sols et des murs
4391A	Travaux de charpente
4391B	Travaux de couverture par éléments
46	Commerce de gros, à l'exception des automobiles et des motocycles
4613Z	Intermédiaires du commerce en bois et matériaux de construction
4673A	Commerce de gros (commerce interentreprises) de bois et de matériaux de construction

1.3.2 Recensement des acteurs clés

La liste résultant de l'extraction des données du répertoire SIRENE présente plusieurs limites :

- Les codes NAF sous lesquels les entreprises sont enregistrées ne correspondant pas toujours à l'activité réelle des entreprises ;
- Certaines entreprises figurent au répertoire SIRENE mais ont en réalité cessé leur activité ;
- Certaines entreprises font doublon ;
- Les acteurs et entreprises ayant une activité sur le territoire ou un rôle à jouer dans la valorisation du BO du territoire mais ayant leur siège en dehors du territoire de la CCAPV ne figurent pas dans la liste ;
- Les acteurs institutionnels et associations ayant un rôle à jouer dans la chaîne de valorisation du BO ne sont pas toujours identifiables en utilisant les codes NAF communément utilisés pour caractériser la filière.

Pour pallier aux limites des données extraites, la liste obtenue a été complétée à l'aide d'acteurs selon leur connaissance de la filière, au fil des enquêtes et lors des réunions du Comité technique (COTECH).

1.3.3 Compléments de données sur les entreprises

Les données extraites du répertoire SIRENE sont des données gratuites, accessibles en ligne, qui ne contiennent qu'une partie seulement de l'information concernant les entreprises. Lorsque disponibles, les données ont été complétées avec des données accessibles en ligne auprès du greffe (sur les sites www.societe.com ou www.verif.com par exemple) ou vérifiées directement avec les acteurs concernés au cours des enquêtes.

1.4 Enquête auprès des acteurs du territoire

1.4.1 Elaboration des questionnaires d'enquête

Après une première revue bibliographique des enjeux de la filière, des objectifs de l'étude et des attentes de la CCAPV, une première version des guides d'entretien contenant l'ensemble des thématiques à aborder avec les entreprises et acteurs de la filière a été élaborée. Les guides ont été présentés et validés avec la CCAPV lors de la réunion du COTECH. Dans un objectif d'amélioration, le guide est toutefois resté évolutif. Suite aux premiers entretiens, différents aspects du guide ont été modifiés afin de gagner en qualité, supprimer des redondances, et augmenter l'efficacité des entretiens.

Les 3 guides ainsi construits sont présentés en Annexe 1, Annexe 2 et Annexe 3.

1.4.2 Données collectées

Les informations collectées par catégories d'acteurs sont présentées au Tableau 3.

Tableau 3 : informations collectées par catégorie d'acteurs

Entreprises de transformation	Entreprises d'utilisation (transformation, négoce et distribution)	Acteurs institutionnels, filière d'accompagnement
<ul style="list-style-type: none"> ✓ Caractéristiques des unités de transformation (moyens techniques et humains) et de leurs approvisionnements. ✓ Niveau de performance et de vétusté du parc machine ✓ Besoins d'investissement spécifiques ✓ Perspectives d'évolution ✓ Caractéristiques de l'approvisionnement ✓ Débouchés pour les bois et produits concurrents ✓ Echanges entre acteurs (volumes et prix) ✓ Exigences et contraintes particulières (liées aux essences, fournisseurs et clients) 	<ul style="list-style-type: none"> ✓ Echanges entre acteurs (produits, volumes et prix) ✓ Exigences et contraintes particulières (liées aux essences, fournisseurs et clients) ✓ Conditions d'utilisation et référencement des produits locaux ✓ Perception sur les tendances en cours et à venir 	<ul style="list-style-type: none"> ✓ Particularités du marché local ✓ Identification des débouchés pour les bois du territoire et volumes pour les acteurs de la mobilisation ✓ Identification des acteurs clés ✓ Projets en cours de valorisation des bois locaux ✓ Perspectives d'évolution
<ul style="list-style-type: none"> ✓ Chiffres d'affaires individuels et rentabilité (excédent brut d'exploitation ou EBITDA) pour les entreprises dont les comptes ne sont pas publiés. ✓ Informations structurelles (nombre d'employés, activité principale...) ✓ Liens et qualité de la communication entre les acteurs. ✓ Intégration des acteurs dans le paysage régional et alpin. 		

1.4.3 Entreprises et acteurs rencontrés

Au total 27 acteurs et entreprises ont pu être contactés au cours de l'étude (Tableau 4).

Tableau 4 : liste des acteurs et entreprises qui ont pu être rencontrés lors de l'étude

CODE NAF/activité	Source	Nom de l'entreprise ou de l'acteur
Association	COTECH	ASSOCIATION BOIS DES ALPES
Commerce et négoce de bois	COTECH	BLANC MATERIAUX (Agence SAMSE)
Construction bois	COTECH	AMEXBOIS
Construction bois	COTECH	ENTREPRISE GARCIN
Construction bois	COTECH	ALPES MEDITERRANEE CHARPENTE
Construction bois	COTECH	SARL GIRAUD (chalets bois)
Construction bois	SIRENE	ALLIANCE ARTISANS
Construction bois	SIRENE	ROUVIER FRERES
Construction bois	SIRENE	BAUD CHRISTIAN ET FILS
Construction bois	SIRENE	LIAUTAUD CONSTRUCTIONS
Construction bois	COTECH	ONF Atelier Bois
Construction bois	COTECH	SAS ESTRAYER
Construction bois	COTECH	CHALET DYEN CONSTRUCTION BOIS
Construction bois	SIRENE	COSTA CONSTRUCTIONS BOIS
Emballage-caisserie bois	SIRENE	ETABLISSEMENT ISNARD
Exploitation forestière	COTECH	PROVENCE FORET
Institutionnel	COTECH	CRPF
Institutionnel	Autre	FCBA
Institutionnel	SIRENE	OFFICE NATIONAL DES FORETS
Particulier	COTECH	ANDRE GUIRAND
Sciage et rabotage du bois	CNPF	JAUFFRET
Sciage et rabotage du bois	COTECH	JOURDAN Serge
Sciage et rabotage du bois	SIRENE	SCIERIE DU MELEZIN
Sciage et rabotage du bois	SIRENE	M PAGLIA JEAN-LUC
Syndicat	COTECH	SEFSAM

A noter que parmi les établissements figurant dans la liste extraite du répertoire SIRENE, 25 établissements ont pu être identifiés comme « fermés définitivement », non pertinents (aucune activité en lien avec le bois) ou aucun contact n'a pu être trouvé. Dans ce dernier cas il s'agit bien souvent d'entreprises individuelles qui n'ont plus d'activité.

1.5 Analyse des flux de bois sur le territoire

1.5.1 Données de douanes

Dans une démarche globale d'ouverture des données publiques initiée par l'État Français avec la mission Etalab¹ et certaines collectivités et administrations, la douane propose des **statistiques détaillées du commerce extérieur** (nationales et régionales) sur un site dédié². Ces données permettent d'établir une balance commerciale pour les produits bois à l'échelle des départements.

Dans le cadre de cette étude, c'est le département des Alpes-de-Haute-Provence qui a été considéré. Les données ont été téléchargées puis traitées sous Excel. Les résultats obtenus permettent d'analyser les flux de produits bois (imports et exports en tonnes et euros) et leur destination. Toutefois, les informations précises concernant les produits, notamment les essences de bois bruts et produits transformés et dérivés, ne sont pas disponibles, de même que l'origine exacte des produits exportés et la destination finale des produits importées. Les données de douanes souffrent de nombreuses critiques (Bigot de Morogues et al. 2019) et leur interprétation dans le cadre de cette étude a donc été limitée à l'identification d'opportunités affinées au cours des enquêtes.

1.5.2 Données des Enquêtes annuelles de branche

Les Enquêtes annuelles de branche (EAB) réalisées par l'Agreste fournissent des éléments concernant la **valorisation de bois aux échelles nationales, régionales et départementales**. Si elles ne sont pas déclinables à l'échelle des territoires, elles fournissent des informations précieuses concernant l'évolution des débouchés pour les bois à l'échelle du département des Alpes-de-Haute-Provence. Les données sont disponibles en ligne, sur le site de la DRAAF ou sur le site de l'Agreste³.

1.5.3 Compléments collectés lors des entretiens

Lors des entretiens, des données concernant la récolte et les échanges de volumes de bois pour les 3 essences considérées ont été collectées. Toutefois, les volumes récoltés à l'échelle des communes ou du territoire sont rarement fournis par les exploitants. Les données de récolte à l'échelle du territoire sont présentées lorsque disponibles, l'interprétation est sinon ramenée à l'échelle du Département.

1.5.4 Segmentation de la filière

En s'appuyant sur l'étude réalisée par l'INSEE en 2014, la filière forêt-bois a été décomposée en 10 segments (Figure 2), dont 7 constituent le cœur de filière, et 3, en pointillés sur le schéma, correspondent à des acteurs économiques dont l'activité n'est que partiellement liée au bois. Depuis cette étude, on voit apparaître de nouveaux débouchés dans le secteur de la chimie du bois, non traités dans le cadre de cette étude car ils ne concernent pas ou très peu les produits bois d'œuvre.

¹ www.etalab.gouv.fr

² www.douane.gouv.fr

³ www.draaf.paca.agriculture.gouv.fr/Recolte-de-bois-volume-de-sciage et www.agreste.agriculture.gouv.fr

Schéma de la filière forêt-bois

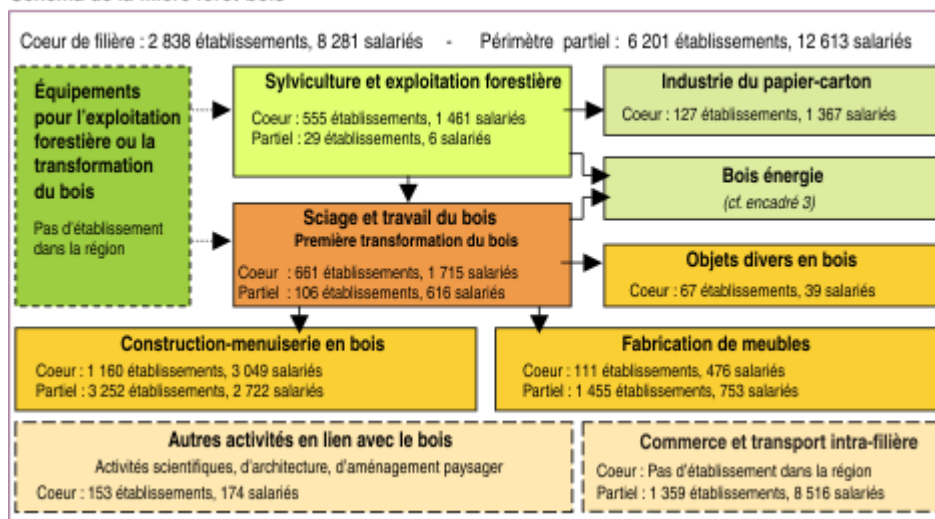


Figure 2: segments de la filière forêt-bois en PACA (Source : INSEE, 2014)

Les chaînes de valorisation du bois d'œuvre ont ensuite été décomposées en différents groupes et sous-groupes de débouchés formant des marchés et cibles homogènes (Tableau 5).

Tableau 5 : décomposition de la filière par groupe de débouchés pour le bois d'œuvre

Groupe	Sous-groupe de débouchés
Emballage-caisserie	Emballage lourd (palettes et caisses, hors emballages destinés à l'agroalimentaire)
	Emballage industriel (produits destinés au transport de pièces volumineuses)
Construction-menuiserie bois	Charpente et ossature bois
	Menuiseries
	Revêtement intérieur : parquets, lambris, ...
	Aménagements extérieurs (terrasses, platelages, ...)
Ameublement	Fabrication de mobilier d'intérieur
Commerce du bois	Négoces et distributeurs
Fabrication d'objets divers en bois	Tournage du bois

1.5.5 Éléments pris en compte pour l'analyse des gammes et produits bois

Classement des bois

L'utilisation du bois dans la construction est soumise à différentes règles de classement des bois :

- Le **classement d'aspect**, ou « choix » qui répond à des exigences esthétiques ;
- Les **classes d'emploi des bois**, qui correspondent à des durabilités selon l'utilisation des bois avec ou sans traitement ;
- Le **classement mécanique ou structural**, qui répond à des exigences de résistance aux forces appliquées à l'ouvrage constructif.

Le classement d'aspect est un classement **esthétique**, par méthode visuelle. Il existe 5 classes d'aspect ou « choix », de 0 (la « meilleure ») à 4 (ordre décroissant). Elle se base sur l'absence, la présence, la taille, le nombre de « singularités » : nœuds, flaches, fentes, entre-écorce, poches de résine, pente du fil, présence de moelle, et autres altérations biologiques.

La durabilité naturelle des bois massifs, à savoir leur résistance aux différents types de risques biologiques, conditionne leur utilisation. Ainsi, pour chaque essence, une classe d'emploi est définie par la Norme EN 335-1 à 3 et détermine ses utilisations possibles dans un ouvrage. Il existe 5 classes d'emploi des bois :

- **Classe 1** : cette classe concerne les bois secs utilisés à l'intérieur avec un taux d'humidité inférieur à 20 %. Ces bois sont utilisés pour les menuiseries intérieures non exposés à de l'humidité.
- **Classe 2** : la classe 2 définit les bois secs pouvant être occasionnellement en contact avec un taux d'humidité supérieur à 20%, comme les ossatures et charpentes.
- **Classe 3** : cette classe regroupe les bois pouvant être en contact fréquent avec l'humidité, même au-delà de 20%. Ce type de bois est très utilisé pour le bardage. La classe 3a correspond à une utilisation sans source d'humidité prolongée tandis que la Classe 3b correspond à une utilisation en contact avec une source prolongée d'humidité.
- **Classe 4** : les bois de classe 4 sont des essences qui ne craignent pas le contact avec l'eau douce, ces bois sont stabilisés et imputrescibles. Certains bois peuvent être utilisés en classe 4 à l'aide d'un traitement autoclave ou lorsqu'ils sont thermo-chauffés.
- **Classe 5** : la classe 5 regroupe les essences susceptibles d'être en contact permanent avec l'eau salée, il s'agit de bois extrêmement durables.

Pour les usages structurels, seul le **classement mécanique** du bois (visuel ou par machine)⁴, accompagné du marquage CE, garantit la performance mécanique d'une pièce de bois. La méthode de classement visuel, qui définit 3 classes (ST-I, ST-II et ST-III) est réalisée selon des critères relatifs à l'aspect du bois, ses singularités, ses éventuelles altérations biologiques et déformations géométriques ainsi qu'à la largeur des cernes d'accroissement. Le classement mécanique par machine définit également 3 classes : C30, C24 et C18. L'utilisation des pièces de bois selon leur classement est présentée en Figure 3. Le classement des pièces de bois selon ces méthodes a pour objectif de les trier en lots homogènes de même résistance afin d'optimiser leur utilisation en construction.

Type de structure	Classes		
	ST-I / C 30	ST-II / C 24	ST-III / C 18
Charpente traditionnelle			
Charpente industrielle (fermettes)			
Charpente lamellé-collé			
Ossature bois			

Figure 3 : règles d'utilisation des bois en fonction de leur classement mécanique⁵

Une synthèse des éléments de classement pour les 3 essences d'intérêt est présentée au Tableau 6.

⁴ Le classement visuel est normalisé au niveau européen au travers de la Norme NF B 52-001, le classement machine au travers de la Normes NF EN 519.

⁵ Les classes visuelles ST-I, ST-II et ST-III sont respectivement associées aux classes de résistance mécanique C30, C24 et C18.

Tableau 6 : classement des essences d'intérêt

Essence	Classe d'emploi		Classement mécanique possible
	Sans traitement (purgé d'aubier)	Avec traitement	
Pin sylvestre	1 à 3	4 et 5	C14, C18, C24, C30
Mélèze	1 à 3b	-	C18, C24, C27
Pin noir	1 et 2	3 et 4	C14, C18, C24, C30

Séchage des bois

Les dimensions du bois peuvent varier selon son taux d'humidité, ce qui peut provoquer des freins à son utilisation. Aussi, les exigences de taux d'humidité des bois varient selon les marchés et utilisation (Tableau 7).

Tableau 7 : taux d'humidité des bois et utilisation

Utilisation	Eléments	Taux d'humidité	Classe d'emploi
Intérieur	Parquets, meubles	10%	1
	Revêtements	12%	1
	Charpentes intérieures, éléments de toitures	22%	2
	Ossature bois	18%	2-3
	Menuiseries	13%	1
Extérieur	Menuiseries	15%	3
	Revêtements	18%	2 à 4
	Charpentes, bandeaux	22%	3 et 4
	Clôtures, poteaux, passerelles, caillebotis	22%	4
	Jetées, pontons sur mer	30%	5

Les bois peuvent être frais de sciage, ressuyés ou séchés à l'air (« séchage AD ») ou au séchoir (« séchage KD »). L'utilisation du séchoir permet de contrôler le taux d'humidité et de proposer du bois sec dans des délais plus courts que le séchage naturel. Sur les 3 scieries du territoire, 2 proposent des prestations de séchage : il s'agit de la scierie du Mélezin et la scierie du Haut-Verdon.

Traitement des bois

Lorsqu'un bois massif n'est pas utilisable dans une classe du fait de sa durabilité naturelle, il est possible d'appliquer un traitement de préservation adapté aux attaques biologiques auxquelles il est sensible (insectes et champignons) afin de lui conférer une durabilité correspondant à la classe d'emploi souhaitée. On distingue plusieurs procédés de traitement des bois contre les attaques biologiques :

- Le traitement par trempage ;
- Le traitement autoclave qui permet une imprégnation profonde et est généralement recommandé pour des utilisations sous contraintes difficiles (contact avec le sol et/ou des sources d'humidité) ;
- Le traitement oléothermique, utilisé pour les bois mis en œuvre en extérieur (classe 3) ;
- Le traitement thermique.

Seule la scierie du Mélezin possède un bac de trempage et propose une prestation supplémentaire pour le traitement des bois contre les nuisibles.

La Figure 4 présente les utilisations possibles des bois régionaux en fonction de l'application d'un traitement ou non. Le pin sylvestre et le pin noir présentent des caractéristiques similaires, tandis que le mélèze, plus durable, est utilisable sans traitement dans toutes les catégories représentées.

	Structure	Enveloppe	Revêtement intérieur	Agencement	Menuiserie Extérieure	Menuiserie intérieure	Aménagement extérieur
Sapin blanc ou pectiné	●		●	●		●	
Epicéa	●		●	●		●	
Mélèze d'Europe	●	●	●	●	●	●	●
Cèdre		●	●	●	●	●	●
Pin d'Alep	●	●	●	●	●	●	●
Pin sylvestre	●	●	●	●	●	●	●
Pin noir	●	●	●	●	●	●	●
Pin maritime	●	●	●	●	●	●	●
Pin à crochets		●	●	●	●	●	●
Pin cembro			●	●		●	

Durabilité naturelle ● Durabilité conférée par traitement ●

Figure 4 : bois régionaux et valorisation en bois d'œuvre (Fibois SUD 2019)

Les marques et certifications

Certains marchés exigent des certifications qui attestent de la gestion responsable ou durable des forêts et de la traçabilité des bois. Les certifications **FSC** et **PEFC** sont les plus représentées dans le monde. Couvrant très peu de surfaces forestières en France, la FSC porte sur le respect des lois, la propriété foncière, les droits d'usage et responsabilités, le droit des peuples autochtones, les relations communautaires et droits des travailleurs, les prestations de la forêt, l'impact environnemental, la planification de la gestion, le suivi et l'évaluation des performances, la conservation des forêts à haute valeur de conservation et les plantations. Beaucoup plus présent en France, les exigences du système de certification PEFC portent sur la conformité à la législation locale, nationale ou internationale, en particulier liées aux domaines de l'exploitation forestière et des travaux forestiers (y compris la conversion de la forêt à toute autre utilisation), à la gestion des zones désignées à forte valeur environnementale et culturelle, les espèces menacées et protégées (y compris les exigences de la CITES), aux questions liées à l'hygiène et aux conditions de travail des employés forestiers, aux biens des peuples autochtones, leurs statuts et leurs droits, au paiement des taxes et des redevances, à l'utilisation d'organismes génétiquement modifiés (OGM) ainsi qu'à la conversion de la forêt à un autre type de végétation (y compris la conversion des forêts tropicales naturelles en plantations forestières).

Créé en France en 1999, la certification PEFC (*Program for the Endorsement of Forest Certification schemes*, traduit en français par « Programme de reconnaissance des certifications forestières ») couvre la totalité des forêts domaniales, 60% des forêts communales et près de 20% des forêts privées, soit un total de 5,6 millions d'hectares en France métropolitaine. Elle est la certification de la quasi-totalité des forêts certifiées en France.

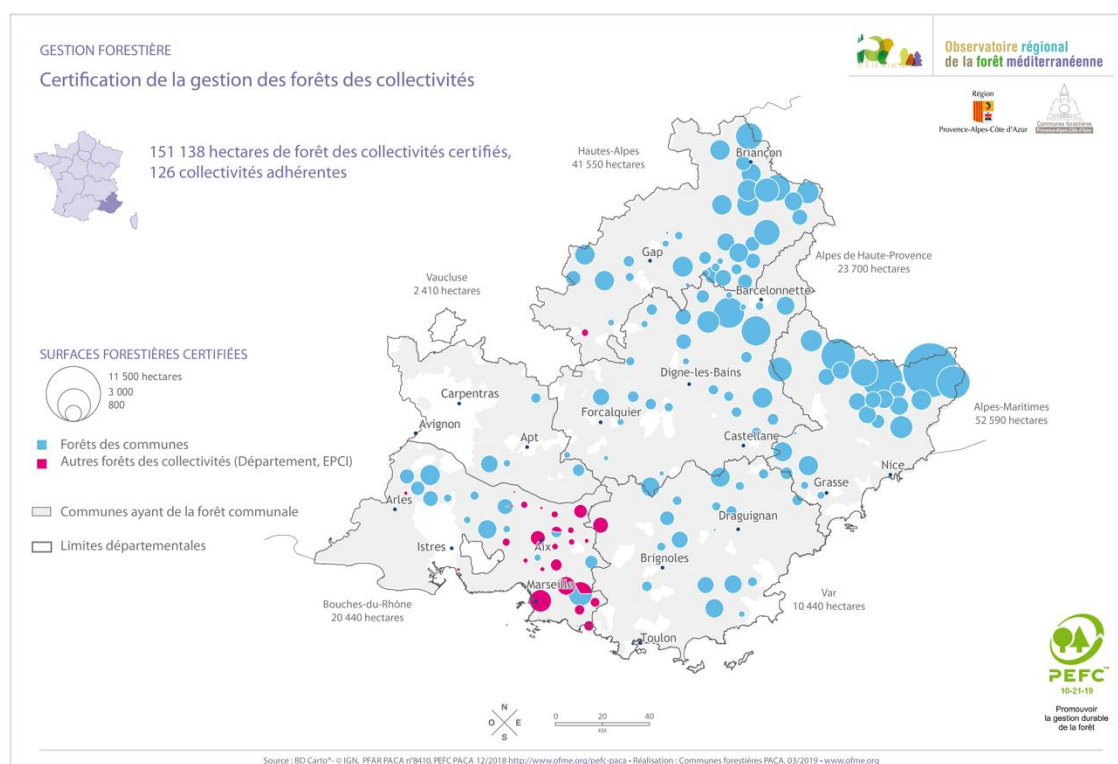


Figure 5 : certification de la gestion des forêts des collectivités à l'échelle régionale

(Source : OFME)

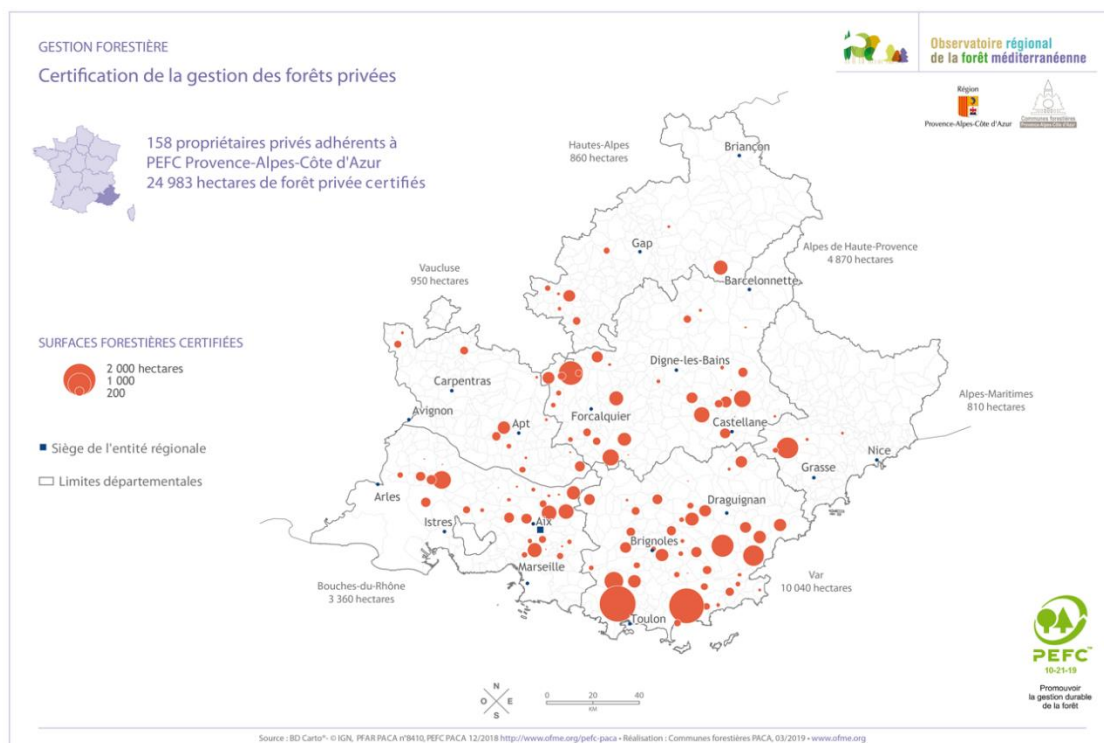


Figure 6 : certification de la gestion des forêts privées à l'échelle régionale (Source : OFME)

Plus spécifique au territoire, la certification **Bois des Alpes** est un levier important pour la mise en œuvre de bois locaux dans la construction. En effet, elle garantit :

- l'origine des bois et leur traçabilité dans le périmètre du massif alpin (Figure 7) ;
- les caractéristiques techniques des bois et le respect des normes en vigueur (classement CE, écocertification type PEFC, séchage des bois, caractérisation structurelle, etc.) conformément aux normes en vigueur ;
- la transformation locale des bois, en circuit-court.

La liste complète des entreprises certifiées Bois des Alpes est disponible en ligne⁶. La scierie du Mélézin est la seule scierie du territoire certifiée Bois des Alpes. Pour les « marchés Bois des Alpes » elle se retrouve toutefois en concurrence avec de nombreuses autres scieries alpines certifiées. L'entreprise Garcin est la seule entreprise de construction certifiée située dans le 04. Les ateliers bois de Barrême (établissement secondaire de l'ONF visant à délivrer des services et commercialiser des produits transformés) sont également certifiés.

⁶ Liste disponible en ligne à cette adresse : <http://boisdesalpes.net/entreprises.php>

Limite du Massif des Alpes dans les Alpes de Haute-Provence

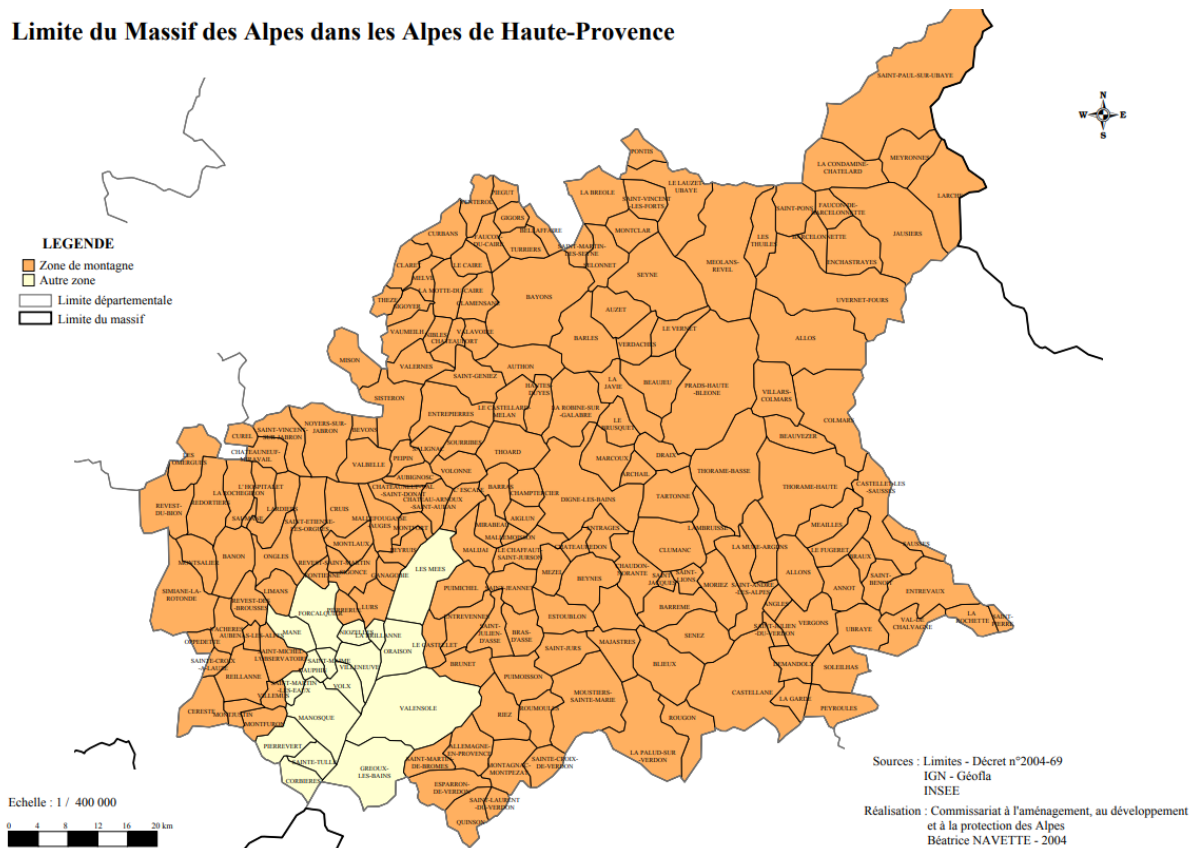


Figure 7 : communes des Alpes-de-Haute-Provence incluses dans le massif alpin

(Source : www.boisdesalpes.net)

Enfin, le **marquage CE** est obligatoire pour tous les sciages à usage structurel, en application du Règlement produit de construction (RPC) de l'Union européenne. Le fabricant doit établir une déclaration des performances (DOP) et apposer le marquage CE sur le produit en question. Des organismes de contrôle viennent ensuite contrôler la conformité du marquage CE.

Les services

Outre les caractéristiques des produits, les services fournis avec ses produits peuvent avoir un impact décisif dans les conditions d'accès à certains marchés. Il s'agit notamment de services de transport, de débit sur liste, sciage à façon, etc.

2 La ressource locale et la ressource disponible pour la filière locale

2.1 Composition des forêts et perspectives de mobilisation

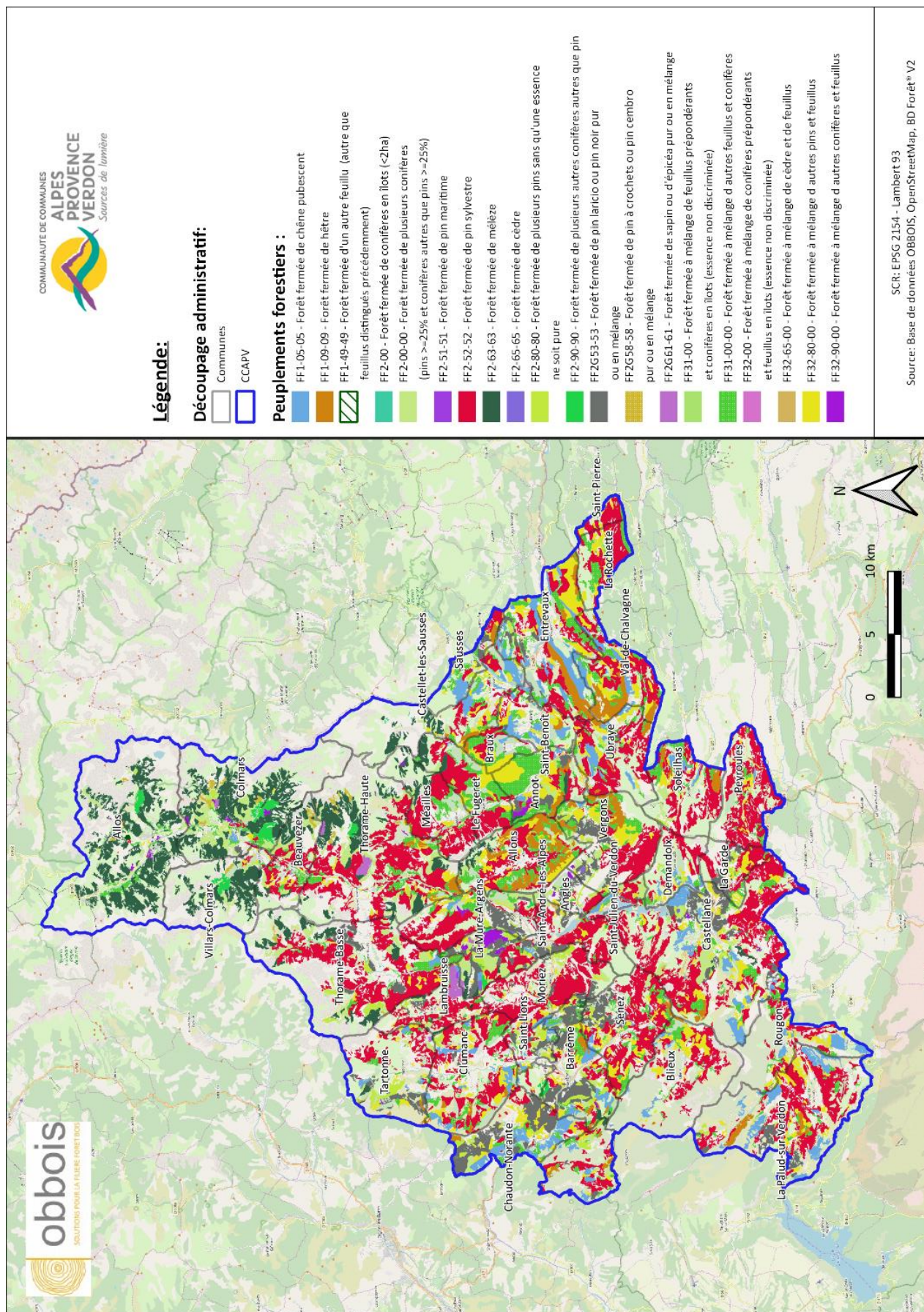
2.1.1 Surface forestière

Selon les données issues de la BD Forêt®V2, les espaces boisés couvrent environ 119 200 ha, soit **69% du territoire** de la CCAPV, taux nettement supérieur au taux régional de 53%. La surface forestière est largement dominée par les peuplements de conifères (Carte 2 et Tableau 9).

Tableau 8 : synthèse des surfaces par type de peuplement

Type de peuplement	Surface (ha)	%
Coupe ou incident	467	0%
Feuillus	20 017	13%
Peuplements mélangés	25 121	16%
Résineux	73 592	47%
Landes, formations herbacées	37 186	24%
Total général	156 382	100%

(Source : BD Forêt® V2, surface calculée sous QGIS3)



Carte 2 : peuplements forestiers sur le territoire de la CCAPV

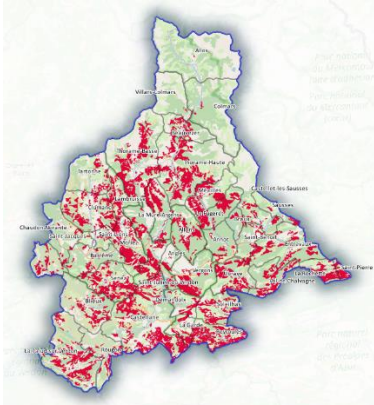


Tableau 9 : surface détaillée par type de peuplements forestiers

Peuplement forestier	Surface (ha)	%
Forêt fermée de pin sylvestre	35 736	30%
Forêt fermée à mélange d'autres feuillus et conifères	10 028	8%
Forêt fermée de mélèze	9 433	8%
Forêt fermée à mélange d'autres pins et feuillus	9 383	8%
Forêt ouverte de pins mélangés ou autres pins purs	7 811	7%
Forêt fermée de pin laricio ou pin noir pur ou en mélange	7 253	6%
Forêt fermée de chêne pubescent	6 329	5%
Forêt fermée de plusieurs feuillus sans qu'une essence ne soit pure	5 268	4%
Forêt fermée de plusieurs conifères (pins >=25% et conifères autres que pins >=25%)	4 473	4%
Forêt ouverte d'autres feuillus	3 916	3%
Forêt ouverte de mélèze	3 893	3%
Forêt fermée de hêtre	3 875	3%
Forêt ouverte à mélange d'autres pins et feuillus	2 549	2%
Forêt ouverte à mélange d'autres feuillus et conifères	2 511	2%
Forêt fermée de plusieurs pins sans qu'une essence ne soit pure	2 348	2%
Forêt ouverte d'autres conifères mélangés ou purs	842	1%
Forêt fermée de plusieurs autres conifères autres que pin	685	1%
Forêt fermée à mélange d'autres conifères et feuillus	505	0%
Forêt ouverte de chênes décidus	472	0%
Coupe ou incident ou régénération naturelle	431	0%
Forêt fermée de sapin ou d'épicéa pur ou en mélange	425	0%
Forêt fermée de pin à crochets ou pin cembro pur ou en mélange	404	0%
Reboisement	120	0%
Forêt fermée de feuillus purs en îlots (<2ha)	109	0%
Forêt fermée de conifères en îlots (<2ha)	77	0%
Forêt ouverte à mélange de mélèze et feuillus	62	0%
Forêt fermée de cèdre	56	0%
Forêt ouverte à mélange d'autres conifères et feuillus	42	0%
Forêt ouverte incident	35	0%
Forêt fermée à mélange de cèdre et de feuillus	34	0%
Forêt fermée à mélange de feuillus prépondérants et conifères en îlots (essence non discriminée)	28	0%
Forêt fermée à mélange de conifères prépondérants et feuillus en îlots (essence non discriminée)	17	0%
Forêt fermée de pin maritime	10	0%
Forêt ouverte de conifères purs en îlots (essence non discriminée)	9	0%
Forêt ouverte de feuillus purs en îlots (essence non discriminée)	8	0%
Forêt ouverte à mélange de feuillus et conifères en îlots (essence non discriminée)	7	0%
Forêt fermée d'un autre feuillu (autre que feuillus distingués précédemment)	6	0%
Forêt ouverte de chêne vert	4	0%
TOTAL	119 196	100%

(Source : BD Forêt® V2, surface calculée sous QGIS3)

2.1.2 Généralités concernant les essences considérées

Localisation de la ressource

Essence	Localisation	
Pin sylvestre	Dominant sur tout le territoire sauf les communes d'Allos, Colmars, Villars-Colmars.	
Mélèze	Peuplements dominants dans la haute vallée du Verdon (communes de Villars-Colmars, Allos, Colmars et dans la partie Nord de Thorame Haute). En mélange avec du pin Sylvestre sur les communes de Beauvezer, Thorame Haute, Thorame Basse, Méailles, Le Fugeret, Castellet-lès-Sausses	
Pin noir	Essentiellement sur les communes de Saint-André-les-Alpes, Barrême, Chaudon Norante, Senez, Vergons, Castellane	

NB : les cartes représentent la localisation des peuplements purs pour les essences considérées

Autoécologie et santé des forêts

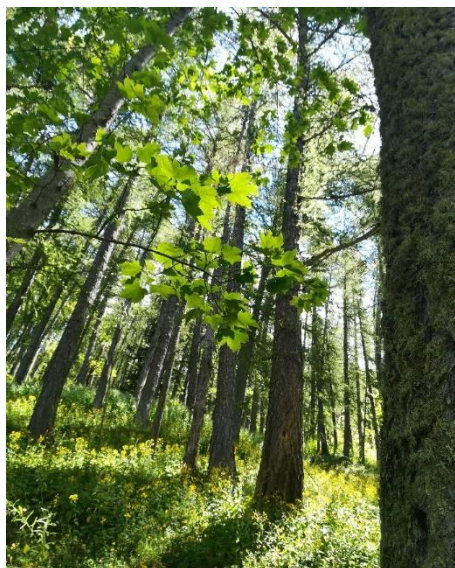


Figure 8 : érable sous couvert du mélèze à Raterly

Le **mélèze d'Europe** (*Larix decidua* Mill.) est une essence pionnière connue pour sa rusticité. Il s'accommode de terrains superficiels sous réserve d'une bonne alimentation en eau au printemps. Il supporte également des variations de températures importantes et brusques et tolère une pluviométrie minimale de 600 mm par an. Il trouve son plein développement en climat montagnard ou semi-continental. En France on le trouve naturellement entre 1 200 et 1 400 mètres d'altitude. On ne trouve le mélèze que dans les Alpes, des Carpates aux Alpes maritimes. En tant que pionnier, il colonise les espaces ouverts et les semis, qui s'installent facilement sur sol nu, supportent mal la concurrence d'un tapis herbacé dense. Sa place naturelle dans les Alpes du Sud est donc limitée aux pré-bois, aux pelouses écorchées et aux couloirs d'avalanches. Qu'ils soient d'origine naturelle ou artificielle (plantations RTM), les mélézins ont été favorisés par l'homme depuis plus d'un siècle. Son couvert permet le développement d'autres essences, résineuses (sapin, épicéas, pins) et feuillues, comme l'érable (figure ci-contre), l'alisier blanc, ou le sorbier des oiseleurs. L'évolution naturelle du mélézin va donc dans le sens de son remplacement par d'autres essences (ONF

2006).

Les principales maladies affectant le mélèze d'Europe en France sont le chancre du tronc et des branches causé par *Lachnellula willkommii*, les jaunissements et les chutes d'aiguilles imputables à divers champignons (*Mycosphaerella laricina*, *Meria laricis*, *Lophodermium sp.*, *Hypodermella laricis*). Comme ces maladies se développent particulièrement dans les zones d'accumulation d'air humide et froid ou dans des conditions de confinement, leur impact sera réduit par un choix approprié des stations et par une sylviculture assez dynamique (IRSTEA 2017a). Malgré sa très forte transpiration, le mélèze résiste bien à la chaleur et à la sécheresse, grâce notamment à son enracinement profond et à sa bonne résistance à la cavitation. Sur le territoire, le mélèze a souffert de la sécheresse de 2003, provoquant des déformations sur les bois. L'ONF fait ainsi état de 1500 m³ martelés sur pied invendus.

L'aire naturelle du **pin sylvestre** (*Pinus sylvestris* L.) s'étend de la péninsule ibérique à la Scandinavie, de l'Atlantique à la Mandchourie. Il est présent à l'état naturel dans les Vosges, le Massif central, les Pyrénées et les Alpes. En raison de sa rusticité et de sa tolérance à une très large gamme de climats et de conditions de sols, le pin sylvestre a souvent été utilisé pour le reboisement. Il supporte bien les grands froids hivernaux ainsi que la sécheresse estivale. Sensible à la neige lourde mais très résistant aux gels de printemps grâce à sa période tardive de débourrement, il peut se contenter de seulement trois mois de végétation. La pluviométrie annuelle doit être comprise entre 500 et 1300 mm/an, avec un optimum entre 900 et 1000 mm/an. Au niveau pédologique, le pin sylvestre tolère les sols superficiels mais donnera alors une production médiocre. Il tolère l'acidité, l'hydromorphie, la pauvreté en éléments minéraux, il supporte les sols calcaïques mais moins les sols calcaires (IRSTEA 2017c).

Une baisse significative de la productivité et des dépérissements du pin sylvestre, en limite d'aire de répartition, ont été observés ces dernières années. Les dégâts dus au *Sphaeropsis sapinea* (ou *Diplodia pinea*), champignon parasite de faiblesse thermophile, se sont multipliés ces dernières années. Plusieurs mesures de gestion sont possibles (DSF 2018) : des mesures préventives (sylviculture favorable à la croissance et à la vitalité des arbres, notamment sur les stations forestières peu favorables) et de lutte (coupe sanitaire, rase ou sélective en fonction de la vitalité des peuplements et des potentialités et objectifs de renouvellement).

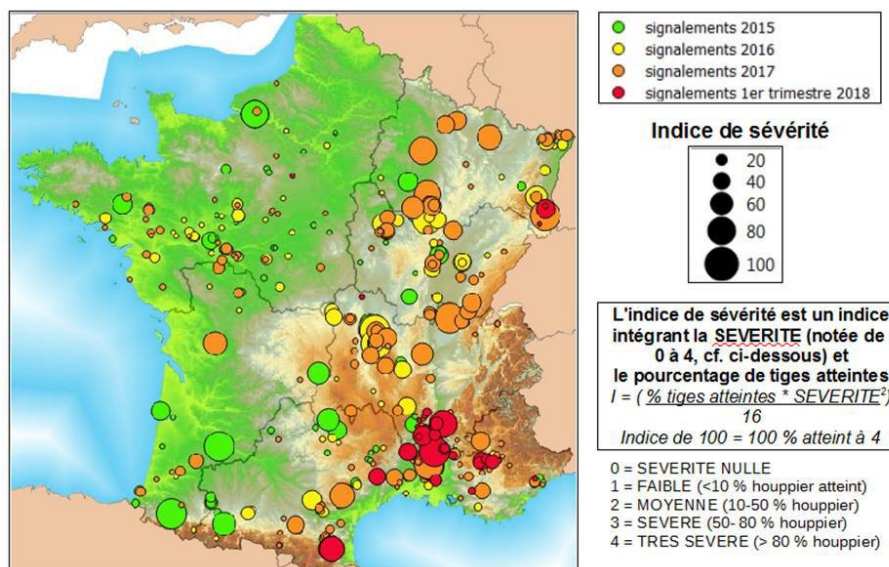


Figure 9 : chronologie et localisation des dégâts du *Sphaeropsys* sur les pins (Source : DSF)

Le **pin noir d'Autriche** est une sous-espèce du pin noir *Pinus nigra* (Arnold). Le pin noir d'Autriche a été introduit en France à partir de 1830. Il a été planté essentiellement sur les plateaux calcaires du Nord-Est, dans les Causses et dans les moyennes montagnes méridionales. Dans son aire naturelle, le pin noir d'Autriche se rencontre de 350 à 1500 m d'altitude, dans les milieux secs à fort dénivelé et dont la roche est très érosive. Il y est présent sur une large gamme de substrats, calcaires, dolomitiques, acides et volcaniques. C'est une espèce exigeante en lumière, intolérante à l'ombre mais résistante au vent et à la sécheresse. Il tolère bien les fortes chaleurs et les grands froids. Il montre également une bonne tolérance aux gelées de printemps du fait d'un débourrement tardif. Le pin noir pousse sous des régimes pluviométriques variant de 600 à 1100 mm/an avec 400 à 550 mm de précipitations pendant la période estivale. Adapté aux conditions difficiles de sol, il tolère aussi bien les sols calcaires, très argileux, compacts, pierreux ou superficiels. Ses faibles exigences écologiques font de ce pin une des espèces les plus « rustiques » (IRSTEA 2017b).

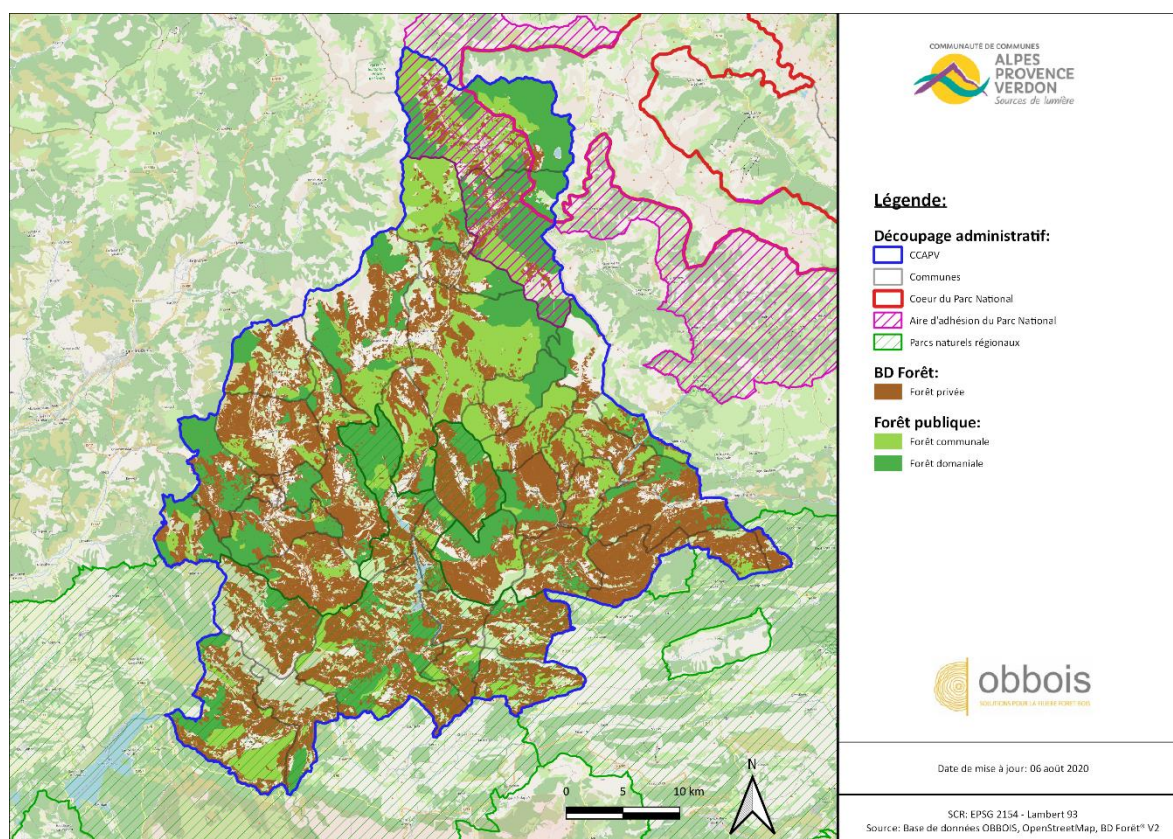
Le Département de la Santé des Forêts a recensé depuis 1989 une soixantaine d'espèces d'insectes et de champignons pathogènes, responsables ou associés à des dommages sur pins. Cependant, moins d'une dizaine représentent plus de 90% des signalements. La chenille processionnaire du pin est le problème le plus signalé par le DSF. Il est aussi sensible au *Sphaeropsis sapinea* qui engendre des mortalités importantes mais localisées (DSF 2017, 2018 et 2019).

Les essences considérées présentent des caractéristiques autoécologiques et des sensibilités aux variations climatiques et pathogènes différentes dont il faut tenir compte, particulièrement dans le cadre des changements climatiques et d'un objectif de développement de la filière. À long terme, la filière devra s'adapter aux nouvelles contraintes imposées par le climat et l'autoécologie des essences : substitution d'essences, changement de productivité et de types de bois, contraintes d'exploitation (hivers plus humides, saison de végétation allongée), risques accrus d'incendie en forêt, etc. Dans le cadre de la CFT, la filière pourra se **structurer de manière dynamique et diversifiée, en intégrant dans les processus de concertation les acteurs et réflexions sur l'adaptation des forêts et de la filière aux impacts et enjeux du changement climatique**. Le Groupe régional d'experts climat en PACA (GREC PACA), les instituts de recherche (INRA, IRSTEA, IMBE, ...) et les associations (Forêt Méditerranéenne, ProSilva, ...) et institutions (ONF R&D, DSF, CRPF-IDF, ...)

qui contribuent à alimenter la réflexion régionale pourront être consultés et/ou conviés dans les instances de concertation de la CFT.

2.1.3 Structure foncière

Le territoire de la CCAPV compte environ 119 200 ha de surface boisée, soit environ 69% du territoire. Environ 60% se situe en forêt privée (71 500 ha), 21% en forêt domaniale (25 500 ha) et 19% en forêt communale (22 000 ha). Le taux de surfaces boisées situées sur des propriétés privées est légèrement inférieur au taux régional (68%), avec une plus forte représentation des forêts publiques et plus particulièrement des forêts domaniales.



Carte 3 : situation des forêts publiques et surfaces forestières privées sur le territoire de la CCAPV

2.1.4 Un territoire qui présente d'importantes contraintes d'exploitation

Le territoire de la CCAPV cumule différents niveaux de contraintes :

- Des **contraintes réglementaires et environnementales** : de nombreux zonages réglementaires (Parcs, réserves, APB, sites inscrits et sites classés, zones humides, etc.) et contractuels (Natura 2000, Parcs, ZNIEFF et ZICO, etc.) se situent dans les limites de la CCAPV ;
- Des **contraintes foncières** : environ 60% de la surface forestière totale est en forêt privée, 21% en forêt domaniale et 19% en forêt communale. La localisation des forêts publiques du territoire est présentée Carte 3. Selon l'étude ressource (Alcina, EGA, et Pyrénées cartographe 2020), 50% du volume de bois se trouverait en forêt privée non aménagée (ne disposant de document de gestion durable).
- Des contraintes d'exploitation liées à la **desserte** forestière et à la **topographie** du terrain : selon le rapport provisoire de l'étude ressource en cours de réalisation par le groupement Alcina, EGA et Pyrénées cartographe, **58% des espaces forestiers présentent des contraintes fortes d'exploitation**, à savoir que le massif est très peu desservi et nécessitera la création de desserte et/ou de modes d'exploitation adaptés voire innovants (mécanisation sur fortes pentes, débardage par câble).

2.1.5 Des espaces forestiers qui concentrent de multiples enjeux

La fiche massif élaborée dans le cadre du PRFB (2019) synthétise les enjeux de gestion forestière sur le territoire :

- Un **enjeu fort de renouvellement des peuplements vieillissants**, dont les plantations de Restauration de terrain de montagne (RTM) à moyen terme, en travaillant, pour le pin noir, en irrégulier, par parquet ou par bouquet, et avec une nécessité d'intervention pour les mélèzes (à ce titre voir le document produit par l'ONF en 2006 : « le mélézin : un avenir incertain »).
- Un **enjeu fort d'adaptation aux changements climatiques**, qui laissent planer une incertitude concernant l'évolution du climat en montagne, le régime des perturbations et notamment des grands incendies, et l'évolution des peuplements. Des dépérissements s'observent déjà sur le pin sylvestre, en limite d'aire de répartition.
- Un **enjeu de mise en gestion des forêts privées et d'incitation à l'exploitation des bois en forêts publiques**, l'ensemble des forêts soumises étant déjà aménagées.
- Un enjeu de **gestion sylvo-cynégétique**, le cerf étant présent sur le moyen Verdon, Entrevaux et Annot.

Par ailleurs, l'activité touristique représente 31% des emplois du territoire (Portrait de territoire de la CCAPV, 2019) et est principalement tournée vers les activités et sports de pleine nature, été comme hiver. De ce fait, la fréquentation parfois très élevée sur certains secteurs entraîne des problèmes d'acceptation sociale des coupes et travaux d'exploitation. Les espaces forestiers représentent donc un **enjeu paysager** fort pour le territoire.

Les forêts jouent aussi un **rôle de protection** important, en permettant de limiter les risques liés à la stabilité de certains secteurs (érosion, chutes de blocs, avalanches, crues torrentielles).

2.1.6 Opportunités pour la mobilisation des bois

Inciter à la mobilisation des bois en forêt privée et en forêt communale

Selon les études récentes et les enquêtes, il existe un manque à gagner pour la mobilisation accrue des bois aussi bien en forêt privée que publique et dans plus particulièrement dans les peuplements mélangés où les qualités sont plus élevées. Dans un objectif de développement de la filière, il est donc indispensable de travailler à la mobilisation, et, le cas échéant, au **regroupement des propriétaires forestiers** publics et privés en s'appuyant sur le CRPF, les communes forestières, la chambre d'agriculture, la Coopérative Provence Forêt

(CPF) et l'ONF. Selon le CRPF, il existe déjà sur le territoire des regroupements informels et des Associations syndicales libres (ASL) d'activité sylvopastorale mais la plupart sont inactifs. L'enjeu pourrait consister à réactiver ces ASL, les faire évoluer, ou à en créer de nouvelles afin de développer la **gestion par massif**. Par ailleurs, la **mise en gestion des propriétés** soumises à la réalisation d'un document de gestion durable est une piste à développer, notamment dans le cadre d'aides publiques actuelles qui permettent le financement de l'élaboration des Plans simple de gestion (PSG). Le développement des **chantiers public-privé** peut aussi constituer un levier pour la mobilisation des bois. En forêt publique, il sera indispensable de travailler à la sensibilisation et à l'accompagnement des communes pour déclencher l'exploitation et la mise en sylviculture des peuplements, même dans les peuplements de faible qualité.

Lever les freins liés aux contraintes d'exploitabilité

L'exploitation sur le territoire est contrainte par l'accès à la ressource et le relief parfois très escarpé. Deux leviers pourront être activés pour y remédier : la **création de desserte et la résorption des points bloquants** (limitation de tonnages, etc.) et l'utilisation de **méthodes adaptées d'exploitation** (débardage par câble mâât notamment). Ces opérations sont toutefois coûteuses et restent la plupart du temps conditionnées à l'obtention d'aides publiques.

Concilier les usages

Afin de s'assurer de la durabilité et de l'acceptabilité sociale des opérations en forêt, un important travail de **concertation et de sensibilisation** devra être engagé avec la CFT. L'ensemble des acteurs et usagers devront être sensibilisés aux enjeux de la gestion forestière, et une importante communication devra être réalisée auprès de la population et des organisations de la société civile. Il est essentiel que les acteurs liés aux multiples enjeux soient représentés dans les instances de concertation (comités techniques, comités de pilotage) de la CFT.

2.2 Essences, volumes, qualité, prix et positionnement

2.2.1 Récolte de bois à l'échelle du Département

Le Département des Alpes-de-Haute-Provence contribue à hauteur de 32% à la récolte régionale avec 216 340 m³ de bois récoltés en 2018 dont 47% à destination du bois-énergie (BE), 37% à destination du bois d'industrie (BI) et 16% en bois d'œuvre (BO).

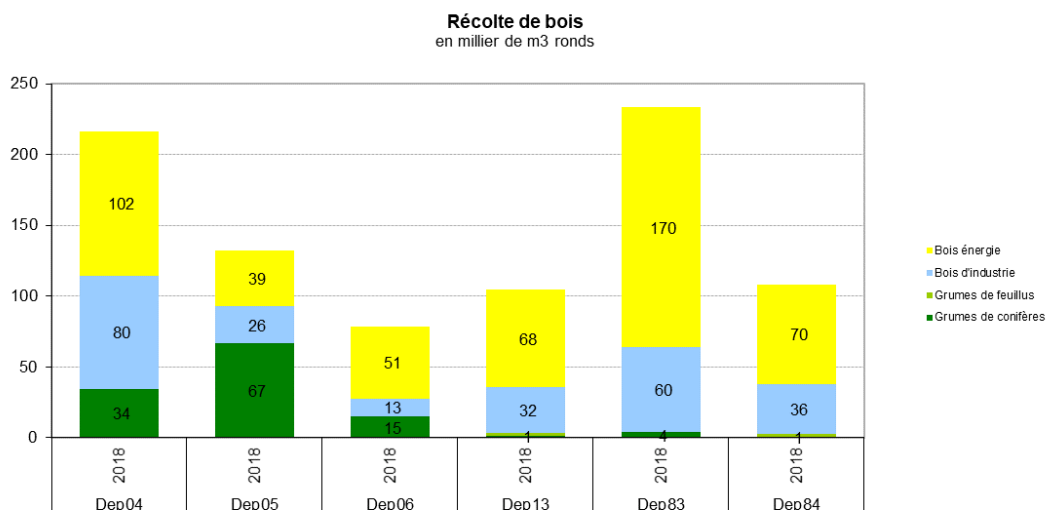


Figure 10: comparaison de la récolte de bois en milliers de m³ bois ronds par département

(Source : EAB 2019)

Le Département enregistre toutefois une baisse des volumes récoltés dans toutes les catégories de débouchés depuis quelques années (Figure 11). La récolte est aujourd'hui essentiellement tirée par le bois-énergie (47%) et le bois d'industrie (37%), filières complémentaires à la valorisation du bois d'œuvre. Le bois d'œuvre, 34 000 m³ en 2018 est exclusivement résineux, et représente 27% de la récolte régionale, plaçant le Département en deuxième position, derrière les Hautes-Alpes (53% de la récolte).

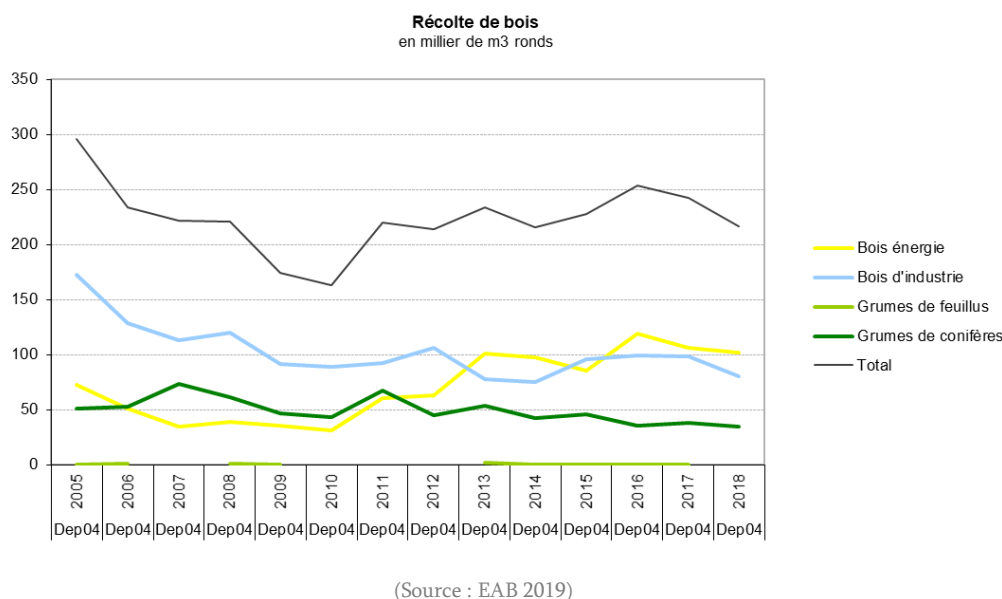


Figure 11 : évolution de la récolte de bois dans le Département des Alpes-de-Haute-Provence

Récolte destinée au Bois d'industrie

En 2018, la récolte départementale destinée au bois d'industrie représente environ 80 000 m³, essentiellement à destination de la papeterie de Tarascon, et de quelques scieries qui produisent des poteaux, piquets, échelas, etc. considérés comme BI.

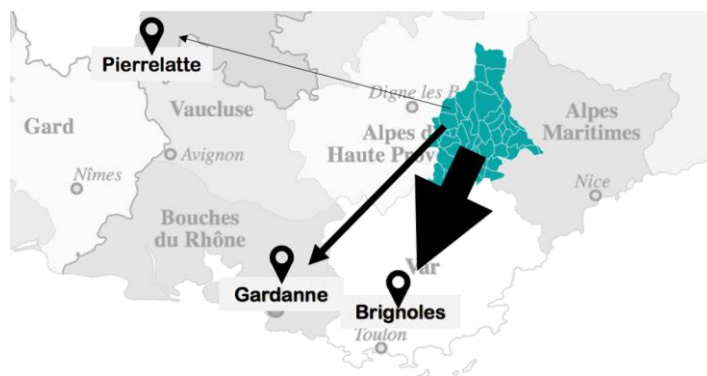
Récolte destinée au Bois-énergie

La récolte BE est à destination des centrales biomasse régionales et des chaufferies collectives à bois. Le département des Alpes-de-Haute-Provence contribue à l'approvisionnement des centrales biomasse de la région. Le bilan d'approvisionnement de la centrale Inova Var Biomasse, située à Brignoles (83), fait état d'une consommation de 21 515 tonnes de bois forestier issu du département des Alpes-de-Haute-Provence pour l'année 2018 (Sylviana 2019). Ces volumes, en augmentation, représentent actuellement 14% de la consommation de la centrale, l'essentiel étant prélevé dans le Var.

Entre février 2018 et février 2019 la centrale de Gardanne a consommé 5 168 tonnes de plaquettes issues de bois forestier (taux d'humidité de 43%, incluant les plaquettes issues de rémanents forestiers), 586 tonnes de bois issus de déchets verts et 2 009 tonnes de plaquettes de catégorie B (taux d'humidité = 25%) en provenance du département des Alpes-de-Haute-Provence (UNIPER 2019). Bien que les volumes consommés à l'échelle du département soient relativement faibles en comparaison de la consommation totale de la centrale, ils représentent un débouché intermédiaire important pour le territoire. Avec la fermeture de la tranche charbon à l'horizon 2022, l'avenir de la centrale biomasse reste néanmoins incertain.

Le groupe Coriance, qui dispose de deux unités biomasse à Pierrelatte (26) et Manosque (04) s'approvisionne également dans le Département, à raison de 412 tonnes de plaquettes pour l'unité de Pierrelatte. L'unité de Manosque n'est approvisionnée quant à elle que dans un rayon de 12 km et il est donc peu probable que cela concerne le territoire de la CCAPV⁷.

⁷ Communication personnelle de Mr. Antoine DUFAY, responsable approvisionnement du groupe Coriance.



Récolte destinée au bois d'œuvre (BO)

En 2018, environ 34 000 m³ de bois ronds ont été récoltés dans les Alpes-de-Haute-Provence pour une valorisation BO. Il s'agit majoritairement de sapin ou d'épicéa (39%), de conifères non différenciés (31%), de mélèze (18%) et de pin sylvestre (8%).

Tableau 10 : récolte destinée à la production de BO par essence à l'échelle du 04

Essence	Volume (milliers de m ³ ronds)	%
Sapin ou épicéa	13,383	39%
Autres conifères	10,756	31%
Mélèze	6,208	18%
Pin sylvestre	2,69	8%
Douglas	1,325	4%
TOTAL	34,362	100%

(Source : EAB 2019)

2.3 Récolte de bois à l'échelle de la CCAPV

2.3.1 Stock sur pied et volumes mobilisables

Selon les premiers résultats de l'étude ressource réalisée par le groupement Alcina-EGA-Pyrénées cartographe (Alcina et al. 2020), le stock de bois sur pied s'élève à environ 11,6 millions de m³ dont 76% de résineux et 24% de feuillus. Le pin sylvestre représente environ 45% du volume sur pied, le mélèze 21% et le chêne environ 19%.

Les qualités relevées sur le terrain dans le cadre de l'étude ressource présentent d'importants écarts avec les qualités estimées par l'IFN (Tableau 11).

Encadré 2 : définition des qualités relevées sur le terrain

Les 4 classes de qualité proposées par le groupement sont les suivantes :

- S+ : Qualité exceptionnelle : utilisation possible en menuiserie fine
- S1 : 1^{ère} qualité, utilisation en charpente et menuiserie
- S2 : 2^{ème} qualité, utilisation en caisserie, coffrage
- BIBE: bois d'industrie, bois énergie

Tableau 11: qualité des bois sur pied par types de peuplement (Alcina et al. 2020)

	S+/S1 relevés	S2 relevés	S+/S1/S2 potentiel IFN	Différentiel
Pin sylvestre	<1%	12%	47 %	- 70%
Mélanges	7%	17%	38 %	- 36 %
Pins noirs	7%	30%	52 %	- 30 %

2.3.2 Volumes récoltés

Dans le diagnostic effectué par le Pays Asses Verdon Vaire Var en 2009, la récolte à l'échelle du territoire avait été estimée à environ 30 000 m³ soit environ 20% de la récolte départementale⁸, et dont environ 6 000 m³ (20%) à destination BO.

En 2016, 28 100 m³ de bois ont été mobilisés en forêt publique, dont 10 700 m³ en forêt domaniale (38%) et 17 400 m³ en forêt communale (62%)⁹. L'estimation du stock disponible en forêt publique est présentée au Tableau 12. Le potentiel BO pour les résineux est estimé à 73 480 m³, soit 41% du volume. Or, dans les conditions actuelles de marché, **seuls 15% des bois récoltés sont valorisés en BO**.

⁸ Données des EAB consolidées et disponibles sur le site de la DRAAF PACA : www.draaf.paca.agriculture.gouv.fr/Foret-Bois,86

⁹ Données communiquées par Michaël REBOUL, technicien forestier territorial (UT A3V)

Tableau 12 : volumes sur pied (m³) toutes forêts soumises au régime forestier confondues

Volume (m³)	Mélèze + sapin épicéa	%	Pin noir	%	Pin sylvestre	%	Total	%
BO	37 200	60%	24 880	40%	11 400	20%	73 480	41%
BI	24 800	40%	37 320	60%	45 600	80%	107 720	59%
Total	62 000	100%	62 200	100%	57 000	100%	181 200	100%

(projection issue des aménagements 2020/2025)

En forêt privée en 2018, la Coopérative Provence Forêt (CPF) a récolté :

- Environ 808 m³ à destination BI (505 tonnes)¹⁰ sur la commune de Rougon ;
- 592 m³ à destination BO et 2 218 m³ (1 386 tonnes) à destination BI sur la commune d'Allons.

En 2019, seules 142 tonnes à destination BI ont été récoltées sur la commune d'Entrevaux par la CPF, aucun bois n'a été valorisé en BO.

Les autres données de récolte en forêt privée n'ont pas pu être collectées auprès des exploitants forestiers au cours de cette étude. Toutefois, les données ONF et CPF combinées sont assez similaires à celles qui figurent dans le diagnostic de la CFT (2009). **Environ 32 000 m³ de bois sont récoltés chaque année sur le territoire** et, en considérant une valorisation en BO d'environ 15%, la récolte BO peut être estimée à environ 5 000 m³ par an.

Un schéma simplifié des voies de valorisation des bois récoltés est présenté ci-après.

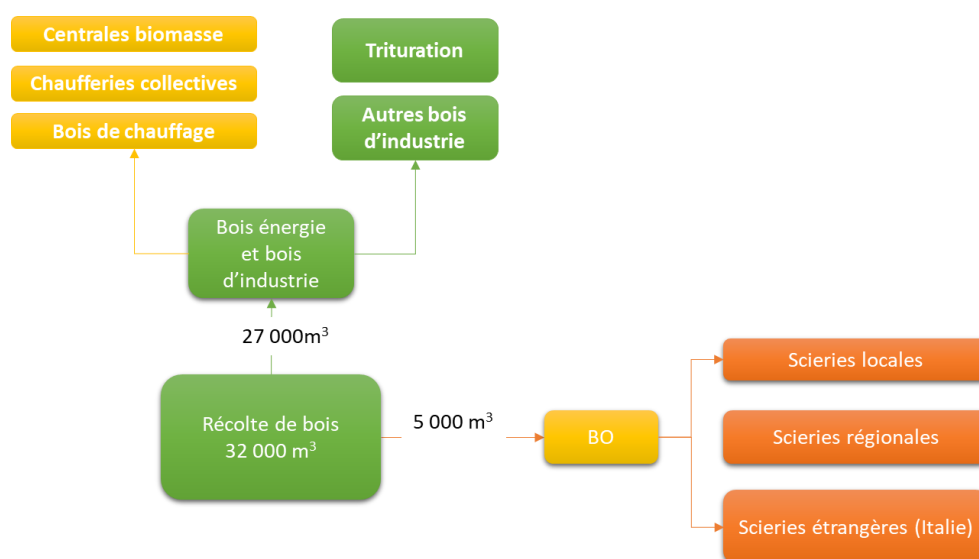


Figure 12 : schéma simplifié des volumes récoltés et de la destination des bois

¹⁰ La conversion en m³ rond des données fournies par la CPF (en tonnes de BI) a été effectuée en utilisant le coefficient préconisé pour les EAB « Les coefficients de conversion pour l'enquête exploitation forestière », à savoir un coefficient de 1,60 pour les grumes de conifères.

Récolte destinée au bois-énergie

Bien que la récolte du territoire soit essentiellement valorisée en bois d'industrie, le bois-énergie représente un débouché essentiel, complémentaire des filières BI et BO. Sur le territoire de la CCAPV, 11 chaufferies automatiques à bois privées et publiques (Figure 13) consomment environ 1 000 tonnes de plaquettes d'origine forestière et de scieries¹¹. L'approvisionnement est principalement assuré par les exploitants Bayle et Isoard (Figure 14).

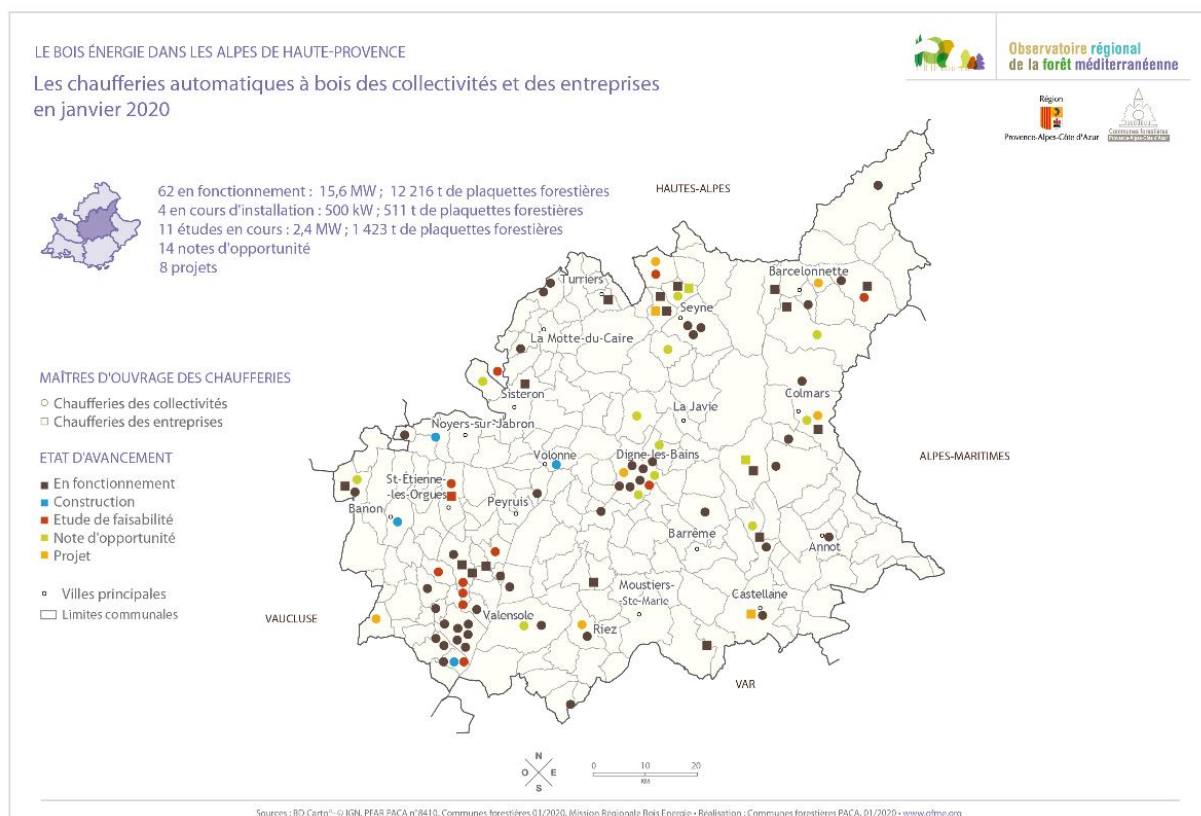


Figure 13 : chaufferies automatiques à bois des Alpes-de-Haute-Provence

(Source : OFME)

¹¹ Données OFME, disponibles en ligne : www.bois-energie.ofme.org

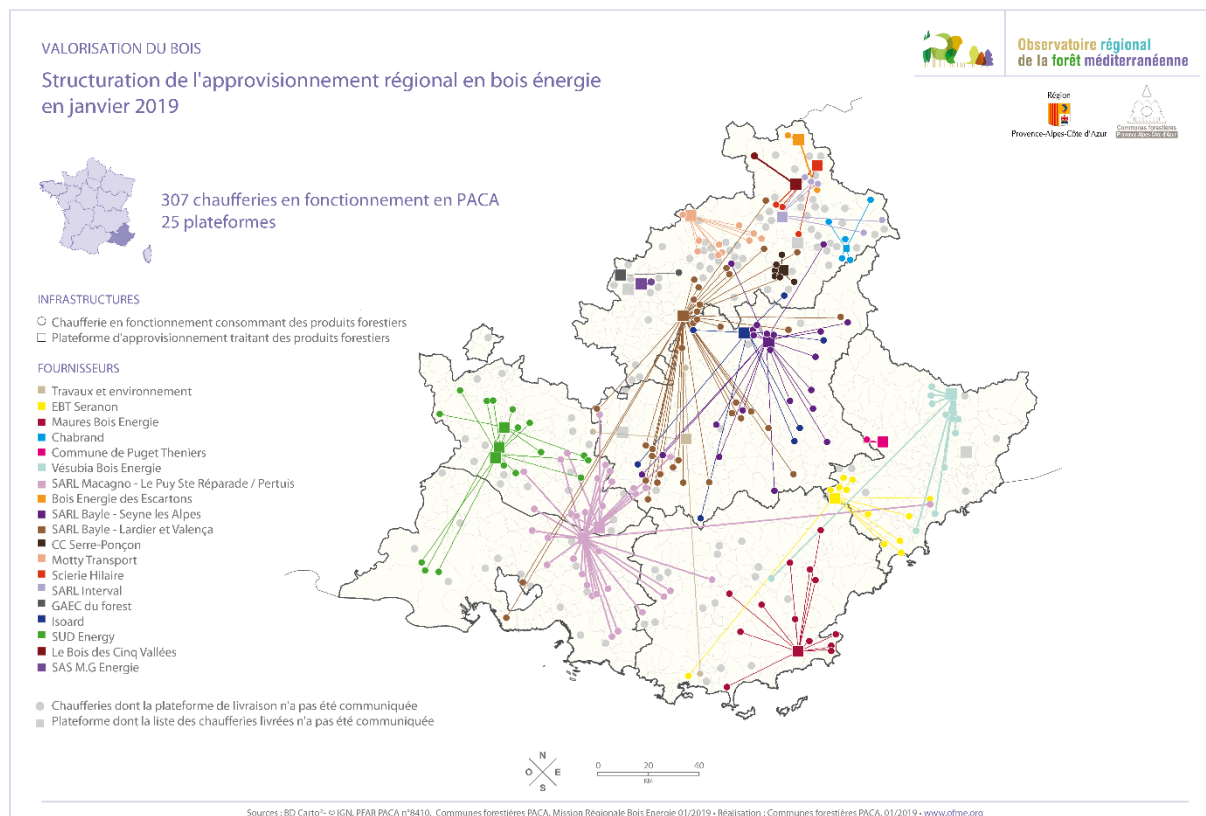


Figure 14 : structuration de l'approvisionnement en bois-énergie (Source : OFME, 2019¹²)

2.3.3 Qualité, débouchés et prix des bois des bois sur pied

Afin de comparer les données collectées au cours des études précédentes, une distinction par qualité a été effectuée selon la destination des bois (Tableau 13) : une qualité médiocre valorisée en bois énergie ou trituration, et une qualité moyenne à haute¹³, destinée au bois de palette et au secteur de la construction et menuiserie.

Les enquêtes montrent que la valorisation BO des trois essences considérées reste inférieure au potentiel, les pins de qualité BO étant majoritairement valorisés en bois énergie ou bois de trituration. Le mélèze, du fait de son caractère imputrescible, est toujours valorisé sur des marchés de niche. En 2019, la scierie du Mélézin enregistre d'ailleurs une hausse de la demande en produits de 2nde transformation du Mélèze à plus haute valeur ajoutée.

Le bois d'œuvre de Mélèze représente la plus importante valeur des bois du territoire. Toutefois les prix varient en fonction de la qualité des bois sur pied (du simple au triple). Ainsi, avec des marges proportionnelles qui semblent assez équivalentes (environ 70% du prix d'achat entrée scierie), le mélèze semble offrir plus de moyens à l'exploitation et au transport des bois (Figure 15). Il constitue actuellement l'atout principal de la filière bois d'œuvre.

¹² Disponible en ligne : www.bois-energie.ofme.org/cartographie.php

¹³ La qualité « médiocre » correspond à la qualité BIBE de l'étude ressource, les qualités moyenne à haute correspondent aux classes S+, S1 et S2.

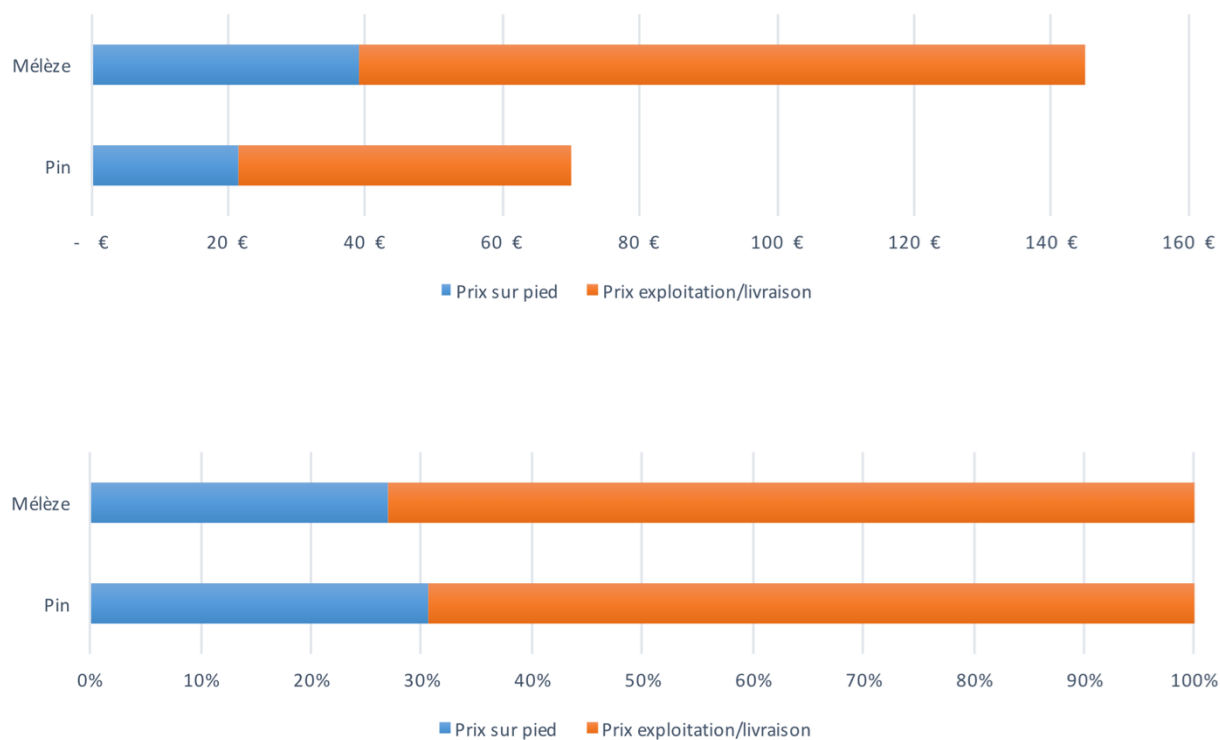


Figure 15 : décomposition du prix des bois entrée scierie (€/m³)

Tableau 13 : débouchés et prix des bois sur pied et par qualité pour les essences considérées

Essence	Caractéristiques	Qualité	Débouchés actuels	Prix des bois sur pied			Prix d'achat entrée scierie (2020)
				2002	2008 ¹⁴	2020	
Pin sylvestre	Qualité BO élevée mais peuplements peu gérés Faibles longueurs (< 5 m) : forte part BO palettes	Moyenne à haute	Chauffage, palettes et caisserie (Italie et 05), plots, platelage	8€ /m ³	10€/m ³	18 à 25€ /m ³ (palettes, charpente)	70€/m ³
		Médiocre	Bois de chauffage, panneaux de particules	3 à 7€ /m ³	ND	9 à 13€/m ³	-
Mélèze	Qualité BO élevée, manque à gagner dans les peuplements en mélange	Moyenne à haute	Charpente, plancher, bardage, menuiserie	32€ /m ³	20 à 40€/m ³ (40€ pour des diamètres > à 45cm)	18 à 25€ /m ³ (palettes) 50 à 60 €/m ³ (charpente)	130 à 160€/m ³
		Médiocre	Bois de chauffage, panneaux de particules, pâte à papier	ND	ND	9 à 13€/m ³	-
Pin noir	Qualité BO élevée (peuplements d'origine RTM essentiellement en forêt privée)	Moyenne à haute	Chauffage, palettes, caisserie	13€/m ³	ND	18 à 25€ /m ³ (piquets)	Non déterminé
		Médiocre	Bois de chauffage, panneaux de particules, pâte à papier	3 à 7€ / m ³	ND	9 à 13€/m ³	-

¹⁴ Les données de 2002 et 2008 ont été collectées par Elodie MEIFFRET dans le cadre de son stage en 2008 (MEIFFRET 2008; verdon-info 2009)

2.3.4 Positionnement des produits BO du territoire

L'observatoire économique France Bois Forêt et les rapports de ventes groupées en forêt privée donnent des indications de prix de vente des bois sur pied en forêt privée à l'échelle nationale. La revue *Le bois international* publie également des données concernant le cours des bois sur pieds chaque trimestre. L'analyse du marché de 2019 publiée en 2020 par France bois forêt note une **baisse globale du prix de vente des bois sur pied pour les résineux**, qui masque de fortes disparités. Le douglas et le pin maritime ont légèrement progressé, tandis que le prix de l'épicéa s'est effondré (crise des scolytes), entraînant le repli du sapin et de l'épicéa de Stika.

Dans un communiqué datant du mois d'août 2020¹⁵, l'ONF évalue la baisse du prix à 47% pour le sapin-épicéa, 15% pour le pin sylvestre et 18% pour le pin maritime. Côté bois façonnés, on enregistre également une baisse de 19% pour le sapin-épicéa. Avec quelques autres essences (hêtre, pin maritime) le pin sylvestre résiste mieux (- 4%), grâce à l'effet modérateur des contrats d'approvisionnement. Selon l'Office, le douglas présente une légère hausse en raison d'une demande spécifique en construction. Le mélèze, avec un prix en légère baisse, affronte la concurrence des importations provenant de Sibérie. L'Office souligne que le recul du cours des bois concerne tout particulièrement les résineux blancs, dont l'épicéa et le sapin, fortement impactés par la crise des scolytes. Des transformateurs substituent en effet l'épicéa, moins coûteux, à d'autres essences (sapin, pin, hêtre...). La baisse de prix des résineux blancs pourrait toutefois les rendre plus concurrentiels et faire gagner des parts de marché au bois face à d'autres matériaux.

Tableau 14 : prix des bois sur pied sur le territoire et à l'échelle nationale

Essence	Prix des bois sur pied (CCAPV)	Prix des bois sur pied (national)	Concurrence
Pin sylvestre	18€ à 25€/m ³	26€/m ³ (pour 0,8 m ³) Jusqu'à 50€/m ³ pour les gros bois non nouveaux	Le Pin sylvestre est une essence résineuse bien représentée sur le territoire national, avec des lots vendus dans près de 70 départements, ce qui entraîne de fortes disparités de prix, de l'ordre de 50 % entre les bois d'Auvergne-Rhône-Alpes et ceux du Grand-Est ou de Normandie par exemple, bien mieux vendus. Sur le territoire, il souffre d'une mauvaise réputation (mal conformé, branchu, propriétés mécaniques, esthétiques...) qui entraîne une faible valorisation BO. Il est en concurrence avec d'autres essences telles que le sapin et l'épicéa.
Mélèze	50 à 60 €/m ³ (charpente) 18 à 25€ /m ³ (palettes)	35 à 75€ /m ³ ¹⁶	Du fait de sa qualité reconnue et de son caractère imputrescible et très localisé, le mélèze est bien positionné sur des marchés de niche. Il présente un avantage pour toutes les commandes qui exigent une absence de traitement. Les entreprises s'accordent à dire que le bois massif de mélèze doit être mis en œuvre là où il a poussé (Hautes-Alpes), celui-ci étant sensible aux variations d'humidité et de température. Sur le territoire, il se trouve en concurrence avec d'autres essences (mélèze de Sibérie, douglas, sapin-épicéa) et produits plus techniques (BLC, BMA, BMR, etc.) davantage demandés par les artisans pour leur stabilité. Il est aussi de plus en plus remplacé par le douglas, qui présente moins de déformations.

¹⁵ <http://www.leboisinternational.com/cours-des-bois-en-foret-publique-lonf-analyse-les-evolutions-du-marche/>

¹⁶ Prix des bois sur pieds pour les douglas et mélèzes confondus (CHAVET et CHAVET 2020)

Essence	Prix des bois sur pied (CCAPV)	Prix des bois sur pied (national)	Concurrence
Pin noir	18€ à 25€/m ³	15 à 40€/m ³ ¹⁷	Bien qu'il présente des caractéristiques intéressantes, le BO de pin noir n'est que très peu valorisé dans le secteur de la construction. Il est principalement valorisé dans le secteur de l'emballage lorsque le marché est en demande, en piquets ou en trituration et bois-énergie.

D'une manière générale, la demande sur les pins est faible. En dépit de leur aptitude à être valorisés en BO, les pins du territoire sont principalement valorisés dans le secteur bois-énergie et la trituration, contrairement à d'autres régions de France qui disposent du savoir-faire pour mieux valoriser les pins notamment le pin sylvestre (gestion sylvicole et valorisation dans le secteur de l'emballage). Un des inconvénients du pin sylvestre du territoire est qu'il a tendance à ne pas faire de gros diamètres. Le marché de la palette, qui présentait un débouché pour le BO de qualité et dimensions intermédiaires pour les pins, est en baisse et fortement impacté par la crise des bois scolytés. Les pins peuvent aussi être valorisés en poteaux et piquets (considérés comme bois d'industrie), ce qui nécessite toutefois que les bois soient droits et traités.

La qualité des mélèzes, bien que reconnue, est hétérogène et plutôt située dans le Haut-Verdon. Pour les bois de faible diamètre il existe un débouché à la scierie de Mallefougasse qui produit des bois fraisés vendu entre 1,5€ TTC le mètre linéaire (ML) et 17,30€/ML selon le diamètre (de 60 mm à 200 mm), soit un prix d'environ 540€/m³ (425€/m³ équivalent bois raboté en considérant que le diamètre correspond à la largeur et épaisseur de la pièce¹⁸). Cette scierie propose aussi des services supplémentaires d'appointage de piquet, de chanfreinage et perçage.

En raison des coûts d'exploitation élevés et du prix du transport qui se répercutent sur le prix des bois, les débouchés BO sont essentiellement situés dans le Département. Les marchés tournés vers l'Italie sont favorisés par la logistique des échanges entre les deux pays (les camions ne rentrent pas à vide).

Le Mémento du FCBA publié en 2020 présente des prix moyens pour les bois sciés allant du produit de moins bonne qualité à celui de meilleure qualité, pour le pin sylvestre (137 à 147€/m³), le sapin-épicéa (148 à 297€/m³) et le douglas (213 à 269€/m³). Les prix et indices nationaux des sciages publiés dans la revue *Le Bois International* (CEEB, INSEE, et AGRESTE 2020) pour le sapin-épicéa et le pin sylvestre sont présentés Tableau 15.

Propriétés physiques du Mélèze et du Pin Sylvestre

Essence	Mélèze	Pin sylvestre
Densité	0,6	0,55
Dureté monnin	3,8	2,6
Coeff. de retrait volumique	0,48%	0,45%
Retrait tangentiel total (RT)	8,2%	8,3%
Retrait radial total (RR)	4,2%	5,2%
Ratio RT/RR	2	1,6
Pt de saturation des fibres	26%	30%
Stabilité en service	moyennement stable	moyennement stable

Source : CIRAD (TROPIX 7 1998-2011)

¹⁷ Prix des bois sur pieds pour le pin noir et pin maritime hors Gascogne (CHAVET et CHAVET 2020)

¹⁸ Il faut par exemple 1m³ pour rond d'un mètre de diamètre et d'un mètre de longueur (d'un volume de 0,79 m³)

Tableau 15 : prix (HT) et indices nationaux des sciages 1^{er} trimestre 2020

je 100 : juillet 1990	CHOIX	SPÉCIFICATIONS	PRIX EN €	INDICES	VARIATION 2020-T1 / 2019-T4	VARIATION 2020-T1 / 2019-T1		
SAPIN ÉPICÉA (Bois vert)	CHOIX 0	Avivés toutes largeurs	Épaisseur 27 mm	259	92,2	- 1,3%	- 9,5%	
	CHOIX 1	Avivés toutes largeurs	Planches de 2 à 5,50 m, épaisseur 27 mm	227	102,8	- 2,1%	- 13,6%	
	CHOIX 2	Madriers/bastains	75 x 225 ou 63 x 160	Longueur 3 à 5 m	199	170,3	- 0,4%	0%
		Chevrans	63 x 75 ou 50 x 75	Longueur 3 à 4,50 m	209	112,3	0,4%	1,1%
		Liteaux	27 x 27	Longueur 2 à 5 m	244	119,7	- 0,3%	0,8%
	CHOIX 3	Planches de bord de toutes largeurs - Non coupées d'équerre - Épaisseur 18/27 mm		158	113,6	0,2%	- 1,6%	
	CHOIX 4	Madriers/bastains		138	101,2	- 4,7%	- 7%	
		Planches toutes largeurs	Épaisseur 27 mm	132	105,8	- 1,2%	- 10,2%	
		Plus value pour grandes longueurs de 5 à 8 m (€ par mètre linéaire supplémentaire)		11	—	2,1%	6,1%	
PIN SYLVESTRE (Bois vert)	CHOIX 0-A	Plots - Toutes épaisseurs		320	122,1	- 0,5%	- 7%	
	CHOIX 0-B	Plots - Toutes épaisseurs		276	120	- 1,1%	- 3,5%	
	CHOIX 0-A	Avivés - Épaisseur 18/27 mm et +	Largeur 100 mm et +	297	100	- 0,7%	- 1,7%	
	CHOIX 0	Avivés - Épaisseur 18/27 mm et +	Largeur 100 mm et +	345	144,4	- 1,1%	- 1,4%	
	CHOIX 1	Avivés - Épaisseur 18/27 mm et +	Largeur 100 mm et +	221	111,6	0%	- 3,9%	
	CHOIX 2	Madriers/bastains	63x163 ou 175, 65x175 ou 180, 75x165, 80x230	Longueur 3 à 5 m	192	111,5	- 2,5%	- 4,3%
		Chevrans	76 x 76, 80 x 80	Longueur 3 à 5 m	195	109,4	- 1,1%	- 8,4%
		Ossature et lamellé (prix hors séchage et rabotage)	Longueur 2 à 4 m	211	105,4	2,6%	- 3,3%	
	CHOIX 3	Planches - Épaisseur 27 mm	longueur jusqu'à 3 m toutes largeurs	133	101,4	- 0,1%	- 3,8%	
		Madriers/bastains (*)	65 x 165 ou 80 x 230		151	105,3	- 2,8%	- 8,8%
	CHOIX 4	Planches (*)	Épaisseur 27 mm	130	105,7	- 1,7%	- 5,8%	
		Madriers/bastains (*)		130	100,8	- 0,1%	- 13,3%	

Au niveau des scieries du territoire, les prix moyens pratiqués sont les suivants :

- mélèze : entre 500 à 600€/m³ selon la qualité ;
- sapin-épicéa : entre 400 et 430€/m³ ;
- les pins (sylvestre, cembro) : 330 €/m³.

La scierie du Mélézin propose les services suivants en sus, avec une réduction de 10% pour les artisans¹⁹ :

- séchage des bois : 104€/m³ ;
- traitement des bois : 61,5€/m³ ;
- rabotage : 90€/m³.

Pour les demandes spécifiques, la scierie du Mélézin fait aussi réaliser l'usinage chez un menuisier situé à proximité (Mr ROUX), pour un montant de 12€/m².

Selon les artisans, la scierie du Mélézin est plutôt bien placée au niveau des prix, mais leur choix, notamment pour les menuisiers, s'oriente vers des distributeurs ou d'autres scieries pour disposer, livrés dans des délais plus courts et à des prix moindres ou similaires, de bois séchés, rabotés et calibrés. A titre de comparaison, la scierie du Mercantour propose du Douglas massif à 510€/m³ HT, de l'épicéa à 300€/m³ HT. La scierie de Mallefougasse (MBR) propose des sections standard de mélèze brut (de 0,77€ à 61,78€ TTC le ML), pour des sections allant de 31x40mm à 300x300mm, soit de 620 à 685€/m³ hors remises pouvant aller jusqu'à 20% en fonction des volumes. La scierie propose également des sciages de sapin, de cèdre et de douglas, ainsi que des prestations supplémentaires de rabotage (30% du prix) et de débit sur liste (20%). Selon le gérant d'AMEXBOIS, pour le mélèze, les prix pratiqués par MBR sont 20€/m³ supérieurs aux prix pratiqués par les scieries françaises.

¹⁹ Les prix affichés sont des prix moyens et peuvent varier selon certaines pièces, notamment les grandes longueurs, qui tiennent compte du coût supplémentaire de manutention

Les pièces en lamellé-collé produites par les lamellistes Cosylva, Eurolamellé, ou disponibles à la SAMSE ont des prix variables, de 400€ à plus de 1 000€ le m³ selon les sections et gammes (séchés, traités, certifiés), et sont plus prisées des artisans.

Les prix pratiqués par les scieries sont difficilement comparables car ils dépendent des volumes, des clients (artisans ou non bénéficiant d'une remise) et des produits achetés (qualités, plots, avivés, produits standards, séchés, etc.). Les avis des artisans enquêtés concernant les prix pratiqués par la scierie du Mélézin divergent. Néanmoins, pour les artisans et particuliers qui s'approvisionnent auprès de la scierie du Mélézin, leur choix correspond à un **besoin de produit plus bas de gamme mais pour un service de proximité sur commande (débits sur liste)**, mis en œuvre dans des chantiers de taille modeste et sur le territoire, et pour certains, de la **volonté de travailler avec des acteurs locaux et d'utiliser du bois local** (sans pour autant exiger la certification). Il en va de même pour la scierie du Haut-Verdon.

3 Description de la filière et des flux actuels de bois d'œuvre

3.1 Typologie des acteurs et santé des entreprises

3.1.1 Données du répertoire SIRENE

La liste des entreprises figurant au répertoire SIRENE et extraite à l'échelle du territoire de la CCAPV selon la méthodologie présentée au titre 1.3 page 10 est présentée Tableau 16. On compte au total **60 établissements** du cœur de la filière sur le territoire. Cette liste constitue une base pour la réalisation de l'étude mais présente certaines limites (voir titre 1.3.1 page 10). La liste a donc été complétée au fur et à mesure des entretiens afin de considérer l'ensemble des acteurs ayant un rôle à jouer dans le développement de la filière sur le territoire.

Tableau 16 : établissements de la filière sur le territoire de la CCAPV avant mise à jour

Code NAF	Nom de l'entreprise et commune	Nombre
02.10Z - Sylviculture et autres activités forestières	M COLLOMP LUCIEN (THORAME HAUTE) ; M MENCİK ETIENNE (ANNOT) ; M PALOMBIERI ALAIN (LAMBRUISSE)	3
02.20Z - Exploitation forestière	FORESTIERE ET PASTORALE DE SAINT-FIRMIN LA FORÊT (ALLONS) ; GROUPEMENT ALPIN DES BOIS DE PAYS (SAINT ANDRE LES ALPES) ; M MENCİK ETIENNE (SAINT BENOIT) ; M TARDY JEAN-PAUL (TARTONNE)	4
02.40Z - Services de soutien à l'exploitation forestière	GROUPEMENT FORESTIER COL DU BUIS (VAL DE CHALVAGNE) ; M GUICHARD LIONEL (SENEZ) ; M JOURDAN SERGE (BEAUVEZER) ; M LAFON ERIC (LAMBRUISSE) ; M LATTANZI SEBASTIEN (ANNOT) ; M LIAUTAUD DIDIER (ANGLES) ; OFFICE NATIONAL DES FORETS (BARREME)	7
16.10A - Sciage et rabotage du bois, hors imprégnation	ETS GUIRAND ET RIBERI BOIS (VILLARS COLMARS) ; M PAGLIA JEAN-LUC (THORAME BASSE) ; M TRON ROBERT (ANGLES) ; SCIERIE DU MELEZIN (VILLARS COLMARS)	4
16.23Z - Fabrication de charpentes et d'autres menuiseries	M LIBOA MAYEUL (THORAME HAUTE) ; MENUISERIE SCANAVINO (ENTREVAUX)	2
16.24Z - Fabrication d'emballages en bois	ETABLISSEMENT ISNARD (SENEZ)	1
16.29Z - Fabrication objets divers en bois, liège, vannerie et sparterie	M GONZALEZ REGIS (MEAILLES) ; M MAUREL ANTHONY JEAN FERNAND (TARTONNE) ; M SILLETTA HONORE (CASTELLET LES SAUSSES) ; M TAVOT JEAN-MARC (ALLOS)	4
31.02Z - Fabrication de meubles de cuisine	DECORATION FANNY PROVENCE (SAINT ANDRE LES ALPES) ; F NEHLIG JOELLE (ENTREVAUX) ; M GIANNINI FRANCK (LA MURE ARGENS) ; M LELL FABIEN (SAUSSES)	1
31.09B - Fabrication autres meubles & industries connexes de l'ameublement	DECORATION FANNY PROVENCE (SAINT ANDRE LES ALPES)	4
43.32A - Travaux de menuiserie bois et PVC	ALLIANCE ARTISANS (BARREME) ; CG FERMETURES RAS (SAINT ANDRE LES ALPES) ; EURL LE LABORATOIRE DU BOIS (LA MURE ARGENS) ; LIAUTAUD CONSTRUCTIONS	18

Code NAF	Nom de l'entreprise et commune	Nombre
	(ANGLES) ; M CHAMPION MICHEL (SAUSSES) ; M JORDAN FELIX (BEAUVEZER) ; M LAGARDE DOMINIQUE (LA MURE ARGENS) ; M LANTELME THOMAS (ALLOS) ; M LELL FABIEN (ENTREVAUX) ; M RAJNOVIC KRISTIJAN (ENTREVAUX) ; M ROUX ALAIN (VILLARS COLMARS) ; M ROUX LAURENT (VILLARS COLMARS) ; MENUISERIE BALLAND (ENTREVAUX) ; (VERGONS) ; MENUISERIE GAUTIER (SAINT ANDRE LES ALPES) ; ROUVIER FRERES (SENEZ)	
43.91A - Travaux de charpente	COSTA CONSTRUCTIONS BOIS (SAINT ANDRE LES ALPES) ; F JEAUME NATHALIE (BEAUVEZER) ; I.T.H. INNOVATION ET TECHNOLOGIES DE L'HABITAT (SAINT ANDRE LES ALPES) ; M COULAUD CLAUDE (ALLOS) ; M DURAND JOHAN (ALLOS) ; M GAVIGLIO HERVE (THORAME HAUTE) ; M MONTEIL DAVID (THORAME BASSE) ; M PRAX LAURENT (PEYROULES) ; M SALICIS ALEX (THORAME HAUTE)	12
TOTAL		60

(Source : SIRENE)

3.1.2 Les acteurs de la mobilisation des bois

Encadré 3 : codes NAF correspondant aux activités d'exploitation forestière

La mobilisation des bois est réalisée par des acteurs enregistrés sous les codes NAF suivants :

- 02.20Z – Sylviculture et autres activités forestières ;
- 02.20Z – Exploitation forestière ;
- 02.40Z – Services de soutien à l'exploitation forestière.

Le répertoire SIRENE compte **14 établissements** enregistrés sous les codes NAF 02.10Z et 02.20Z et 02.40Z. Or, il s'agit pour la plupart d'entreprises individuelles ou de groupements forestiers inactifs, et pour lesquels aucun contact n'a pu être trouvé. Par ailleurs, l'échelle de la CCAPV pour l'identification des acteurs de la mobilisation des bois n'est pas pertinente car certaines entreprises sont installées hors du territoire.

Les enquêtes ont permis d'identifier les principaux acteurs de la mobilisation, à savoir l'ONF, la Coopérative et les exploitants forestiers qui interviennent sur le territoire de la CCAPV. Une liste des principaux exploitants intervenant sur le territoire est présentée au Tableau 17. Bien évidemment, les acteurs institutionnels (ONF, CRPF, Communes forestières, Chambre d'agriculture), sont des acteurs incontournables en matière de mobilisation des bois.

Tableau 17 : Acteurs de la mobilisation des bois et de la valorisation BO sur le territoire CCAPV

Entreprise	Responsable	Adresse du siège	Effectifs
ONF – UT Asses Verdon Vaïre Var	Dominique BOUQUET	04000 Digne-les-Bains	Non disponible
ETS BAYLE	Huguette MAGNAN BAYLE	04140 Selonnet	6 à 9 salariés
Exploitant forestier Michel BATTALIER	Michel BATTALIER	04340 Méolans Revel	3 à 5 salariés
Société d'exploitation forestière de l'Ubaye	Bernard SICARD	04400 Les Thuiles	6 à 9 salariés
SEBSO	Jean-François GUILLOT	31800 Saint-Gaudens	50 à 99 salariés
Coopérative Provence Forêt	Philippe BREGLIANO	13590 Meyreuil	6 à 9 salariés
D'INCAN SARL	Jean-Marc D'INCAN	05600 Guillestre	Unité non employeuse
Négoce Bois Développement	Christophe GITEAU	04160 L'Escale	1 à 2 salariés
La Forestière	Roland LATIL	04 100 Saint-Michel l'Observatoire	10 à 19 salariés

3.1.3 Les entreprises de la 1^{ère} transformation des bois

Encadré 4 : définition de l'activité de 1^{ère} transformation des bois et codes NAF correspondant

On appelle première transformation du bois l'ensemble des opérations effectuées sur les bois ronds et qui permettent d'obtenir un autre produit : par exemple les avivés bruts, les équarris, les plots, les placages tranchés ou déroulés, etc.

On retrouve ces activités dans les codes NAF de la Nomenclature NAF Rèv.2 :

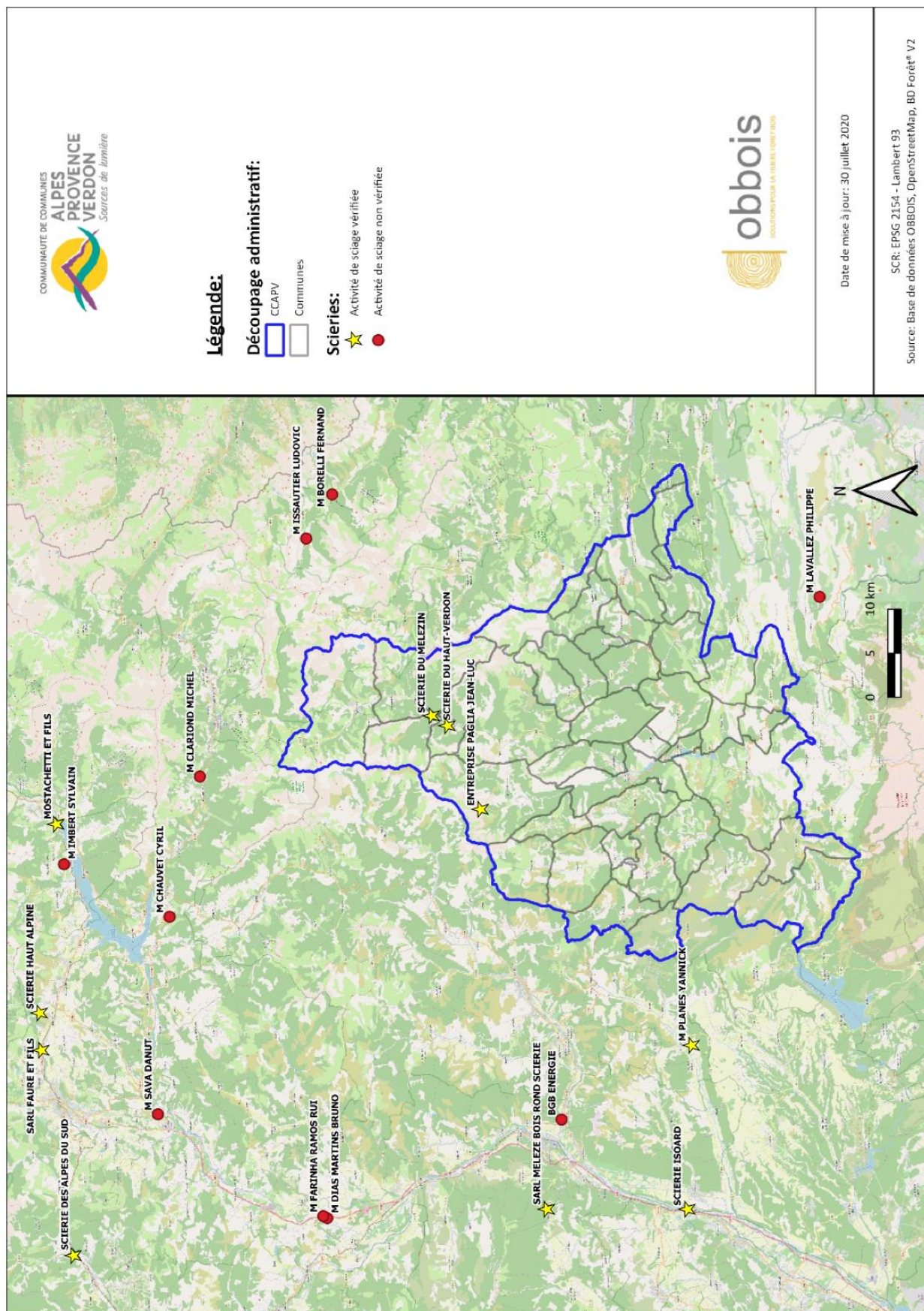
- 16.10A - Sciage et rabotage du bois, hors imprégnation ;
- 1621Z – Fabrication de placages et panneaux de bois.

On recense sur le territoire 3 entreprises ayant une activité de 1^{ère} transformation :

- La **scierie du Mélezin** à Villars-Colmars ;
- La **scierie mobile du Haut-Verdon**, tenue par Serge JOURDAN à Beauvezet, et enregistrée sous le code NAF 02.40Z ;
- La **scierie Paglia** à Thorame-Basse.

En effet, les autres entreprises qui figurent au répertoire SIRENE ont soit été reprises (Scierie Guirand), soit définitivement fermées (Scierie Tron).

Au cours des enquêtes, d'autres scieries correspondant à des voies de valorisation pour les bois du territoire ont été citées. Il s'agit de la scierie Isoard, la scierie Mèlèze bois rond (MBR), la scierie Haute-alpine et la scierie des Alpes du Sud. La scierie Jauffret, bien que plus éloignée, s'approvisionne aussi historiquement dans le Département. Les entreprises enregistrées sous le code NAF 16.10A et situées dans et autour du territoire sont présentées en Carte 4.



Carte 4 : localisation des scieries situées à l'intérieur et à proximité du territoire

Les trois scieries du territoire sont des **unités à caractère artisanal** (transformation de moins de 3 000 m³ par an), dites « scieries de service ». Ce sont des scieries qui se veulent souples, qui réalisent du sciage à façon ou du sciage en débits sur liste, et visent principalement les artisans et distributeurs locaux. Elles produisent majoritairement des sciages bruts (plots, charpentes sur mesure, etc.) et fonctionnent avec une clientèle de proximité, avec laquelle elles entretiennent des contacts privilégiés. Afin de pérenniser cette clientèle locale il est essentiel pour ces scieries de veiller à assurer une bonne qualité des produits réalisés.

Les scieries Paglia et du Haut-Verdon sont des entreprises individuelles qui n'emploient pas de personnel tandis que la scierie du Mélezin emploie entre 4 à 5 personnes selon l'activité (contrats temporaires en saison d'été).

Ces entreprises se disent en relative bonne santé (résultat positif en 2018 pour la scierie du Mélezin, voir Tableau 18) mais rencontrent différents types de difficultés liées à leurs stratégies et leur situations respectives. La scierie du Mélezin rencontre des difficultés principalement liées à la reprise récente de l'activité et la remise aux normes environnementales de ses équipements.

Tableau 18 : caractéristiques des entreprises de la 1^{ère} transformation (où ND = Non disponible)

Entreprise	Forme juridique	Effectifs	CA 2018	Résultat net 2018
Scierie du Mélezin	SCOP	4 à 5	245 800€	25 600€
Scierie du Haut-Verdon	Affaire personnelle exploitant agricole	1	ND	ND
Scierie Paglia	Affaire personnelle commerçant	1	ND	ND

Selon les enquêtes réalisées, les bois du territoire trouvent aussi des débouchés dans les scieries à proximité du territoire. Les différents services, produits et essences traitées par les scieries sont synthétisés dans le Tableau 19, adapté de l'annuaire professionnel de Fibois SUD, du SEFSAM et des enquêtes.

Tableau 19 : services, produits et essences traitées par les scieries du territoire et à proximité

		Mélézin	Haut-Verdon	Paglia	Mélèze bois ronds	Isoard	Gandelli	JAUFFRET
Services	Débit sur liste	x	x	x	x	x		x
	Sciage à façon	x	x	x		x		x
	Sciage mobile		x					
	Vente de pièces standardisées	x ²⁰					x	x
	Séchage artificiel	x	x					x
	Imprégnation	x						x
	Rabotage	x	x		x	x		x
	Ponçage				x			
	Assemblage							x
	Taille charpente		x		x			x
Produits	Avivés de menuiserie intérieure	x	x	X				
	Avivés de menuiserie extérieure	x	x	X				
	Avivés de charpente	x		X	x	x		x
	Plots de menuiserie intérieure	x	x	X		x		
	Plots de menuiserie extérieure	x	x	X		x		
	Bardage extérieur	x	x		x	x		x
	Bardage intérieur	x	x		x			
	Bardeaux (enveloppe)	x			x	x		x
	Bois d'emballage (palette)	x					x	x
	Bois d'ossature	x	x		x			x
	Bois de coffrage	x	x	X		x		
	Bois massif de charpente	x	x		x	x		x
	Carrelets massifs (extérieur)		x					
	Fermettes				x			
	Grumes écorcées	x	x		x			
	Grumes équarries		x		x	x		
	Lambris intérieur		x		x			
	Mobilier extérieur	x	x					
	Piquets, clôture	x			x	x		
	Poteaux	x			x	x		
Essences traitées	Plancher/parquet (intérieur)	x	x					
	Solives/voliges	x	x		x			x
	Terrasse/platelage (extérieur)	x	x			x		
	Méleze	x	x	x	x	x		x
	Sapin	x	x	x	x	x	x	x
	Epicéa	x	x	x		x	x	x
	Pin sylvestre	x					x	
	Pin à crochet						x	
	Pin noir		x				x	
	Cèdre				x			
	Douglas			x	x			x

²⁰ Lors de l'enquête, la scierie n'avait pas de produits standardisés en stock, mais projette d'en produire.

On constate que les scieries se spécialisent plutôt sur des produits, comme Gandelli qui commercialise uniquement de la palette, ou sur des services, comme la scierie du Haut-Verdon et Paglia, qui proposent du sciage mobile, du sciage à façon et des services aux particuliers. Les autres scieries sont plus diversifiées et proposent quelques produits standardisés. Il existe aussi, à proximité de Briançon, une scierie spécialisée dans la transformation du mélèze, la scierie Hilaire²¹, certifiée Bois des Alpes, qui produit du bardage de mélèze, des planchers et lames de terrasse en mélèze. En 2017, l'entreprise, gérée par Gérald LOCATELLI, affichait un CA de 751 300€ et un résultat net de 25 500€ pour un traitement de 1 500m³ de grumes par an.

Les entreprises du territoire mettent en œuvre différentes stratégies d'approvisionnement liées à leurs activités (Tableau 20). La scierie du Mélezin transforme essentiellement du mélèze (50%), du sapin-épicéa (40%) et du pin sylvestre (10%), qu'elle se procure auprès de l'ONF et la SEBSO avec qui elle a signé des contrats d'approvisionnement, et quelques exploitants forestiers. En fixe, la scierie du Haut-Verdon travaille exclusivement avec des exploitants forestiers ou transforme directement le bois des particuliers dans le cadre de son activité mobile. La scierie Paglia travaille essentiellement du mélèze et du sapin-épicéa qu'elle se procure auprès d'exploitants forestiers. Son activité principale reste toutefois le négoce de bois de chauffage.

Tableau 20 : principaux fournisseurs et clients des entreprises du territoire

Entreprise	Principaux fournisseurs	Principaux clients
Scierie du Mélezin	ONF et exploitants forestiers	Distributeurs (60%), négociants, artisans et particuliers
Scierie du Haut-Verdon	Exploitants et particuliers	Particuliers essentiellement, quelques contrats avec les collectivités
Scierie Paglia	Exploitants uniquement	Particuliers (50%) et artisans (50%)

Les entreprises du territoire ont également développé des services et certifications en lien avec la demande de leurs clients (Tableau 21).

Tableau 21 : certification des entreprises de 1^{ère} transformation du territoire

Entreprise	Certifications
Scierie du Mélezin	Marquage CE, PEFC, Bois des Alpes
Scierie du Haut-Verdon	Aucune
Scierie Paglia	Marquage CE

²¹ www.scierie-hilaire.fr

3.1.4 Entreprises de la construction bois

Sur le territoire, la 2nde transformation est soit directement intégrée aux scieries (séchage, rabotage et traitement des bois) soit effectuée par les entreprises du secteur de la construction, de la charpente et de la menuiserie. Les codes NAF correspondant à ces entreprises sont présentés dans l'Encadré 5.

Encadré 5 : définition de l'activité de 2nde transformation des bois et codes NAF correspondant

On appelle seconde transformation du bois l'ensemble des opérations effectuées sur les produits issus de la première transformation et qui permettent d'obtenir des produits semi-finis ou profilés. Les produits de la 2nde transformation sont des produits ayant subi une opération de séchage, de traitement, de rabotage, de moulurage, de collage, etc.

On retrouve ces activités dans les codes NAF de la Nomenclature NAF Rèv.2 :

- 16.10A - Sciage et rabotage du bois, hors imprégnation ;
- 16.10B - Imprégnation du bois ;
- 16.21Z - Fabrication de placages et panneaux de bois.

On considère également dans la 2nde transformation les entreprises du bois-construction : de la charpente et de la menuiserie, enregistrées sous les codes NAF suivant :

- 16.22Z - Fabrication de parquets assemblés
- 16.23Z - Fabrication de charpentes et d'autres menuiseries
- 43.32A - Travaux de menuiserie bois et PVC
- 43.91A - Travaux de charpente

En comptant la scierie du Mélezin et la scierie du Haut-Verdon qui proposent des prestations de 2nde transformation, on recense au total 34 entreprises réparties sur l'ensemble territoire (Carte 5), dont 32 de construction :

- 2 entreprises enregistrées sous le code 16.23Z - Fabrication de charpentes et d'autres menuiseries
- 18 entreprises enregistrées sous le code 43.32A - Travaux de menuiserie bois et PVC
- 12 entreprises enregistrées sous le code 43.91A - Travaux de charpente

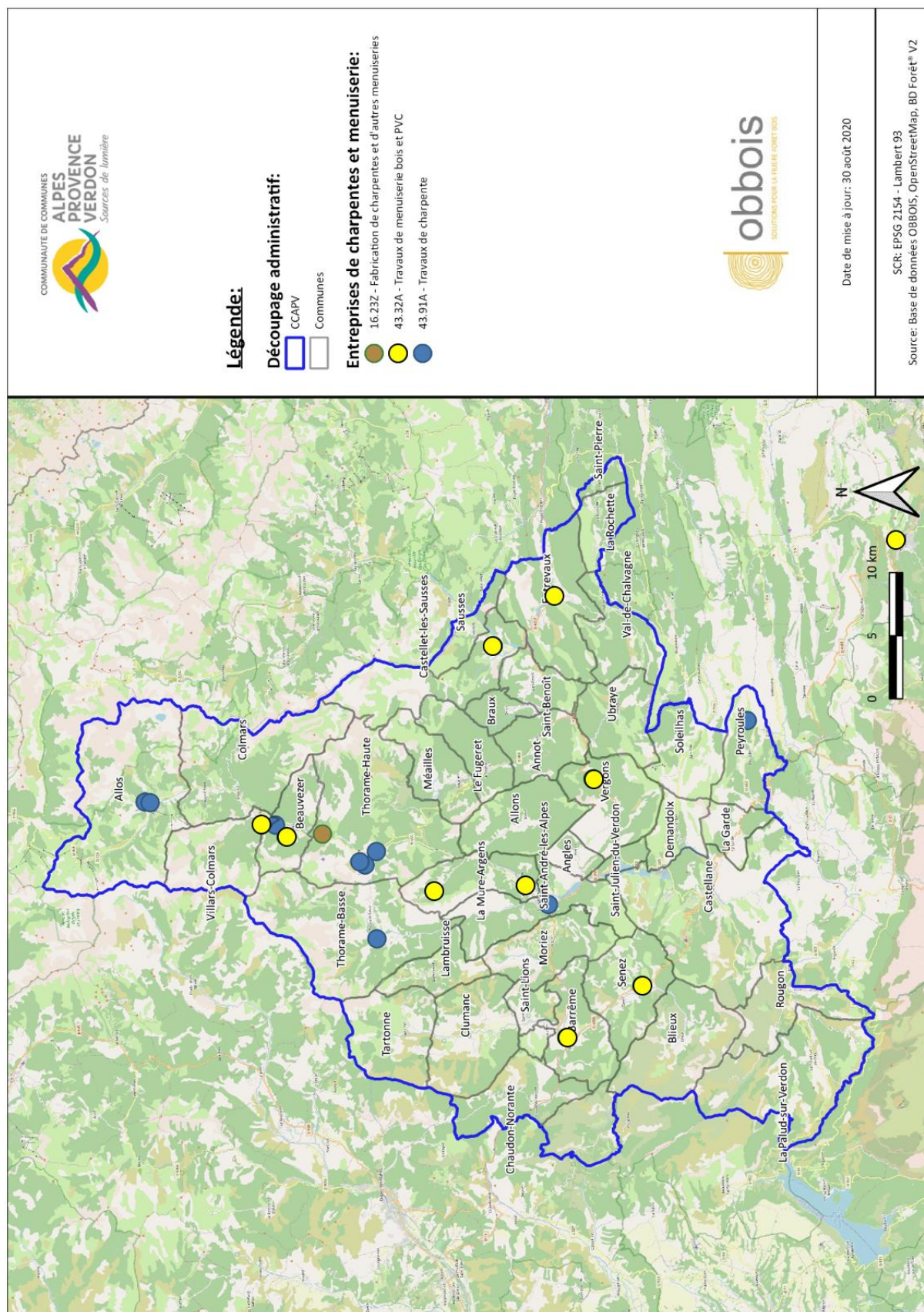
Leur nombre exact est toutefois difficile à évaluer, celui-ci évoluant vite et le code NAF sous lesquelles les entreprises sont enregistrées ne reflétant pas toujours l'activité précise de l'entreprise.

Les enquêtes ont permis de distinguer différentes catégories d'acteurs, ayant des exigences différentes et positionnés sur des marchés différents (Tableau 22 et Tableau 23).

Tableau 22 : nombre d'entreprises par catégorie et entreprises rencontrées

Catégories	Entreprises
Charpentiers	GARCIN, ALPES MEDITERRANEE CHARPENTE, COSTA CONSTRUCTION, LIAUTAUD CONSTRUCTION
Menuisiers	AMEXBOIS, ROUVIER FRERES, ATELIERS BOIS DE L'ONF
Menuisiers-ébénistes	BAUD CHRISTIAN ET FILS
Entreprises mixtes	SARL GIRAUD, SAS ESTRAYER, CHALETS DYEN

Les entreprises du territoire sont des entreprises de petite taille, qui consomment de faibles volumes de bois massif se fournissent en partie seulement auprès des scieries locales. Certaines entreprises, plus structurées et modernes mais situées en dehors du territoire, consomment des volumes plus conséquents, malgré une proportion de bois massif moindre.



Carte 5 : localisation des entreprises de la construction bois (Source : répertoire SIRENE)

Tableau 23 : caractéristiques des entreprises de la construction bois

Type d'entreprises	Essences utilisées	Approvisionnement en bois	Clientèle	Remarques
Charpentiers	Mélèze, Mélèze d'Autriche, douglas, sapin, épicéa.	Massif (10%) : Négoces et distributeurs locaux, scieries du centre de la France, quelques artisans s'approvisionnent en scierie locale (poutres et grosses sections). BLC, BMA, BMR : lamellistes français, Finlande, Suède	30% publique, 70% privée. Essentiellement de la rénovation. Clientèle locale.	Travaillent avec des sections standards et débits sur liste. Utilisation moindre du bois massif.
Menuisiers	Pin traité, douglas, mélèze, feuillus (chêne, châtaigner, robinier), bois exotiques	Scieries françaises et étrangères, négoces, demandes ponctuelles en scieries locales	Particuliers et professionnels essentiellement. Clientèle locale.	Faible utilisation du mélèze massif. Concurrence avec les menuiseries industrielles
Entreprises mixtes (menuiserie et petites charpentes)	Bois massif : sapin-épicéa traités et mélèze (charpente), Bois sec mélèze ou pin sylvestre pour les menuiseries. Quelques feuillus. Lamellé-collé et contrecollé	Bois massif : scierie du Mélézin et scieries du 05 BLC et BMR : négoces et distributeurs	Principalement particuliers	-
Menuisiers-ébénistes	Bois exotique et feuillus européens (frêne, chêne), sapin, épicéa, douglas, cèdre rouge, classés pour l'utilisation en menuiserie	Massif : France ou Europe, négoces et distributeurs essentiellement	30% publique, 70% privée. Clientèle locale.	Ne travaillent pas avec les essences locales car ne répondent pas à leurs besoins (bois secs et sans nœuds)
Atelier bois de l'ONF	Pins traité autoclavé, classe 3 et 4 (150m³/an), douglas, mélèze (100 m³/an), rares feuillus	Scieries du massif central ou Europe.	Majoritairement publique	Mélèze remplacé par le douglas (moins de déformations). Projet d'extension de l'atelier. Recherche des approvisionnement à des prix plus compétitifs que les produits du territoire

3.1.5 Entreprises de l'emballage et caisserie bois

Encadré 6 : codes NAF correspondant aux entreprises du secteur de l'emballage-caisserie

Le secteur de l'emballage-bois regroupe des entreprises enregistrées sous les codes NAF suivants :

- 16.24Z – Fabrication d'emballages en bois.

Cette sous-classe comprend

- la fabrication de caisses, caissettes, cageots, cylindres et emballages similaires, en bois
- la fabrication de palettes simples, caisses-palettes et autres plateaux de chargement, en bois
- la fabrication de tonneaux, cuves, baquets et autres ouvrages de tonnellerie, en bois
- la fabrication de tambours pour câbles, en bois.

Une seule entreprise est enregistrée sous le code NAF 16.24Z sur le territoire : il s'agit de l'entreprise Etablissement Isnard, située à Senez. C'est également la seule entreprise du secteur identifiée sur le territoire au cours de l'enquête.

L'entreprise est spécialisée dans l'assemblage de palettes à 2 entrées et 4 entrées et le recyclage des palettes usagées. Elle consomme un peu moins de 500 m³ de bois par an, dont des planches et chevrons de pin noir, pin sylvestre et mélèze, originaires de Biélorussie, et produit environ 1 500 palettes par mois. Du fait de la concurrence avec d'importants fabricants de palettes, l'activité de l'entreprise a considérablement diminué. En raison du COVID19, l'entreprise a aussi perdu 60% de son chiffre d'affaires sur l'année 2020. Aujourd'hui, si l'entreprise ne s'approvisionne pas, ou très peu, auprès de la scierie du Mélézin, c'est d'une part parce que les prix pratiqués par les scieries étrangères défient toute concurrence, et d'autre part parce que la scierie du Mélézin « ne travaille pas les sections qui [les] intéressent ».

3.1.6 Entreprises de fabrication d'objets divers en bois

Encadré 7 : codes NAF correspondant aux entreprises de fabrication d'objets divers en bois

Les entreprises de fabrication d'objets divers en bois, fabrication d'objets en liège, vannerie et sparterie sont enregistrées sous le code NAF 16.29Z.

Cette sous-classe comprend

- la fabrication d'objets divers en bois :
 - manches et montures pour outils, brosses, balais
 - formes, embauchoirs et tendeurs pour chaussures, cintres pour vêtements
 - articles de ménage et ustensiles de cuisine
 - statuettes et objets d'ornement, bois marquetés et bois incrustés
 - coffrets, écrins et étuis pour bijouterie ou orfèvrerie et ouvrages similaires
 - canettes, busettes, bobines pour filatures et tissage et pour fil à coudre et articles similaires, en bois tourné
 - autres articles en bois
- le travail du liège naturel, la fabrication de liège aggloméré
- la fabrication d'ouvrages en liège naturel ou aggloméré, y compris revêtements de sols
- la fabrication de tresses et d'ouvrages de sparterie : nattes, paillassons, claies, etc.
- la fabrication d'ouvrages de sparterie et de vannerie
- la fabrication de bûches et de pellets pour la production d'énergie, fabriqués à partir de bois pressés ou de produits de substitution (marc de café, etc.)
- la fabrication de miroirs en bois et d'encadrements pour photos
- la fabrication d'encadrements pour des toiles d'artistes
- la fabrication de parties de chaussures en bois (par exemple talons et formes)
- la fabrication de manches de parapluies, de cannes et d'articles similaires
- la fabrication de blocs destinés à la fabrication de pipes.

Parmi les 4 établissements enregistrés sous le code NAF 16.29Z à l'échelle de la CCAPV, un a fermé définitivement (Mr. MAUREL Anthony), deux n'ont pas été trouvés (pas de contact ou d'information sur internet, ou lors des enquêtes), et Mr. GONZALES Régis, pour qui un numéro de téléphone a été trouvé, n'a pas pu être contacté.

Il existe toutefois une petite activité de tournage du bois sur le territoire. On trouve à la maison des artisans de Beauvezer les produits de Yannick CAVALLO (Allons), qui produit des objets de décoration à partir d'essences essentiellement feuillues (hêtre, chêne, tilleul, érable, cytise, olivier, fruitiers, buis, etc.) et résineuses (cade, mélèze).



Figure 16: Photos d'objets tournés en bois de Yannick CAVALLO

Objets exposés à la maison des artisans de Beauvezer

3.1.7 Entreprises du commerce et négoce de bois

Encadré 8 : codes NAF correspondant aux entreprises de négoce et commerce de bois

Les entreprises de commerce et négoce de bois sont enregistrées sous plusieurs codes NAF.

- 46.13Z : intermédiaires du commerce en bois et matériaux de construction
- 46.73A : commerce de gros (commerce interentreprises) de bois et matériaux de construction

A l'échelle de la CCAPV, 5 établissements sont enregistrés sous ces codes NAF. Il s'agit de deux agences de la SAMSE, CHAIX Matériaux, l'entreprise LOISIRS CONFORT dont l'activité liée à la vente de bois n'a pas pu être vérifiée dans le cadre de l'étude, et Rémi DUPLAIN entreprise personnelle, pour qui aucun contact n'a pu être trouvé.

Les enquêtes montrent que les artisans se fournissent essentiellement auprès de la SAMSE, ou auprès de distributeurs situés en dehors du territoire (Littoral Bois, lamélistes, etc.).

L'approvisionnement de Blanc Matériaux auprès de la scierie du Mélézin est aléatoire et dépend des commandes. En effet, les distributeurs se fournissent préférentiellement auprès de scieries industrielles et grossistes qui proposent des produits et sections standards, séchés et classés, et disponibles dans des délais courts. Par rapport à ces produits, plusieurs clients, artisans ou particuliers, déplorent la qualité parfois moindre des produits de la scierie du Mélézin (Figure 17) et l'absence de séchage. Certains reconnaissent toutefois que ces défauts sont connus et acceptables pour le service « sur-mesure » qui est fourni, voire parfois pour le choix d'utiliser du bois local.



Figure 17 : bois traité en provenance de la scierie du Mélézin – agence de La Mure

3.2 Description des outils de transformation disponibles

Les outils de transformation, la capacité actuelle de transformation et les perspectives de développement des trois scieries du territoire sont présentés au Tableau 24.

Tableau 24 : capacités de 1^{ère} transformation des entreprises du territoire

Entreprise	Equipements	Capacité de transformation	Perspectives de développement
Scierie du Mélezin	Chariot de tronçonnage, scie à ruban, raboteuse 4 faces, bac de trempage de 16,7 m ³ , séchoir de 25m ³	2 000 m ³ /an	Mise aux normes du bac de trempage, acquisition d'une nouvelle raboteuse (modèle non précisé)
Scierie du Haut-Verdon	Scie mobile, séchoir électrique d'une capacité de 6m ³ de planche (H=9%)	600 à 700 m ³ /an (sciage mobile) 200 à 300 m ³ (sciage fixe)	Remplacement de la scie
Scierie Paglia	Scie à ruban	100 m ³ / an	Aucune pour le moment

La scierie du Mélezin

La scierie du Mélezin a transformé 1 600 m³ de grumes en 2019. Bien que ce ne soit pas la capacité technique maximale de la scierie, Magali BRUEL estime que la capacité maximale de la scierie se situe à 2 000 m³, du fait de la situation économique actuelle et des ressources humaines. Elle n'emploie aujourd'hui que 2 salariés permanents, et 1 à 2 ouvriers temporaires en été, contre 9 salariés et entre 7 000 et 9 000 m³ de bois transformée lorsque la scierie était gérée par André GUIRAND (données du diagnostic de la CFT, 2009).

Lors de la reprise de la scierie en SCOP en 2018, les associés ont sollicité un appui technique de la part des Communes forestières (Cofor), des chambres consulaires (CMA et CCI) et d'un expert-comptable afin de réaliser un budget prévisionnel et capter des aides financières. Des financements du Fonds national d'aménagement et de développement du territoire (FNADT), de la plateforme d'initiative locale, du crédit coopératif et un financement bancaire (BNP) ont ainsi pu être obtenus par la SCOP pour permettre cette reprise. L'objectif de chiffre d'affaires avait alors été fixé à 406 000 € HT la première année complète jusqu'à atteindre progressivement 670 000 € HT en 2022. La création de 3 emplois d'ouvriers est également prévue d'ici 2022. En 2018, la scierie réalisait un CA de 245 800€. Dans l'état de situation transmis à la CCAPV en 2019, les cogérants annoncent un CA légèrement supérieur au prévisionnel, avec un développement du carnet de commande sur la partie fagot de bois à l'export et sur la deuxième transformation du mélèze (bardage, parquets, etc.). Toutefois, la scierie a dû faire face à des charges imprévues, et notamment :

- L'entretien et la remise en état du matériel de transformation (environ 22 000€ HT);
- La mise en conformité du système électrique du site et la remise en état du silo de sciures (Figure 21) estimée à environ 5 500€ HT ;
- L'acquisition d'un chariot de tronçonnage et d'un camion grue Merlo d'un montant avoisinant 20 000€ HT chacun ;
- La réalisation d'une étude au cas par cas pour le bac de trempage, dans le cadre de la déclaration ICPE, d'un montant de 3 600€ HT et qui a débouché sur une demande d'étude d'incidence, estimée à 10 425€ HT, et pour laquelle la scierie n'a pas obtenu le cofinancement sollicité auprès de la CCAPV.

La scierie, qui a souffert d'une perte de clientèle suite aux reprises successives de la scierie par Mr. RIBERI puis par les salariés, est aujourd'hui en **recherche d'équilibre financier**. Lors du rachat par Mr. RIBERI, le

mode de gestion a été modifié : arrêt de l'achat des coupes de bois et augmentation des prix, jusqu'à la liquidation judiciaire en 2017. Les relations commerciales initiales ont alors été perdues. Aussi, l'entreprise GUIRAND étant aussi exploitant forestier, bénéficiait de tarifs avantageux sur l'achat des bois.

Aujourd'hui la scierie s'approvisionne auprès de l'ONF, de la SEBSO et de quelques autres exploitants forestiers pour des montants compris entre 70€/m³ (pin sylvestre) et 140€/m³ (mélèze). Les sapins et épicéa sont achetés entre 80 et 85€/m³. Dans le diagnostic de la CFT figurent les tarifs des bois entrants scierie pratiqués par Mr GUIRAND. Ceux-ci étaient nettement inférieurs : entre 45€/m³ pour les pins et 70€/m³ pour le mélèze. Les rendements matière sont faibles, en moyenne 50% et jusqu'à 60% pour le pin sylvestre. Il existe donc un important volume de co-produits, qui sont en partie valorisés :

- Les délignures sont vendues entre 20€/tonne à des céramistes et pizzaiolo et 40€ le fagot de 600 kg à des particuliers ;
- Les dosses sont fagotées et vendues en Italie.

On trouve néanmoins sur le parc à bois de nombreux invendus, de fagots pourrissant à cœur, devenus impropres à la vente.

Par ailleurs, l'outil industriel est ancien et inadapté aux volumes actuellement transformés :

- Le **séchoir** (Figure 18), d'une capacité de 25 m³, n'est pas exploité suffisamment : pour des questions de rentabilité, la scierie ne le fait fonctionner qu'à plein. Or, il faut parfois trois mois pour le remplir, ce qui provoque un rallongement des délais de production et une baisse de la réactivité de la scierie face aux demandes des clients.
- Le **bac de trempage** pour le traitement et la préservation des bois (Figure 19), situé dans l'atelier principal de la scierie, est soumis au régime d'Autorisation au titre de la réglementation sur les ICPE et fait actuellement l'objet d'une étude d'incidence.
- La **scie de tête**, ancienne, provoque des irrégularités sur les avivés.

D'un point de vue logistique, la scierie présente aussi une marge d'amélioration dans le stockage et le classement des produits sur le parc.



Figure 18 : séchoir de la scierie du Mélézin



Figure 19 : bac de trempage



Figure 20 : fagots de dosses sur le parc à bois



Figure 21 : silo à sciures réaménagé



Figure 22 : chaîne de transformation



Figure 23 : exemple de produits et stockage des bois sur le parc

La scierie du Haut-Verdon

La scierie mobile du Haut-Verdon, située à Beauvezet, propose des services de sciage mobile et sciage à façon à 80€ HT/heure, auquel s'ajoute le coût de l'installation de la scie au prorata du nombre de jours passés sur place le cas échéant. Sa capacité de transformation est d'environ 10 à 12 m³/jour. Serge JOURDAN, qui travaille seul, transforme au total environ 1 000 m³/an, dont 600 à 700 m³/an en mobile et 200 à 300 m³ en fixe. En fixe, il dispose également d'un séchoir de 6 m³. La scierie travaille directement avec les particuliers ou s'approvisionne uniquement auprès d'exploitants, avec un prix d'achat des grumes compris entre 130€ à 160€/m³ rendu scierie pour le Mélèze. Serge JOURDAN a pour projet de remplacer sa scie mais éprouve des difficultés à trouver le modèle qui lui convient (diesel). Serge JOURDAN pointe la difficulté d'avoir des bois de qualité triés en amont, avec un rendement moyen de 50%.

La scierie Paglia

La scierie Paglia est une scierie artisanale fixe qui transforme environ 100 m³ de bois par an, essentiellement du mélèze, du sapin, l'épicéa, et du douglas, achetés aux exploitants forestiers (Bayle, SEBSO), et négociants (Négoce Bois Développement à Sisteron). La clientèle est composée d'artisans (50%) et de particuliers (50%). Il ne travaille que le mélèze, le sapin, l'épicéa et le douglas, et pointe du doigt la faible qualité des grumes de pins locaux.

Les prestations de sciage réalisées par Mr PAGLIA complètent son activité de vente de bois de chauffage. Jean-Luc PAGLIA, seul actif de la société, n'a à ce jour pas de perspective de développement de l'activité de sciage.

3.3 Qualité des échanges et de la synergie entre les professionnels (modes de vente)

3.3.1 Approvisionnement et clientèle des scieries du territoire

Les scieries du territoire mettent en œuvre des stratégies d'approvisionnement hétérogènes en lien avec leurs propres besoins, les services qu'elles proposent et les besoins de leur clientèle.

Scierie	Volumes annuels consommés	Approvisionnement	Clientèle
Scierie du Mélézin	1 600 m ³ en 2018	Contrats d'approvisionnement avec l'ONF et la SEBSO, achats ponctuels auprès d'exploitants	Distributeurs et négociés : SAMSE (50 à 60% du CA, sans toutefois qu'il n'y ait un accord écrit), artisans et particuliers
Scierie du Haut-Verdon	Environ 1 000 m ³	Achat chez des particuliers et exploitants (pas de contrats d'approvisionnement)	Particuliers essentiellement
Scierie Paglia	200 m ³	Exploitants et négociés (pas de contrats d'approvisionnement)	Particuliers (50%) et artisans (50%)

Les scieries fonctionnent de manière artisanale, en proposant des débits sur liste et du sciage à façon, sans avoir de contrat de fourniture avec leurs clients. La scierie du Mélézin reconnaît un **manque de clientèle** qui s'explique par l'absence de **démarchage commercial**, trop chronophage et ne pouvant être assuré par les deux associés.

3.3.2 Echanges entre les professionnels de la filière

La scierie du Haut-Verdon et la scierie Paglia fonctionnent essentiellement avec une clientèle de particuliers à qui elles fournissent des services sur commande. La scierie du Mélézin fonctionne avec le soutien historique de Blanc matériaux, qui représente 60% de son chiffre et avec des artisans et particuliers locaux. Les raisons invoquées par les artisans lorsqu'ils ne s'approvisionnent pas à la scierie du Mélézin sont de plusieurs ordres :

- ils ne connaissent pas bien la scierie, ni les produits proposés ;
- ils déplorent le fait que la scierie ne travaille pas les sections couramment utilisées ;
- ils déplorent une mauvaise qualité des sciages achetés (sections non respectées, bois mal séchés, qualité esthétique et mécanique du bois) ;
- ils déplorent les délais trop longs pour l'obtention des produits commandés, notamment les produits séchés ;
- ils préfèrent d'autres essences, comme par exemple le douglas, produits par des scieries industrielles à des prix compétitifs, et qui proposent des services de qualité (séchage des bois, classement mécanique et d'aspect des bois, délais).

La scierie du Mélézin a connu une importante perte de clientèle avec la direction précédente. Il est aujourd'hui nécessaire pour la scierie de retisser ses liens et rassurer les clients sur ses produits.

La plupart des artisans sont adhérents de syndicats du bâtiment (FFB, CAPEB) et seules quelques entreprises s'insèrent dans la filière bois au travers de l'interprofession régionale Fibois SUD. Malgré quelques conflits personnels, les échanges entre professionnels sont globalement de bonne qualité. La concurrence entre entreprises est rarement identifiée comme un frein à leur développement, la **clientèle des scieries étant bien souvent territorialisées, de même que les chantiers des artisans**.

3.4 Flux de bois et chaînes de valeur

L'analyse des données douanières 2018 disponibles pour le Département des Alpes de Haute-Provence montre une balance commerciale globalement déficitaire pour les produits bois (Tableau 25). A l'échelle du Département, 7 430 tonnes de produits bois sont exportées, contre 1 015 tonnes importées.

Tableau 25 : flux de bois à l'échelle du Département des Alpes-de-Haute-Provence

Produits	Quantités (tonnes)		Valeur (€)		
	Export	Import	Export	Import	Balance commerciale
Arbres forestiers et services des pépinières	0	1	0	51 535	-51 535
Autres éléments de menuiserie et de charpente	64	139	47 368	303 246	-255 878
Autres objets en bois objets en liège, vannerie et sparterie	51	68	205 373	419 522	-214 149
Autres produits forestiers	11	1	35 260	4 438	30 822
Bois brut	7 259	0	650 852	0	650 852
Bois, sciés et rabotés	1	485	58 120	248 137	-190 017
Emballages en bois	43	15	42 679	6 733	35 946
Panneaux et placages à base de bois		279	0	219 302	-219 302
Parquets assemblés	0	26	0	31 644	-31 644
Total	7 430	1015	1 039 652	1 284 557€	-244 905€

(Source : données douanières 2018)

Les 7 259 tonnes de bois bruts exportés, correspondant à environ 9 700 m³ de bois ronds, sont majoritairement destinés à l'Italie (98%). Les données disponibles ne permettent pas de disposer d'un prix par essence et qualité mais donne un prix de vente moyen de 67€/m³. Le prix affiché n'explicite toutefois pas si les coûts de transport sont inclus. Les bois bruts à destination de l'Italie seraient majoritairement des bois destinés à la fabrication de palettes (témoignage des exploitants forestiers et de la coopérative).

Les bois sciés et rabotés importés proviennent essentiellement de la Pologne (46%), de la Biélorussie (33%), de l'Allemagne (9%), de la Belgique (5%) et de la Hongrie (5%). Les données disponibles ne permettent pas de disposer du détail des prix par type de produit importés mais présentent un prix moyen est de 384€/m³.

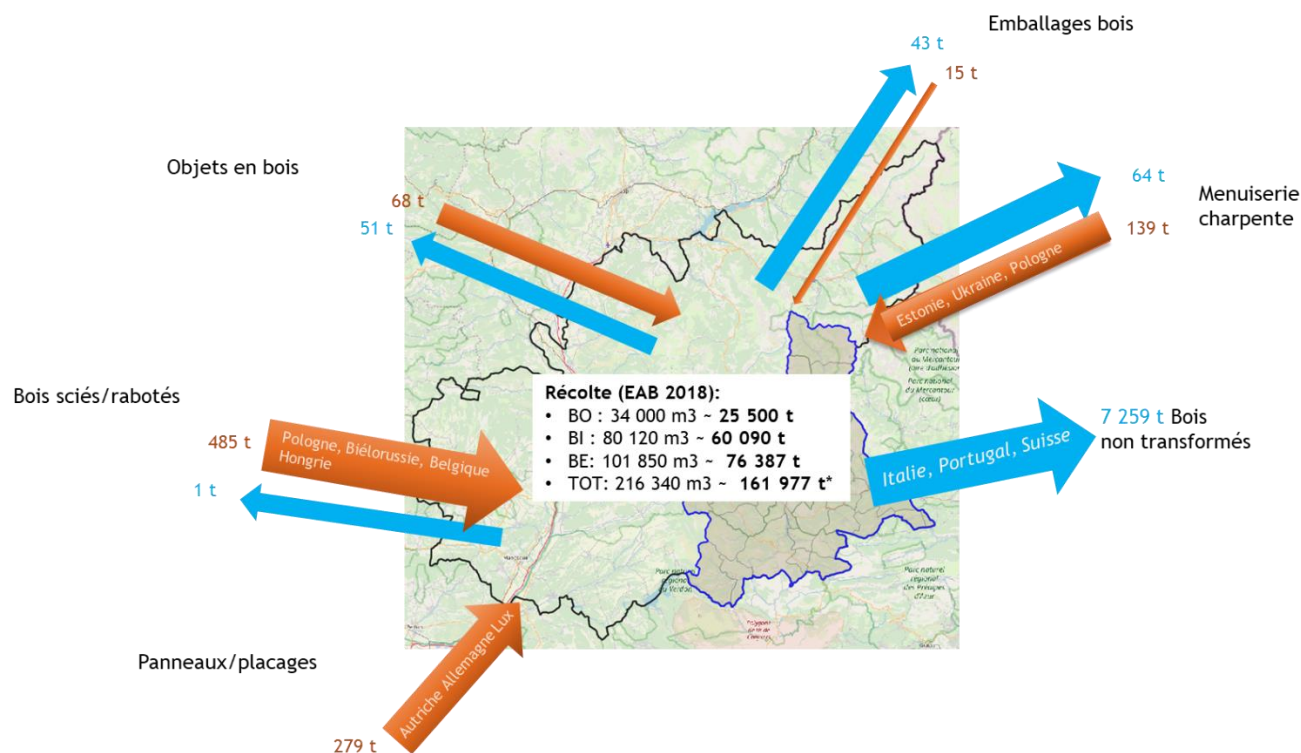


Figure 24 : représentation schématique des flux de produits bois à l'échelle du Département

(Source : données de douanes 2019)²²

²² Conformément aux règles d'interprétation des EAB, un coefficient de 0,75 a été appliqué pour convertir les données en m³ à tonnes.

3.5 Volumes traités par essences, qualité et types de produits

Les enquêtes ne permettent pas de disposer des volumes précis échangés par essence et par qualité entre les différents segments. En effet, les volumes consommés par les entreprises de la seconde transformation sont fortement dépendants des chantiers et de la demande. Si elles consomment des produits standardisés auprès des distributeurs et négoce, ces entreprises apprécient le service de débit sur liste des scieries pour des besoins spécifiques. Une représentation graphique des échanges est proposée ci-après.

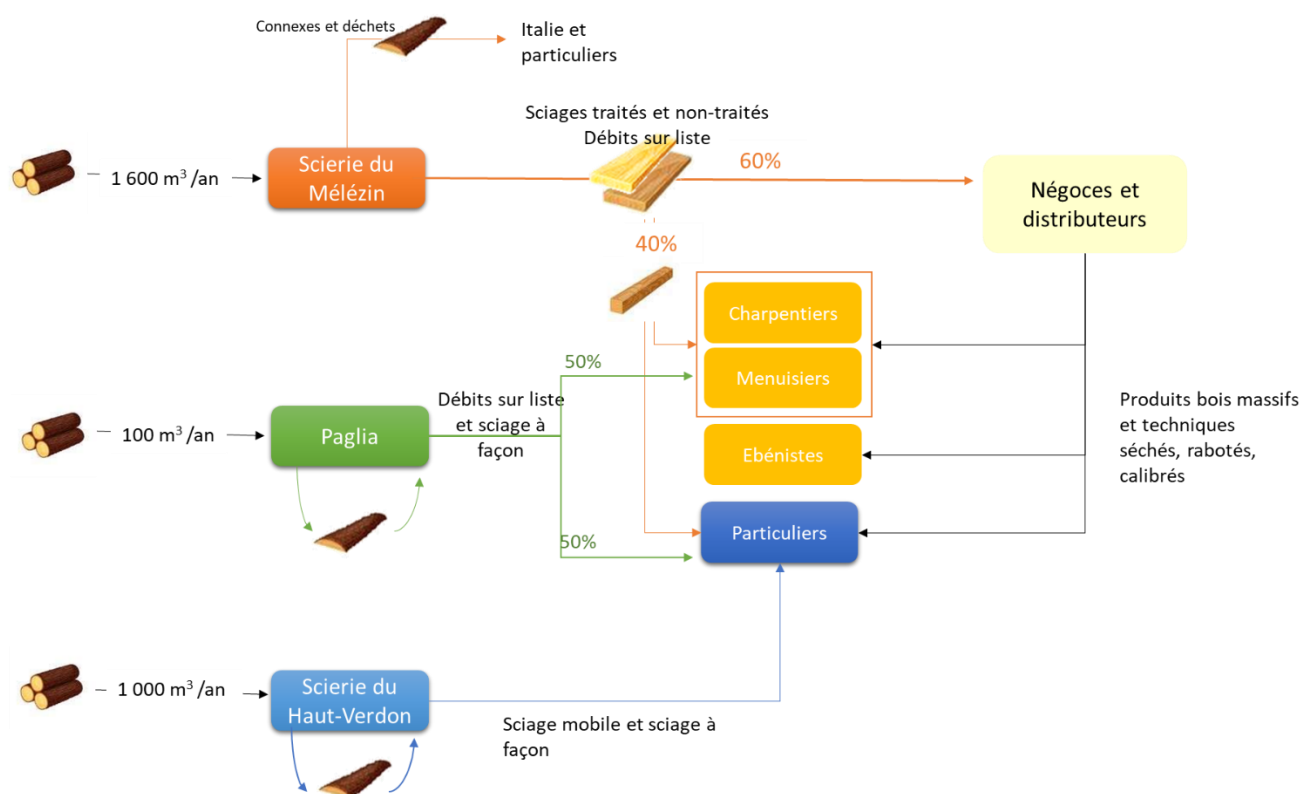


Figure 25 : représentation des échanges de produits bois à l'échelle du territoire

3.6 Capacité d'évolution (capacité d'investissement, attractivité des marchés, etc.)

3.6.1 Capacités d'évolution des scieries du territoire

La scierie du Mélézin possède une importante marge d'amélioration qui nécessite toutefois des **investissements qu'elle n'est pas prête à consentir pour le moment**. Elle est en effet en recherche de stabilisation et d'équilibre financier dans l'état actuel de l'équipement et de ses ressources humaines. L'objectif est également de se remettre aux normes en matière environnementale (silo de stockage des sciures et bac de traitement des bois). A court-terme, la scierie ne semble pas en mesure d'investir. A moyen-terme, la scierie souhaite toutefois **développer et moderniser son équipement** (achat d'une raboteuse 4 faces plus performante) **et ses services** (proposition de produits standardisés). Des pistes d'optimisation du fonctionnement en l'état ont toutefois pu être identifiées :

- **L'utilisation accrue du séchoir**, pour une offre à plus haute valeur ajoutée, qui nécessite toutefois une augmentation du volume séché et donc vendu dans cette gamme ;
- **L'optimisation logistique et le classement des bois** sur parc, pour un gain de temps, d'espace, et de visibilité pour l'organisation des commandes et les clients ;
- La **meilleure valorisation des coproduits** de scierie en trouvant de nouveaux débouchés ;
- Un **effort de démarchage commercial** afin d'identifier des débouchés et clients potentiels ;
- **Formations** à l'amélioration de la qualité des sciages, à la modernisation des équipements, ou à la meilleure gestion de l'existant.

La scierie du Haut-Verdon souhaite également renouveler son équipement, et se développe par association avec une entreprise de fabrication de charpente (le fils de Serge JOURDAN) afin de proposer des services plus aboutis à ses clients. La scierie ne souhaite toutefois pas se développer sur de nouveaux marchés, ni s'agrandir, la stratégie étant axée sur l'indépendance de son gérant.

La scierie Paglia ne semble pas souhaiter développer son activité de sciage, son activité principale étant axée sur la vente de bois de chauffage et de pellets.

3.6.2 Capacités de substitution des produits du territoire aux produits en concurrence

Secteur de l'emballage-caisserie

Le secteur de l'emballage-caisserie permet une meilleure valorisation du BO du territoire en comparaison du BIBE (bois d'industrie, bois énergie), avec des exigences relativement faibles permettant de valoriser les bois de moins bonne qualité et de plus

petite longueur. Ce secteur ne nécessite pas beaucoup de maillons (exploitation, sciage puis assemblage), tous présents sur le territoire. Les produits BO du territoire pourraient donc se substituer aux produits importés, à condition d'être produits dans les dimensions et délais satisfaisants, à des prix compétitifs. Le marché est toutefois versatile et subit de plein fouet la crise des bois scolytés.

Plusieurs scieries de la région produisent de la palette (sciage et assemblage) : parmi celles identifiées lors des enquêtes, on peut citer Gandelli (05) et Jauffret (83), qui disposent déjà de leur filière d'approvisionnement. Comme le montre le stock d'inventus au niveau de la scierie du Mélézin, la production seule de sciages à destination de la palette nécessite de **travailler en amont avec les unités d'assemblage** (comme les établissements Isnard) pour déterminer les sections à produire et vérifier que le prix final est compétitif. Si la scierie souhaite développer ce débouché, il sera donc nécessaire de se rapprocher des unités d'assemblage dans et autour du territoire, et travailler sur les sections et prix des produits.

A savoir toutefois qu'un projet d'installation d'une scie Canter²³ par l'entreprise BAYLE (05), d'une capacité annuelle de 20 000 m³ pourrait venir modifier les conditions de marché dans ce secteur. Le projet est toujours à l'étude et a fait l'objet d'une demande de financement dans le cadre de la convention CIMA.

Secteur de la construction

Pour une utilisation dans la construction ou la menuiserie, les produits bois nécessitent d'être **traités** (pour les pins) **séchés** et **rabotés**. Certaines entreprises de construction sont équipées pour effectuer des opérations de 2^{de} transformation (raboteuse, petits séchoirs), mais la proposition de ce service par la scierie du Mélézin est un critère de choix permettant d'augmenter la valeur ajoutée. A ce jour, et selon la demande, la scierie du Mélézin fait réaliser l'usinage par un menuisier (Mr ROUX). De nombreuses entreprises déplorent la mauvaise qualité des sciages et du séchage des scieries locales, et s'orientent généralement vers les distributeurs pour trouver des bois séchés et rabotés, apparents ou utilisables en menuiserie. Il est donc nécessaire pour la scierie du Mélézin de développer ces services. Pour remédier à la mauvaise réputation des sciages locaux, une aide pourrait être apportée à la scierie du Mélézin afin d'évaluer ses **besoins en formation** et **optimiser ses activités de transformation** en combinant l'action avec un **effort de démarchage commercial**. Dans un second temps, et lorsque l'entreprise sera à nouveau en mesure d'investir, la modernisation de l'équipement pourra être poursuivie, avec, en priorité pour la scierie du Mélézin, l'acquisition d'une nouvelle raboteuse 4 faces performante estimée à 40 000€ HT.

Toutefois, la **tendance à la hausse pour la consommation des produits bois massifs aboutés et reconstitués** pousse à chercher des débouchés dans cette voie-là, les trois essences d'intérêt étant aptes au collage. Il n'existe actuellement pas d'unité de collage dans le secteur, mais un projet d'installation d'une unité de collage dans les Hautes-Alpes, lauréat d'un Appel à Manifestation d'Intérêt (AMI) du Ministère de l'Agriculture et de l'Alimentation (MAA)²⁴ est actuellement à l'étude. Le projet, porté par quatre entreprises et soutenu par FIBOIS SUD, consisterait à transformer 7 000 à 10 000 m³ de pins, sapins et mélèzes pour produire des bois massifs aboutés, contrecollés et du carrelot de mélèze (pour une utilisation en menuiserie), 100% Bois des Alpes. Il n'est toutefois pas encore opérationnel et ne peut constituer un débouché à court-terme pour les bois locaux. Par ailleurs, l'organisation du projet laisse peu de place à l'approvisionnement externe de bois. Le seul lamelliste de la région, situé à Vitrolles (13) est néanmoins engagé avec Fibois SUD dans le cadre du projet Pins afin de réaliser des tests sur les pins régionaux et leur aptitude au collage. Les résultats obtenus par ce projet pourront être capitalisés et utilisés afin de mieux orienter le projet alpin.

²³ Le sciage canter, qui a connu de nombreuses évolutions depuis les dernières décennies, est un sciage à grande vitesse pour les résineux, qui nécessite un lourd investissement mais dont les performances en matière de productivité constituent un atout majeur pour maintenir et développer la compétitivité d'une entreprise. Le canter est un outil qui permet de valoriser des résineux de petits diamètres, voire courbes.

²⁴ Pour plus d'informations à ce sujet : <https://agriculture.gouv.fr/les-laureats-de-lappel-manifestation-dinteret-pour-laccompagnement-de-projets-territoriaux-au>

4 Description de la demande

4.1 Attentes des marchés

4.1.1 Les marchés du bois-énergie et bois d'industrie : débouchés pour les bois de moindre qualité

Les marchés du bois-énergie et de la trituration sont des marchés peu exigeants en matière de qualité des bois. Ils représentent le principal débouché actuel des bois du territoire.

Le marché du bois-énergie peut être décomposé en deux marchés distincts :

- Les chaufferies collectives bois et réseaux de chaleur qui nécessitent du combustible de qualité (produits et plaquettes séchés et calibrés) et des services (livraison, fourniture, communication) plus développés ;
- Les centrales biomasse : moins exigeantes en termes de qualité du combustible, elles peuvent intégrer davantage de bois déchets dans leurs approvisionnements.

Pour répondre au besoin des chaufferies, la Mission régionale bois-énergie (MRBE) a développé et promu la **Charte qualité bois déchetés (CQBD)**. La CQBD traduit l'engagement volontaire des acteurs de la fourniture de bois-énergie sur la qualité de leur produit et de leur service, selon un cahier des charges précis. Dans le Département, 4 entreprises sont engagées dans le processus : il s'agit de BAYLE, ENERGIE BOIS TERRITOIRE, SARL ISOARD FRERES et TRAVAUX ET ENVIRONNEMENT²⁵.

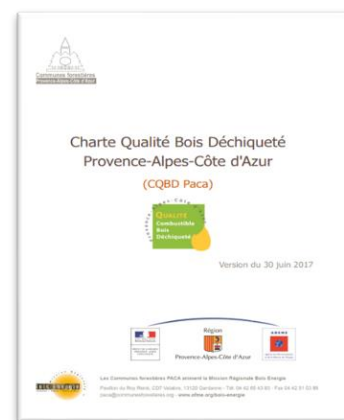


Figure 26 : présentation de la CQBD

Les chaufferies financées par l'ADEME, les centrales biomasse, et l'usine de Tarascon exigent qu'une partie de leur approvisionnement soit **certifié PEFC**. L'usine de Tarascon, qui est actuellement en train de réviser sa stratégie d'approvisionnement, prévoit aussi d'augmenter sa demande en bois **certifiés FSC**²⁶.

4.1.2 Le marché de l'emballage bois : un marché peu exigeant mais versatile, fortement impacté par la crise des bois scolytés

Sauf cahiers des charges spécifiques, contraintes normatives ou législatives particulières, la plupart des essences de bois peuvent être utilisées dans le secteur de l'emballage. A l'échelle nationale, les principales essences utilisées pour la fabrication des palettes, caisses-palettes et caisses sont le peuplier, le pin maritime, le pin sylvestre, le sapin, l'épicéa et le douglas. Les critères de choix des essences reposent principalement sur leur densité et leur résistance mécanique, leur qualité, leur facilité de mise en œuvre dans les opérations de 1^{ère} transformation (sciage, tranchage et déroulage) et leur valeur marchande. En effet, la matière première constitue la part essentielle du prix de revient de l'emballage. Pour les palettes de type Europe par exemple, cela représente entre 70 et 80% du prix (MONCEL et CHANRION 2004). Le secteur est également un gros consommateur de matériaux dérivés du bois (panneaux de fibres, OSB, contreplaqués, bois moulés, etc.).

Les emballages à destination du marché européen doivent répondre, depuis 2002, à la Norme internationale pour les mesures phytosanitaires NIMP15 qui vise à éviter la dissémination des nuisibles via les emballages de bois bruts. Cette norme accepte deux types de traitement : le traitement par fumigation au bromure de méthyl ou le chauffage à cœur, à une température de 56°C pendant 30 minutes, et qui nécessite donc un

²⁵ www.bois-energie.ofme.org

²⁶ Source : communication personnelle de Thomas PETREAULT, Responsable d'approvisionnement de Fibre Excellence

équipement supplémentaire. Les emballages palettes de manutention qui ne sont pas à destination du marché européen n'ont pas obligation d'être traitées.

Le marché est en concurrence avec de nombreux matériaux (plastique, carton, etc.) mais se maintient. Les entreprises de l'emballage doivent souvent développer des services de logistique, de service et de production à bas coûts afin de se démarquer.

Sur le territoire, le marché, assuré essentiellement vers l'Italie, est en baisse, mais constitue pourtant une voie de valorisation essentielle pour les bois de qualité intermédiaire, avec une plus forte valeur ajoutée que sur le BE et BI.

4.1.3 Les marchés de la construction bois : en pleine évolution

Une synthèse des attentes des marchés concernant les bois selon leur usage est présentée au Tableau 26. A noter que pour tous les usages du bois, les chantiers imposent des délais qui demandent une grande **réactivité** de la part des scieries.

Tableau 26 : attentes des marchés de la construction bois

Usage	Attentes des marchés
Structure	Bois résistants et légers, disponibles en quantité importante et à proximité (limiter les coûts de transport) : bois séchés bruts, rabotés, aboutés (BMA) ou collés (BMR, BLC). Les Bois reconstitués sont utilisés pour les pièces de grandes dimensions, leurs qualités esthétiques et mécaniques. Toutes essences résineuses et quelques feuillus.
Enveloppe	Lames de bardage et tasseaux naturellement durables (douglas, mélèze, châtaignier, chêne) ou traités (pins) par haute température ou imprégnation.
Revêtement intérieur	Parquets, lambris, etc. : bois stables au grain serré, facile à usiner, apte à recevoir des finitions et aux qualités esthétiques dépendantes des sensibilités de chacun.
Agencement-menuiserie	Grand choix de produits bruts ou élaborés, bois secs.
Aménagement extérieur	Platelages, mobilier de jardin, etc. Soumis aux intempéries les bois doivent être durables et de bonne stabilité. Feuillus (chêne, châtaignier) et mélèze, pins et douglas traités.










Quel que soit l'usage, le matériaux bois est en concurrence avec d'autres matériaux souvent moins coûteux. Le **prix** est donc un élément important dans le secteur de la construction en général et plus spécifiquement dans le secteur de la construction bois. Les écarts de prix peuvent toutefois être limités en travaillant en amont sur la conception des projets.

D'une manière générale, on observe une augmentation de la demande en bois technique, au détriment du bois massif, qui se positionne davantage sur des marchés de niche (voir aussi Titre 4.2.3).

On observe une demande encore timide en bois de provenance locale de la part des particuliers, mais en évolution. Le prix du bois certifié est encore prohibitif pour les particuliers. A ce jour, **ce sont donc les marchés publics qui sont les plus susceptibles de tirer la demande en bois local dans le secteur de la construction**. Cette demande peut être satisfaite en s'appuyant sur la certification Bois des Alpes qui permet la traçabilité des bois.

4.2 Tendances des marchés (perspectives, circuits courts, etc.)

La valorisation du bois sous ses différentes formes (massif, chimie, fibre, énergie) présente de nombreux avantages dans la transition et l'émergence de nouvelles économies biosourcées. Le Schéma Régional Biomasse (SRB) prévoit une hausse générale de la demande en biomasse à l'échelle régionale (Figure 27). A long-terme, si la demande en bois-énergie devrait diminuer, la demande dans le secteur de la construction et de la chimie devrait se maintenir voire augmenter. En ce sens, la contribution du territoire à l'accroissement de la récolte régionale (horizon 10 ans), est estimée à 10 000 m³ supplémentaires en forêt publique, et 20 000 m³/an en forêt privée (PRFB 2019).

Chaîne de valeur	Dynamique de croissance	2023	2030	2050
Combustion	Croissance molle chaufferies facteur rupture CT / centrales			
Méthanisation	Accélération rapide de la croissance rapide à MT			
Construction	Croissance potentielle mais faible part			
Biocarburants 2G	Croissance rapide			
Chimie	Croissance lointaine (et localisée)			




 Croissance rapide
  Croissance modérée /
progressive
  Stagnation

Figure 27 : dynamiques d'évolution des besoins en biomasse estimées en PACA

(Sources : BLEZAT Consulting, ICARE & Consult, et Agence MTDA 2019)

L'utilisation en bois d'œuvre permet d'allonger le cycle de vie du carbone et représente un atout certain dans la réduction de l'empreinte carbone et l'amélioration de l'efficacité énergétique des bâtiments. En tant que ressource renouvelable, le bois présente également un intérêt dans la substitution à des énergies ou matériaux issus de sources non renouvelables. Les cadres politiques, réglementaires et stratégiques nationaux, qui évoluent justement en ce sens, offrent de belles perspectives de développement pour les marchés des produits bois. Aussi, la Région affiche clairement la volonté de **promouvoir le bois dans la construction et de mieux valoriser les bois locaux** (PRFB 2019), la **valorisation en bois d'œuvre devant être privilégiée**. Le bois d'œuvre pouvant être valorisé dans le secteur de l'emballage-caisserie, de la construction bois, de l'ameublement et de l'art et de la décoration, une analyse des tendances pour chacun de ces segments est proposée ci-après. D'une manière plus générale, ce qui s'observe à l'échelle du territoire, c'est une **hausse de la demande en produits à haute valeur ajoutée et à très faible valeur ajoutée (secteur du bois-énergie et de la trituration), au détriment des débouchés intermédiaires** tels que la palettes, l'emballage industriel, les lames de terrasse, les lames de volets, etc. Ce sont pourtant des débouchés qui permettraient de valoriser davantage les bois du territoire, notamment les qualités intermédiaires, avec une meilleure valeur ajoutée que dans les secteurs du BE et BI.

4.2.1 Tendances dans le secteur du bois-énergie et du bois d'industrie

Les secteurs du bois-énergie et de la trituration permettent de valoriser des bois de qualité moindre et représente le principal débouché pour les bois du territoire actuellement. Si les bois sont très faiblement valorisés, ces secteurs permettent toutefois de maintenir une dynamique de mobilisation et de sylviculture des peuplements et sont donc à ne pas négliger. Les acteurs de la valorisation des bois dans ces secteurs exigent bien souvent la certification PEFC (centrales biomasses et chaufferies financées par l'ADEME) voire FSC (Tarascon). Afin de sécuriser ces débouchés, il serait donc souhaitable de **promouvoir ces deux systèmes de certification et développer les surfaces certifiées**. La certification permet par ailleurs de mieux valoriser les produits (prix parfois, sinon sécurisation des marchés exigeants). Elle contribue également à améliorer l'acceptabilité sociale des coupes et travaux en forêt.

Pour développer la demande, il est nécessaire de poursuivre les efforts de **sensibilisation des publics et particuliers à l'utilisation du bois-énergie**. Les Communes forestières, qui coordonnent la Mission régionale bois-énergie (MRBE) jouent un rôle central dans ce domaine.

4.2.2 Tendances dans le secteur de l'emballage bois

Le secteur de l'emballage bois consomme près de 30% des sciages français. C'est un secteur relativement stable, fortement dépendant des industries clientes (industries agroalimentaires, producteurs, industriels, etc.) mais très versatile. Le secteur est peu exigeant en termes de qualité des bois, et ne requiert généralement pas de certification. Aujourd'hui et pour les années à venir, le secteur est fortement impacté par la crise des bois scolytés. En effet, les prédictions concernant cette crise ne se font actuellement qu'à dire d'expert, ce sont les conditions climatiques qui détermineront l'intensité des attaques, et « les experts sont unanimes quant aux risques de pullulation des scolytes dans les années à venir »²⁷.

4.2.3 Tendances dans le secteur de la construction bois

A l'échelle nationale

L'étude financée par l'ADEME, le CODIFAB, et France Bois Forêt dans le cadre de l'observatoire national de la construction bois, et publiée en 2019 analyse les tendances à l'échelle nationale de la demande finale en bois dans les systèmes constructifs. Selon cette étude, il apparaît que **l'utilisation du bois dans les systèmes constructifs est en hausse et renoue avec la croissance après la crise du bâtiment de 2016**. On note que la construction bois totalise en 2018 1,9 milliard d'euros de chiffre d'affaire et que « la construction en bois de logements collectifs a augmenté de 19,4% et l'activité d'extensions-surélévations de 9,1% », la croissance en nombre dans le secteur de la maison individuelle est de 20% dans le secteur diffus et 49% dans le secteur groupé (CODIFAB et France Bois Forêt 2019). En termes de parts de marché, « la construction bois dans le marché du logement (maisons individuelles secteur diffus et groupé, logements collectifs) s'établit à 6,3 % pour l'année 2018 contre 5,9 % en 2016, le nombre de réalisations en bois évoluant sur un rythme quasi-similaire au reste du secteur du Bâtiment. La région SUD-PACA affiche néanmoins un taux nettement inférieur aux autres régions françaises (Figure 28).

²⁷<https://www.onf.fr/+2e0::epidemie-de-scolytes-les-forestiers-de-lonf-sur-le-front.html> ;
<https://agriculture.gouv.fr/crise-scolyte-sur-epiceas-bilan-fin-2019>

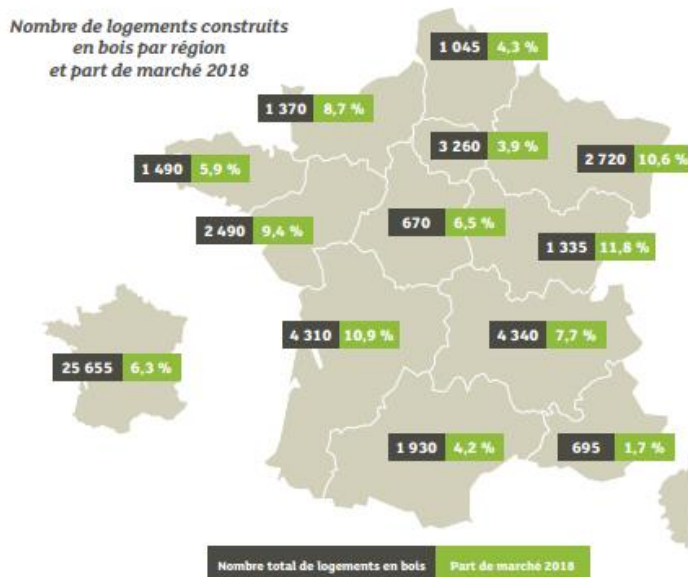


Figure 28 : nombre de logements construits en bois par région et part de marché en 2018

(Source : CODIFAB et France Bois Forêt 2019)

A l'échelle régionale

Pour les 106 entreprises concernées, le chiffre d'affaire lié à la construction bois s'élève à 47 millions d'euros soit 41% du chiffre d'affaires total des entreprises présentes sur le marché de la construction bois (France Bois Régions et Cellule économique de Bretagne 2020)²⁸. Plus de la moitié des entreprises ont leur clientèle située dans le même département. Selon cette même étude, l'**ossature bois** reste le système constructif le plus utilisé dans le secteur (83%), suivie du système **poteau-poutre** (12%) (Figure 29). L'ossature bois reste en effet le système constructif le moins cher. Le bois mis en œuvre provient à 50% de scieries françaises en direct, à 46% de réseaux de négoce, à 3% de scieries étrangères et seulement 1% de coopératives. Les chantiers sont majoritairement de petite envergure, avec seulement 9% des entreprises ayant mis en œuvre des chantiers supérieurs à 500 000€ HT et 6% des chantiers supérieurs à 800 000€ HT.

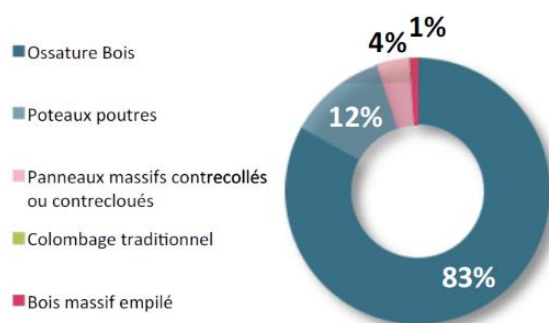


Figure 29 : part des systèmes constructifs utilisés en région PACA-Corse en 2018

Evolution de la demande en produits bois

L'étude prospective du BIPE (2019) analyse l'évolution des parts de marché des produits bois dans le secteur de la construction. Si l'on se fie aux résultats obtenus, la demande en charpente massive, la charpente en Bois lamellé-collé (BLC) dans le secteur des bâtiments non résidentiels, et la demande en parquets bois et stratifiés, ainsi que des escaliers bois dans le logement collectif sont en hausse.

²⁸Le CA total correspond à l'activité globale des entreprises qui recouvre l'activité liée au bois (construction, charpente, menuiserie, bardage...) et d'autres activités ne concernant pas spécifiquement le bois (couverture, zinguerie, ...).

Tableau 27 : évolution des parts de marché selon les produits bois à l'échelle nationale

Catégorie	Produit	Evolution des parts de marché	Secteur concerné
Eléments de structure	Planchers bois	↘	Tous
	Charpentes traditionnelles	→	Maisons individuelles groupées et isolées
	Charpentes industrielles	→	Maisons individuelles groupées et isolées
	Charpente massive	↗	Commerces, bâtiments de sport, de loisirs et bâtiments agricoles
	Charpente en BLC	↗	Bâtiments non résidentiels : bâtiments industriels et entrepôts de stockage
Aménagement d'intérieur	Parquets bois et stratifiés	↗	Logement collectif et habitat groupé, bâtiments non résidentiels : bureaux et établissements de santé
	Escaliers	↗	Logement collectif
Aménagement extérieur	Fenêtres	↘	Logement individuel (stable dans le collectif)
	Bardages et revêtements de façade en bois	↘	Tous secteurs, particulièrement dans les maisons individuelles groupées

(Source : ADEME et al. 2019)

L'enquête analyse également l'évolution des opportunités et des contraintes concernant les innovations de produits. Les « **panneaux massifs structuraux** », notamment le bois lamellé croisé (*cross laminated timber* - CLT en anglais), devraient bénéficier dans les dix prochaines années de nombreux facteurs de développement. En effet, ces produits bénéficient d'une image de robustesse et esthétique, et bénéficient du développement des projets d'immeubles de grande et moyenne hauteur en bois. Ces innovations sont aussi portées par les tendances architecturales et l'offre qui se développe en France. Elles sont toutefois freinées par le manque de compétences dans les services de gestion (poseurs notamment) et la nécessité de structurer la filière qui se développe à grande vitesse. De même, les **planchers préfabriqués** devraient se développer. Dans le secteur de la construction, l'usage des matériaux biosourcés tels que la laine de bois en tant qu'isolant, devrait se développer.

L'enquête nationale de la construction bois laisse aussi entrevoir une **augmentation de la demande en bois français et locaux**, avec 39% des clients des entreprises qui leur demandent du bois français.

Dans le secteur de l'aménagement d'intérieur, les préoccupations environnementales et l'engouement pour les produits naturels, traduites dans les tendances architecturales, devraient développer la demande en **parements peu émissifs, techniques, décoratifs** et en **escaliers innovants**. Pour les **parquets** et stratifiés la part du bois passerait de 16 à 20% en logement collectif à l'horizon 2035 et pour les stratifiés en bâtiments tertiaire, la part de marché passerait de 0 à 15%.

Concernant l'aménagement extérieur, un doublement des parts de marchés est attendu dans le secteur des **fenêtres**, portées par la transition énergétique et le design, dans les segments des maisons individuelles, collectives et du tertiaire. Les **revêtements de façade et bardages bois** devraient également voir leurs parts de marché augmenter, avec le développement d'innovations de type « vieillissement d'aspect ».

Tendances à l'échelle du territoire de la CCAPV

Les enquêtes réalisées auprès des entreprises de la construction qui interviennent sur le territoire ont permis de confirmer plusieurs tendances :

- Le choix du bois dans le secteur de la construction est freiné par le **manque de culture forestière** dans le Sud du territoire (Moyen-Verdon) ;
- Le prix des matériaux (avant sa provenance) est déterminant pour les particuliers ;
- La **demande en bois local est tirée par la commande publique** et reste faible chez les particuliers ;
- La **demande est de plus en plus orientée vers des bois techniques type BLC, BMR, etc.**, au détriment du bois massif ;
- La demande publique commence à **contraindre l'utilisation des bois traités** ;
- Les essences locales sont remplacées par d'**autres essences** (douglas, sapin-épicéa, etc.) ;
- Une **légère augmentation de la demande en lames de parquet et terrasse bois** s'observe.

Facteurs de compétitivité pouvant influencer la demande

Selon l'étude prospective réalisée le BIPE et le FCBA (ADEME et al. 2019), plusieurs facteurs pourraient agir sur la compétitivité des technologies bois et le développement d'innovations dans la construction bois :

- Les **effets de mode** ;
- Les **tendances architecturales** ;
- La **pression sociétale en faveur de produits à faible impact environnemental** et compétitifs (on note par exemple une forte demande sur les produits d'isolation thermique et acoustique) ;
- Les **nouvelles formes d'organisation de la filière** qui pourraient accélérer le déploiement de **produits** (éléments préfabriqués par exemple) ou de **solutions** (exemple du regroupement d'entreprises qui permet d'augmenter la compétitivité) ;
- Le **développement et la promotion des filières françaises et locales** qui pourrait diminuer la concurrence internationale ;
- La **formation des agents à tous les niveaux de production** pour la mise en œuvre du bois dans la construction.

Perspectives de développement de la demande à l'échelle régionale

A l'échelle du territoire et à proximité immédiate, plusieurs projets en cours peuvent représenter des opportunités pour la valorisation des bois. Il s'agit :

- Du **projet Alpes Bois Collage**, porté par quatre entreprises associées (La Quéracienne du bois, la scierie Mostachetti, AMC et la Menuiserie de La Tour) à Embrun (05), encore à l'étude, qui prévoit de développer la production de bois massifs aboutés, contrecollés en pins et de carrelots de Mélèze en Bois des Alpes. Si l'approvisionnement en bois (entre 7 000 et 10 000 m³/an) prévoit déjà des clients spécifiques, la scierie du Mélézin pourrait y trouver quelques marchés.
- Du **projet « Pins » des Communes forestières et de Fibois SUD**, dont la CCAPV est partenaire, qui vise à développer la valoriser des pins régionaux dans le secteur de la construction.

Aussi, plusieurs initiatives en cours devraient permettre de susciter la demande en bois dans le secteur de la construction essentiellement : il s'agit du rôle des Communes forestières d'accompagnement des communes et maîtres d'ouvrage publiques et du travail auprès des prescripteurs, assuré par Fibois SUD.

4.2.4 Evolution des cadres politiques stratégiques et normatifs

Des évolutions positives en matière de structuration de la filière à l'échelle nationale mais encore insuffisantes

Le cadre institutionnel de la filière a connu des évolutions importantes introduites dans le volet forestier de la loi n° 2014-1170 du 13 octobre 2014 d'avenir pour l'agriculture, l'alimentation et la forêt (LAAF). Cette loi a engendré l'élaboration d'un Programme national de la forêt et du bois (PNFB 2016-2026) valable pour 10 ans et ses déclinaisons régionales, les Programmes régionaux de la forêt et du bois (PRFB), conjointement élaborés par l'État et les régions. La loi a également consolidé le rôle du Conseil supérieur de la forêt et du bois (CSFB) et des Commissions régionales de la forêt et du bois (CRFB). Dans le même temps, un Comité stratégique de la filière bois (CSF Bois) a été établi. Depuis, deux contrats stratégiques de filière se sont succédé (2014-2017 puis 2018-2022). Au regard des multiples enjeux qui concernent les espaces forestiers, l'État a matérialisé l'objectif d'une relance de la filière forêt bois en publiant un plan interministériel d'action pour la forêt fin 2018²⁹.

Le récent rapport de la Cour des comptes (2020) pointe toujours du doigt la « crise structurelle, entretenue par un sous-investissement chronique et une compétitivité insuffisante » à laquelle la filière fait face, ainsi que des efforts de structuration de la filière en progrès mais insuffisants, et une politique publique qui ne contribue pas suffisamment à structurer la filière. En effet, la politique en matière de filière forêt et bois croise plusieurs politiques sectorielles (Figure 30) :

- La politique forestière et de développement de la filière confiée au Ministère de l'agriculture et de l'alimentation (MAA) ;
- Les politiques de l'énergie, de lutte contre le réchauffement climatique et en faveur de la biodiversité, confiée au Ministère de la transition écologique (MTE) ;
- Les politiques du logement confiées au Ministère de la cohésion des territoires ;
- La politique industrielle, confiée au ministère chargé de l'économie.

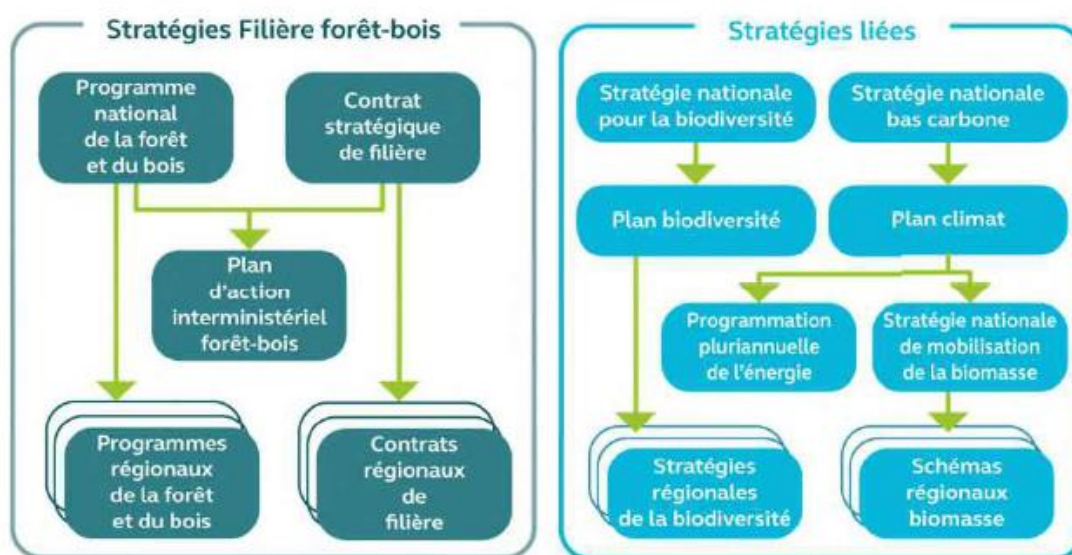


Figure 30 : plans et stratégies spécifiques à la filière ou qui lui sont liées

(Source : Cour des comptes, 2020)

Au sein des services déconcentrés, la Commission régionale de la forêt et du bois (CRFB) assure la coordination des services de l'Etat et est chargée d'élaborer les 2 documents cadres régionaux : le PRFB et le Contrat de filière régional. En effet, les évolutions récentes des régions en ont fait un acteur et financeur

²⁹ Plan d'action disponible sur le site www.agriculture.gouv.fr

incontournable de la filière (gestionnaires et co-financeurs de fonds structurels européens et actions en financement propre), et les évolutions institutionnelles récentes vont encore renforcer leur rôle. Or au niveau national, les actions financées par les régions se concentrent essentiellement sur l'animation, la formation et l'appui aux organismes de la filière (26%), les scieries (25%) et le développement économique de l'aval (17%)(Cour des comptes 2020).

Dans son rapport, la Cour des comptes a émis des recommandations, qui prévoient, entre autres, une structuration accrue de la filière au moyen du soutien au développement des industries de transformation du bois et la promotion d'une politique de filière plus cohérente, au plus près des territoires et à l'écoute des citoyens.

Les politiques forestières régionales : le Programme régional de la forêt et du bois (PRFB) et le Schéma régional biomasse (SRB)

Le PRFB, élaboré par la Commission régionale de la forêt et du bois (CRFB) traduit clairement l'objectif du développement du bois dans la construction : on peut lire que « Si le développement actuel du bois énergie et le développement rapide espéré de nouveaux usages industriels (chimie biosourcée notamment) ouvrent de nouvelles perspectives pour la filière forêt bois dans notre région, **la valorisation en bois d'œuvre, et surtout en bois de construction** (charpente, ossature bois,...) reste aujourd'hui la valorisation la plus vertueuse, en termes économique, social et environnemental, aussi doit-elle être privilégiée ». Le PRFB prévoit le soutien à de nombreuses actions organisées en 6 orientations stratégiques :

- Orientation 1 : faire évoluer la gestion forestière dans un contexte de changement climatique ;
- Orientation 2 : assurer un approvisionnement durable de la filière forêt bois ;
- Orientation 3 : structurer, conforter et dynamiser la filière forêt bois ;
- Orientation 4 : préserver les écosystèmes forestiers et les paysages ;
- Orientation 5 : valoriser les multiples services rendus par la forêt ;
- Orientation 6 : réconcilier la société avec la gestion forestière.

Parmi les fiche-action du PRFB, plusieurs constituent des leviers pour la CCAPV et le développement de la filière de transformation BO locale (Tableau 28). Bien évidemment, l'ensemble des autres actions contribuent également au développement de la filière.

Tableau 28 : fiches-action PRFB pouvant constituer un levier pour le développement de la filière

Orientations PRFB	Actions	Acteurs impliqués	Source de financement
Orientations 2 : assurer un approvisionnement durable de la filière forêt bois	<ul style="list-style-type: none"> - Action 2.1 : améliorer l'accès à la ressource - Action 2.2 : moderniser les entreprises et le matériel d'exploitation forestière - Action 2.3 : encourager et soutenir la contractualisation, la massification de l'offre et le tri des bois - Action 2.4 : développer la certification et la traçabilité des bois 	<ul style="list-style-type: none"> - Etat et collectivités territoriales, parcs naturels régionaux, propriétaires publics et privés, syndicats de propriétaires, coopérative, SEFSAM - Exploitants forestiers et ETF, SEFSAM, interprofession, Région, Etat, ONF, ... - Propriétaires forestiers, ONF, CNPF, GFP, acteurs de l'amont, tout porteur de stratégie locale - Association PEFC, Bois des Alpes et ensemble des acteurs 	Fonds propres des organismes dans le cadre de leurs missions, fonds publics d'Etat et collectivités, fonds européens (intégration au PDR)
Orientations 3 : structurer, conforter	<ul style="list-style-type: none"> - Action 3.1 : conforter l'interprofession et la 	Etat, Région, collectivités, adhérents de FIBOIS SUD,	- Autofinancement FIBOIS, fonds

Orientation PRFB	Actions	Acteurs impliqués	Source de financement
et dynamiser la filière forêt bois	<ul style="list-style-type: none"> structuration de la filière - Action 3.2 : moderniser la 1ère transformation des bois et relancer l'installation de scieries sur le territoire régional - Action 3.3 : soutenir et accompagner la modernisation de la 2ème transformation - Action 3.4 : promouvoir l'utilisation du bois dans la construction et développer les marchés - Action 3.7 : engager l'ensemble la filière dans une démarche d'innovation 	FIBOIS SUD, organisation professionnelle du bâtiment, Envirobat BDM, ordre des architectes, Bois des Alpes, PEFC, parcs naturels, comité du massif alpin, ADEME, BPI, établissements bancaires privés, propriétaires et gestionnaires, syndicats professionnels (SEFSAM, FRB), ONF, Cofor, centres techniques, universités, organismes de formation	<ul style="list-style-type: none"> publics d'Etat et collectivités, CVO, fonds privés et associatifs - AMI, prêts et garanties de prêt, budget des collectivités, Etat, Europe (CIMA et POIA notamment)

Les politiques contractuelles dans lesquelles la CCAPV est engagée : le dispositif LEADER du GAL Grand Verdon, la Convention interrégionale du massif des Alpes (CIMA) et le Programme opérationnel interrégional des Alpes (POIA)

La CIMA (2015-2020) s'inscrit dans une approche interrégionale qui détermine des orientations à l'échelle du massif des Alpes dans tous les secteurs d'activité à spécificité « montagne » (tourisme, services, agriculture, pastoralisme, forêt, transition énergétique). Elle se décline autour de deux dispositifs : Espaces valléens et hors Espaces valléens. Au bénéfice des collectivités, la CIMA fait intervenir plusieurs partenaires : Etat, Régions PACA et AURA, agence de l'eau Rhône-Méditerranée-Corse et Agence de l'environnement et de la maîtrise de l'énergie. La CIMA permet d'aborder de nombreuses thématiques et est organisée en 4 axes :

- Axe 1 : Améliorer l'attractivité des territoires du massif par une amélioration de l'offre de services aux populations et aux entreprises ;
- Axe 2 : Accompagner la valorisation économique des ressources naturelles, culturelles et patrimoniales et des compétences reconnues dans les massifs ;
- Axe 3 : Accompagner l'adaptation au changement climatique ;
- Axe 4 : Développer la coopération nationale inter-massifs et la coopération territoriale européenne et internationale entre régions de montagne.

Le POIA (2014-2020), adopté en décembre 2014 par la Commission européenne, cible 3 axes prioritaires :

- Axe prioritaire 1 : Protéger et valoriser les ressources alpines pour un développement durable des territoires de Montagne ;
- Axe prioritaire 2 : Structurer et consolider la filière alpine de la transformation du bois pour la construction ;
- Axe prioritaire 3 : Développer la résilience des territoires et des populations face aux risques naturels.

Parmi les nombreuses actions de soutien et de développement de la filière réalisées sur la programmation 2015-2022, on peut notamment citer la certification Bois des Alpes, dont l'objectif est de promouvoir l'utilisation de la ressource locale dans la construction bois, en redonnant ses lettres de noblesses aux bois alpins et de développer le savoir-faire des entreprises tout en répondant aux attentes des acteurs de l'aval, certification qui doit encore être mieux valorisée à l'échelle régionale aussi hors massif alpin.

Enfin, le dispositif LEADER (2014-2020), mis en œuvre au travers du GAL Grand Verdon à l'échelle du territoire, prévoit un soutien au développement des économies vertes, dont le développement de filières d'éco-matériaux et la valorisation des bois (hors bois énergie).

Ces dispositifs sont toutefois en fin de programmation puisque tous arrivent à échéance en 2020.

Evolution du cadre normatif pour la construction bois

Les évolutions normatives et réglementaires récentes sont globalement favorables à l'utilisation du bois dans la construction. La loi n° 2015-992 du 17 août 2015 relative à la transition énergétique pour la croissance verte a confirmé l'intérêt d'utiliser des matériaux biosourcés, dont le bois, dans le secteur du bâtiment. L'article 5 précise notamment que « l'utilisation des matériaux biosourcés concourt significativement au stockage de carbone atmosphérique et à la préservation des ressources naturelles » et « qu'elle est encouragée par les pouvoirs publics lors de la construction ou de la rénovation des bâtiments ». Aussi, la loi n° 2018-1021 du 23 novembre 2018 portant évolution du logement, de l'aménagement et du numérique prône l'utilisation des matériaux biosourcés dans la construction.

L'action coordonnée de nombreux acteurs de la filière, notamment au travers des Plans bois et Plans pour la nouvelle France industrielle ont permis de lever certains freins à l'utilisation du bois dans la construction. En effet, la construction bois est cadrée par les Documents techniques unifiés (DTU) qui englobent une multitude de normes et techniques à respecter et qu'il a fallu développer³⁰. Ainsi, pour une construction bois, on compte les DTU suivants :

- DTU 31 : Construction en bois
- DTU 36 : Menuiseries
- DTU 41 : Bardages
- DTU 51 : parquets
- DTU 57 : planchers surélevés

Les constructions bois doivent également répondre aux règles en matière d'isolation, d'accessibilité, de durabilité, de protection incendie, etc.

Si le cadre normatif est désormais plus favorable à l'utilisation du bois dans la construction, les constructions en bois doivent également répondre aussi aux règles des Plans locaux d'urbanisme (PLU) développés à l'échelle de chaque commune française. Or, sur le territoire de la CCAPV les enquêtes ont révélé que **certains PLU constituaient des freins à la mise en œuvre du bois dans la construction**, le territoire n'étant pas considéré partout en zone de montagne.

Ainsi, au regard de leur implication et du travail qu'ils apportent, il conviendrait d'impliquer l'Architecte des Bâtiments de France (ABF) et le Centre d'Architecture d'Urbanisme et d'Environnement (CAUE). Le CAUE joue en effet un rôle de conseil et l'ABF peut donner des avis sur les déclarations de travaux (pour les monuments historiques notamment).

Néanmoins, si l'emploi du bois dans la construction est favorisé, le bois local, lui, reste difficile à placer. En effet, l'exigence de mise en œuvre du bois local dans la commande publique doit s'appuyer sur des exigences techniques (caractéristiques des essences mises en œuvre) ou sur des certifications permettant d'assurer la provenance des bois (Bois des Alpes dans le cas présent). Il est donc nécessaire, à la fois de **sensibiliser, former les prescripteurs et les maîtres d'ouvrage publics**, et à la fois de **développer la traçabilité des bois locaux** en s'appuyant sur les systèmes de certification.

³⁰ Ces études ont abouti à la publication de nombreux référentiels techniques, dont le Catalogue Bois construction, disponible en ligne : <https://catalogue-bois-construction.fr/>

5 Description de l'offre et de la concurrence

5.1 Savoir-faire local

Le territoire compte trois scieries dont les services et produits proposés sont décrits au Titre 2.3.4 page 41. L'offre en produits transformés est limitée à des produits bois massifs, souvent verts, peu séchés et rabotés, non standardisés et produits dans les délais qui ne répondent pas toujours aux exigences des marchés et des particuliers. L'offre proposée est en concurrence directe avec des bois massifs en provenance de scieries industrielles étrangères, françaises et régionales, et d'autres produits bois dits « techniques ».

Les entreprises de la construction bois sont multiples : charpentiers, menuisiers et entreprises mixtes, à caractère majoritairement artisanal et familial. Ces entreprises disposent de savoir-faire en matière de construction mais certaines méconnaissent les caractéristiques et l'usage des essences locales (notamment les pins). Les systèmes constructifs mis en œuvre sur le territoire sont des systèmes faisant intervenir différents types de produits : bois massifs, BLC, BMA, BMR, etc.

Pour ce qui est du secteur de l'emballage, une seule entreprise, actuellement en difficulté, réalise de l'assemblage de palettes sur le territoire (Etablissements Isnard). La scierie du Mélézin, qui a produit un temps des bois standardisés pour l'utilisation dans ce secteur, n'a pas réussi à écouler son stock, le marché étant versatile et fortement concurrentiel.

5.2 Concurrence par segments et gammes

Secteur de l'emballage-caisserie

Le secteur de la palette souffre de la crise des bois scolytés qui a fait considérablement diminuer le prix du sapin et de l'épicéa. Les produits du territoire se retrouvent en concurrence directe avec des produits moins chers, produits de manière industrielle par des scieries du Centre et du Nord de la France et qui de plus bénéficient d'aides financières pour le transport. Dans le cas particulier des Etablissements Isnard, les produits du territoire sont en concurrence directe avec des **avivés en provenance de Biélorussie**, produits dans les sections standard qui intéressent l'entreprise Etablissement Isnard, dans des délais et à des prix compétitifs.

Les produits de la scierie du Mélézin se retrouvent également en **concurrence avec d'autres scieries régionales** qui, pour la plupart, font du bois de palettes, et qui ont intégré, pour certaines, l'activité d'assemblage de palettes (Gandelli et Jauffret notamment).

Selon les exploitants forestiers, le débouché italien pour les bois ronds du territoire (pour la fabrication de palette) et lui aussi en train de s'amenuiser.

Secteur de la construction

Le pin sylvestre est un bois moyennement dur qui est principalement utilisé en structure et en menuiserie. Son utilisation en extérieur nécessite un traitement qui peut être réalisé localement par la scierie du Mélézin. Le pin noir, bien que présentant des caractéristiques structurelles intéressantes, n'est quant à lui que très peu valorisé en construction (Tableau 29).

La durabilité naturelle du Mélèze lui procure une place de choix dans le secteur de la construction. Malgré les déformations liées à son séchage (aussi dépendant de son lieu de mise en œuvre), le Mélèze est positionné sur des marchés de niche. Il est en effet couramment valorisé en structure, bardage, aménagement d'extérieur, en menuiserie et en agencement.

Les produits du territoire se retrouvent toutefois en concurrence avec des produits en provenance de scieries du Centre de la France qui proposent des **bois séchés, triés et classés mécaniquement à un coût inférieur** aux prix pratiqués par les scieries locales³¹, et **disponibles dans des délais cohérents** avec les chantiers. Le mélèze se trouve aussi en concurrence avec d'autres essences : le mélèze de Sibérie, le douglas, etc. et produits, notamment les **bois techniques**, de plus en plus utilisés.

5.3 Effet des marques (Bois des Alpes)

Les enquêtes auprès des artisans montrent que **la demande des particuliers en matière de produits locaux certifiés est encore très faible**, bien que légèrement en hausse. Si la tendance va vers une augmentation de la demande en bois gérés de manière durable, locaux, valorisés en circuit-courts, le **prix des bois reste le critère de choix décisif pour les particuliers**. Le bois certifié Bois des Alpes est en effet en moyenne 90€/m³ plus cher que le non certifié. Certains artisans font néanmoins le choix personnel de proposer des produits exclusivement locaux, sans exiger obligatoirement une certification.

La **certification Bois des Alpes est néanmoins un levier important pour l'utilisation des bois locaux dans la commande publique**, qui peut exiger des caractéristiques techniques et de traçabilité. La scierie du Mélézin, certifiée, est en mesure de produire une offre Bois des Alpes. La demande publique demeure toutefois exigeante en ce qui concerne les prix et les délais de réalisation de chantier. Selon les Communes forestières, il est essentiel de **sensibiliser les maîtres d'ouvrage** publics à l'utilisation du bois dans la construction, à l'organisation de la filière locale et aux délais qu'elle impose. Le manque de culture forestière, plus prépondérant dans le Sud du territoire, peut constituer un frein à l'utilisation du bois dans la construction, notamment au travers des documents et règles d'urbanisme. Il est donc nécessaire de travailler avec les communes, les architectes et les bureaux d'études, afin de susciter la demande en bois dans la commande publique et créer le cadre propice à son utilisation. Plusieurs acteurs régionaux œuvrent en ce sens : les Communes forestières (sensibilisation des communes et maîtres d'ouvrage publics), Fibois SUD (niveau prescripteurs) et l'Association Bois des Alpes.

³¹ Témoignage de plusieurs entreprises enquêtées

6 Matrice décisionnelle

6.1 Dispositifs de promotion, de formation et d'incitation

Promotion de la filière bois locale

Il existe plusieurs dispositifs de promotion de la filière bois locale et des produits bois au niveau du territoire :

- La **Charte forestière de territoire**, point central de la promotion de la filière à l'échelle du territoire ;
- Les **certifications forestières** (FSC, PEFC) et Bois des Alpes, qui mettent chacune en œuvre des actions de communication et de promotion des produits et entreprises certifiées. L'Association Bois des Alpes travaille actuellement au développement d'un catalogue de l'offre en produits bois certifiés. Fibois SUD, en parallèle, développe un catalogue en produits bois régionaux.
- Les **sites internet des entreprises**, plus ou moins élaborés, proposent également des listes de produits fournis.
- Les **rencontres de la filière**, organisées par Fibois SUD de manière annuelle permettent de développer le lien entre les acteurs et entreprises de la filière ;
- Les **divers projets menés par les instituts de recherches et acteurs institutionnels** de la filière, qui visent à développer la filière bois (Communes forestières, ONF, CRPF-IDF, FCBA, Fibois SUD, INRAe, IMBE, etc.)

D'autres dispositifs, comme les annuaires d'entreprises développés par Fibois SUD (www.fibois-paca.fr/professionnels), l'OFME (www.ofme.org/entreprises.php3), et l'Association Bois des Alpes (www.boisdesalpes.net/entreprises.php), concourent à développer la visibilité des entreprises de la filière. Les syndicats des différents segments de la filière jouent également un rôle dans la représentation des intérêts des entreprises et acteurs de la filière, notamment le SEFSAM (www.sefsam.fr), représentant des entreprises d'exploitation et sciage des bois.

La filière locale bénéficie plus largement des dispositifs nationaux de promotion de l'usage des bois dans les différents secteurs. On notera entre autres les actions de l'interprofession nationale (France Bois Forêt), du Comité National pour le développement du Bois (CNDB), l'Association pour les emplois du pin (APEP), l'Association ADIVBOIS, etc.

Les enquêtes³² montrent toutefois qu'il existe un **besoin de renforcement du lien et des connaissances entre les entreprises de la 1^{ère} et de la seconde transformation**, les acteurs de l'amont étant bien connus du maillon de la 1^{ère} transformation. En effet, la scierie, entre la gestion assurée par Mr GUIRAND et la gestion actuelle, a perdu une bonne part de sa clientèle. Les liens sont à reconstruire, et l'**organisation de rencontres interprofessionnelles** devrait permettre à la fois d'**objectiver l'offre et la demande**, et **travailler sur les prix et produits à développer** pour satisfaire la demande et substituer, le cas échéant, les produits locaux aux produits importés.

Dispositifs de formation et d'accompagnement des entreprises et acteurs de la filière

L'interprofession Fibois SUD a structuré son accompagnement aux entreprises autour de l'animation d'un **guichet unique** à destination des entreprises (www.fibois-paca.fr/guichet-unique). Le Guichet Unique s'appuie sur un réseau solidaire et collaboratif de partenaires techniques (SEFSAM, FFB PACA, Chambres Consulaires...) qui s'est mis en place autour de l'interprofession dans le but d'orienter les professionnels dans leurs besoins d'accompagnement, de les conseiller, de les informer et de répondre à leurs questions. Les

³² Une réunion visant à regrouper les acteurs était prévue dans le cadre de cette étude mais n'a pas pu avoir lieu en raison de la situation sanitaire liée à la COVID-19 et de la disponibilité des personnes.

prestations du guichet unique comprennent l'information, le conseil, l'orientation et l'intégration des entreprises dans un réseau de partenaires au niveau régional.

Pour ce qui est de la formation, la plateforme www.metiers-foret-bois.org, animée par le réseau national des interprofessions régionales, met à disposition du public un outil de recherche des formations et organismes de formation en lien avec la filière forêt-bois. Dans le Département, on compte seulement deux formations en menuiserie et ébénisterie, et 27 à l'échelle de la région, dont aucune ne concerne les activités de 1^{ère} transformation.

Les Communes forestières dispensent également des formations thématiques à destination des communes propriétaires et aux maîtres d'ouvrage publics. Fibois SUD forme également les prescripteurs. Le CRPF dispense des formations aux propriétaires forestiers privés.

Les enquêtes montrent que les entreprises ont des difficultés à trouver de la main d'œuvre, mais que cela n'est pas toujours lié à un manque de compétences. Les raisons de ces difficultés peuvent également être liées aux caractéristiques structurelles de certains secteurs : dans le secteur de la charpente et de la menuiserie, les individus se développent préférentiellement à leur compte. Pour faciliter l'emploi dans les entreprises du territoire, il serait tout de même intéressant de **faire connaître à la fois les entreprises, et à la fois les organismes de formation**, potentiels pourvoyeurs de main d'œuvre. Cela peut être réalisé par de simples communications écrites, ou par l'organisation d'événements qui réuniraient les deux.

Dispositifs d'incitation

Les Communes forestières et Fibois SUD mènent des actions auprès des maîtres d'ouvrage publics et des acteurs de la prescription (architectes, bureaux d'études, etc.) visant à susciter la demande en bois construction et plus généralement favoriser la valorisation des bois en circuit-courts. L'expérience montre que pour plus d'efficacité, il faut travailler à combattre les idées reçues et favoriser au maximum la **démonstration** au travers de visites de chantiers pilote, de sites (entreprises et ateliers), de réussites (construction bois, mobilier) et organiser les actions de manière **multi-partenaire et territoriale**.

La CCAPV, au travers de sa compétence de développement économique et d'élaboration des documents d'urbanisme, a un rôle clé à jouer dans la **levée des freins réglementaires** à l'utilisation du bois dans la construction dans le Moyen Verdon, et à la **sensibilisation des communes et des consommateurs**. Par ailleurs, la CCAPV a prévu trois formations (avec les COFOR) sur l'année 2020 pour sensibiliser les nouveaux élus à la thématique forestière, à la commercialisation des bois puis à la thématique bois énergie / développement de chaufferies biomasse.

6.2 Atouts, Faiblesses, Opportunités et Menaces des produits et cibles

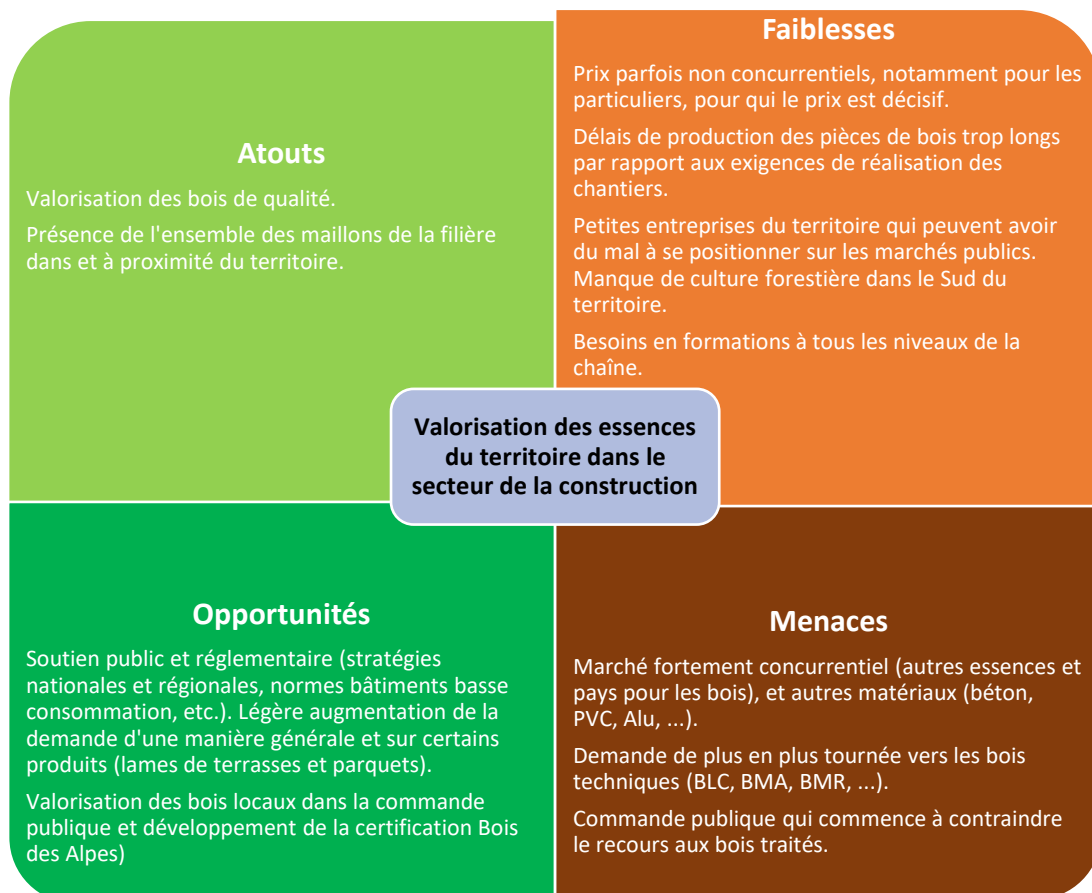
En raison des difficultés rencontrées lors de l'enquête et des données collectées limitées, des produits précis n'ont pas pu être identifiés. Toutefois, plusieurs positionnements stratégiques pour les bois du territoire sur différents marchés ont pu être identifiés. Il s'agit de :

- La valorisation du mélèze massif dans le secteur territorialisé de la construction bois (bois d'ossature et produits élaborés type lames de terrasse et parquets) ;
- La valorisation des pins massifs traités dans le secteur de la construction et de la menuiserie ;
- La valorisation des pins en produits techniques (BLC, BMA, BMR, etc.)
- La valorisation, pour toutes les essences et bois de qualité intermédiaire, dans le secteur de l'emballage et du bois d'industrie (poteaux et piquets traités).

Une synthèse des atouts et faiblesses de chaque essence est présentée ci-après, suivie de matrices Atouts Faiblesses Opportunités Menaces pour les différentes voies de valorisation identifiées.

Tableau 29 : atouts et faiblesses des essences du territoire pour leur valorisation en BO

Essence	Atouts	Faiblesses	Positionnements stratégiques
Pin sylvestre	Moins cher que d'autres essences, imprégnabilité, nombreux exemples de valorisation en menuiserie d'intérieur et mobilier d'extérieur	Qualité charpente et menuiserie existante mais souvent de petites sections. Mauvaise réputation (bas branchu, noueux.). Concurrence avec le sapin-épicéa	<ol style="list-style-type: none"> 1) Rechercher des débouchés pour les qualités intermédiaires (caisserie, palette, bois rondinés pour mobilier d'extérieur) ; 2) Poursuivre sa valorisation en charpente et menuiserie ; 3) Combattre les idées reçues le concernant (démontrer par l'exemple) ; 4) Mettre en sylviculture les peuplements à fort potentiel.
Mélèze	Imputrescible, bois de pays, esthétique particulière, qualité existante. Positionné sur des marchés de niche	Mauvaise réputation (réaction au séchage) pour une utilisation en dehors du territoire	<ol style="list-style-type: none"> 1) Poursuivre sa valorisation sur des marchés de niche et localisés de la construction bois ; 2) Développer les produits finis (séchés, rabotés, ...) ; 3) Susciter la demande auprès des publics et particuliers.
Pin noir	Qualités et volumes présents, imprégnabilité	Très peu connu, et très peu demandé. Masse volumique supérieur de 10% au mélèze.	<ol style="list-style-type: none"> 1) Poursuivre les tests sur le pin noir dans les différents secteurs ; 2) Rechercher des débouchés intermédiaires (collage notamment).



6.3 Identification de positionnements stratégiques

La présente étude a permis d'identifier plusieurs positionnements stratégiques, fonction des objectifs que la CCAPV souhaiterait atteindre. Entre parenthèses figurent les porteurs de projet pressentis pour chacune des actions citées.

1) Dans un objectif de facilitation de la mobilisation et de valorisation durable des bois :

- a. **Inciter à la mobilisation en forêt privée et communale**
 - i. Développer les Documents de gestion durable en forêt privée (CRPF, Chambre d'agriculture);
 - ii. Favoriser le regroupement de propriétaires forestiers privés et la création de GIEEF le cas échéant (CRPF, Coopérative Provence Forêt, CA);
 - iii. Développer la gestion à l'échelle des massifs (ONF, CRPF, CA, Communes forestières, gestionnaires et experts forestiers);
 - iv. Développer les chantiers public-privés (ONF, CRPF, Communes forestières) ;
 - v. Inciter les communes à gérer et valoriser leurs bois (Communes forestières).
- b. **Lever les freins liés aux contraintes d'exploitation**
 - i. Identifier et accompagner les projets de desserte et de résolution des points de blocage (CFT, acteurs de l'amont et CRIGE-PACA);
 - ii. Favoriser le développement de l'utilisation de méthodes d'exploitation adaptées (mécanisation en forte pente, débardage par câble mâ, ...) (CFT, acteurs de l'amont).
- c. **Concilier les usages**
 - i. Organiser la concertation et la sensibilisation de l'ensemble des acteurs et usagers de la forêt (CFT, en collaboration avec l'ensemble des partenaires institutionnels et représentants des usagers de la forêt)
 - ii. Développer la communication et les opérations de démonstration (CFT).
- d. **A long-terme, adapter la stratégie aux nouvelles contraintes induites par le changement climatique et l'autoécologie des essences**
 - i. Intégrer dans la Charte forestière et ses instances de concertation les acteurs et réflexions liées aux changements climatiques et aux itinéraires sylvicoles et mesures de gestion à adopter (CFT).

2) Dans un objectif de maintien et de développement des filières de valorisation des bois sur le territoire :

- a. **Sécuriser et développer les débouchés bois-énergie et bois d'industrie**
 - i. Développer la certification PEFC et la certification FSC (Associations FSC et PEFC).
 - ii. Promouvoir le développement des chaufferies collectives et réseaux de chaleur auprès des communes et particuliers du territoire (Mission régionale Bois-énergie, et Syndicat départemental de l'énergie).
 - iii. Accompagner l'installation des nouveaux projets de valorisation de la biomasse forestière (CCAPV, Mission régionale Bois-énergie, et Syndicat départemental de l'énergie).
 - iv. Maintenir et développer le cas échéant la Charte qualité bois décheté (MRBE).
- b. **Participer aux événements en lien avec la recherche de nouveaux débouchés (CFT).**

3) Dans un objectif de relance du secteur de la transformation :

- a. **Susciter la demande publique (bois local) dans le secteur de la construction et de l'aménagement (mobilier extérieur, intérieur)**
 - i. Recenser le potentiel à l'échelle de la CCAPV (CCAPV)
 - ii. Sensibiliser les communes, maîtres d'ouvrage et prescripteurs (Communes forestières, CCAPV, Fibois, Bois des Alpes)
- b. **Accompagner le développement du secteur de la transformation :**
 - i. Former, informer (FCBA, Fibois, CCI, autres organismes de formation et syndicats professionnels)
 - ii. Accompagner le développement de la compétence commerciale des scieries du territoire (recherche de débouchés, connaissance interacteurs) (Fibois, CFT, CCI)
 - iii. Accompagner la modernisation de l'outil de transformation et la recherche de financements pour l'acquisition de nouveaux équipements et moyens (moyen-terme) (Fibois, CCAPV, Association Bois des Alpes)
- c. **Renforcer la coopération entre acteurs**
 - i. Organiser des rencontres inter-entreprises (CFT, Fibois)
 - ii. Augmenter la visibilité des entreprises du territoire (CFT, CCAPV, Fibois)
- d. **Développer les débouchés intermédiaires : palettes, caisserie, poteux, bois rondinés, fraisés, etc. (hors territoire également) (CFT, en collaboration avec les entreprises du territoire, l'Association Bois des Alpes, Fibois et les syndicats professionnels et consommateurs identifiés).**
- e. **Sensibiliser le grand public**
 - i. Développer une stratégie de communication adaptée au grand public (CCAPV, CFT, en collaboration avec l'ensemble des partenaires de la CFT).
- f. **Sensibiliser et promouvoir l'utilisation du bois dans les différents secteurs (CCAPV, CFT, ensemble des partenaires de la CFT)**

D'une manière transversale, et dans l'objectif double de concilier les usages et permettre un développement raisonné de la filière, il sera essentiel **d'organiser la concertation avec les différents acteurs et usagers de la forêt**, et de **communiquer**, en multipliant les exemples et les actions de démonstration, en adaptant la stratégie pour chaque public ciblé.

6.4 Hiérarchisation des pistes d'action pour la relance du secteur de la 1^{ère} transformation

Etant donné la demande particulière de la CCAPV concernant la relance du secteur de la 1^{ère} transformation, le Tableau 30 présente une hiérarchisation des pistes d'action concrètes qui sont proposées pour accompagner les entreprises de 1^{ère} transformation, ainsi que les cibles, moyens et partenaires à associer pour atteindre les objectifs.

Tableau 30 : pistes d'action en faveur d'une relance de la transformation des bois sur le territoire

Piste d'action	Cibles	Moyens humains et matériels nécessaires	Pilotage	Acteurs à associer	Priorité
Accompagner le secteur de la transformation					
Développer l'optimisation logistique, organisationnelle et technique de la scierie du Mélézin	Scierie du Mélézin	Moyens existants, avec l'appui d'un organisme de formation	CFT, Fibois SUD	Organismes de formation (FCBA, consultants ou experts, autres organismes de formation)	Prioritaire
Développer la clientèle afin d'optimiser la valorisation des produits et co-produits de la scierie	Scieries du territoire	Moyens existants, avec l'appui d'un organisme de formation ou consultant en développement et démarchage commercial, avec appui de la CFT	CFT, Fibois SUD	CCI, entreprises du secteur BE, BI, distributeurs	Prioritaire
Clarifier la demande et la grouper pour optimiser la production (rencontre inter-entreprises)	Scieries du territoire, particulièrement scierie du Mélézin	Moyens existants, à termes : salarié(s) supplémentaire(s) dans les entreprises du territoire	CFT, Fibois SUD	Acteurs de l'amont (ONF, Coopérative, exploitants, gestionnaires...), scieries et entreprises de la 2 ^{nde} transformation	Moyenne
Développer les produits à plus haute valeur ajoutée	Scierie du Mélézin et scierie du Haut-Verdon	Scierie du Mélézin : pour le séchage, pas de nouvel équipement mais une augmentation des volumes pour répondre dans les délais aux demandes des clients (voir action sur les commandes groupées). Modernisation de la scie (pour les deux scieries) et de la raboteuse à moyen terme (Mélézin).	CFT, Fibois Sud, Bois des Alpes	Scieries, Fibois SUD, mobilisation de financements régionaux pour la modernisation de l'outil de transformation, Association Bois des Alpes.	Moyenne
Renforcer la coopération entre acteurs					
Organiser des rencontres inter-entreprises	Ensemble des maillons de la filière	Moyens existants, mise à disposition	CFT	Fibois SUD, scieries et entreprises du secteur de 2 ^{nde}	Prioritaire

		d'une salle et animation		transformation, acteurs de l'amont	
--	--	--------------------------	--	------------------------------------	--

7 Conclusion

Le territoire forestier de la CCAPV concentre de multiples enjeux qu'il est nécessaire d'intégrer dans la réflexion stratégique de la CCAPV en matière de filière forêt-bois. L'outil Charte forestière, au travers de ses instances de concertation, doit permettre de traduire cette multifonctionnalité en objectifs stratégiques et opérationnels consensuels et de les prioriser, en réunissant l'ensemble des acteurs et usagers des espaces forestiers : gestionnaires, scientifiques, associations, propriétaires forestiers, pouvoirs publics, etc.

La ressource forestière disponible sur le territoire est suffisante pour alimenter les trois scieries artisanales du territoire qui consomment actuellement moins de 4 000 m³ de bois ronds de qualité bois d'œuvre par an. Les trois scieries s'inscrivent dans des logiques artisanales, qui se veulent souples, et centrées sur des services de proximité à destination d'une clientèle locale. La scierie du Mélézin, scierie la plus à même de développer l'offre en produits transformés du territoire du fait de sa structuration et de sa dimension est dans une situation particulièrement fragile. Des propositions ont été émises afin d'optimiser et stabiliser l'activité de transformation des scieries à moyen-terme, avant d'envisager la montée en gamme de l'offre produits du territoire. La demande en produits bois locaux pourra en parallèle être suscitée au travers d'actions de formation et de sensibilisation de tous les maillons de la filière construction, des publics et des particuliers, la commande publique restant toutefois la plus à même de tirer la demande en bois locaux.

La CCAPV pourra également agir au travers de sa Charte forestière en faveur d'une mobilisation accrue des bois afin de répondre aux enjeux de mise en gestion et sylviculture des peuplements, de leur renouvellement et d'une meilleure valorisation de la ressource. Pour aller dans ce sens, une stratégie d'optimisation de la valorisation des bois en fonction de leur qualité devra être recherchée. Il s'agira notamment de mieux valoriser les qualités intermédiaires et de sécuriser les débouchés bois-énergie et trituration.

Quel que soient les objectifs poursuivis, l'insertion de la stratégie dans un projet de territoire faisant intervenir l'ensemble des acteurs et usagers de la forêt, dans une logique de conciliation des usages, sera essentielle pour en garantir la durabilité.

8 Bibliographie

- ADEME, CODIFAB, et France Bois Forêt. 2019. *Étude prospective : Évolution de la demande finale du bois dans la construction, la rénovation et l'aménagement des bâtiments*. BIPE, FCBA.
- Alcina, EGA, et Pyrénées cartographe. 2020. « ETUDE RESSOURCE EN BOIS LOCAL_TERRITOIRE DE LA C.C.A.P.V ». Présenté à Rapport intermédiaire du 16/06/2020, Saint-André-les-Alpes.
- Bigot de Morogues, Francis Bigot, Serge Lochu, Alain Bouvet, Latino Loureiro Morais, Benjamin Ulrich, et Anne-Laure Levet. 2019. « Veille Economique Mutualisée de la filière Forêt-Bois (VEM-FB). Guide méthodologique du Tableau Emplois-Ressources ». 97.
- BLEZAT Consulting, ICARE & Consult, et Agence MTDA. 2019. *Schéma Régional Biomasse de Région Provence-Alpes-Côte d'Azur 2017-2023. Volet 2: Stratégie régionale de mobilisation et de valorisation de la biomasse*. Région SUD.
- BRUEL, Magalie, Pierre ALEX, et Tristan BOFFANO. 2019. « Etat de situation ».
- CEEB, INSEE, et AGRESTE. 2020. « Prix et indices nationaux des sciages au 1er trimestre 2020 ». *Le Bois International* (Juin 2020):2.
- CHAVET, Michel, et Pierre CHAVET. 2020. *Cours des bois sur pieds. Tendances pour la période juillet-août 2020. Cours indicatif au m3 réel sur écorce des bois sur pied, découpe commerciale H.T., CVO comprise (0.5%)*. Le Bois International.
- CODIFAB, et France Bois Forêt. 2019. *Enquête nationale de la construction bois. Activité 2018. "Un marché de la construction bois qui renoue avec la croissance et qui offre de belles perspectives d'avenir "*.
- Communauté de communes, ALPES PROVENCE VERDON, et Sources de Lumière. 2019. « Portrait de territoire ».
- Cour des comptes. 2020. *La structuration de la filière forêt-bois, ses performances économiques et environnementales. Communication à la commission des finances, de l'économie générale et du contrôle budgétaire de l'Assemblée nationale*.
- DSF. 2018. « Importants rougissements des pins noirs et sylvestres de l'Est et du Sud de la France dus au sphæroopsis des pins ». *Ministère de l'Agriculture et de l'Alimentation*. Consulté 12 août 2020 (<https://agriculture.gouv.fr/importants-rougissements-des-pins-noirs-et-sylvestres-de-lest-et-du-sud-de-la-france-dus-au>).
- FCBA. 2020. *Memento 2020*.
- Fibois SUD. 2019. *Essences et produits bois en région Provence-Alpes-Côte-d'Azur*. Fibois SUD.
- France Bois Régions, et Cellule économique de Bretagne. 2020. *Enquêtenationale de la construction bois. Activité 2018. Fiche régionale : PACA-Corse*.
- INSEE. 2014. *INSEE Analyses. Provence-Alpes-Côte d'Azur. 8 280 salariés au coeur de la filière forêt-bois*. INSEE.
- IRSTEA. 2017a. « Larix decidua Mill. Mélèze d'Europe, European Larch. Caractéristiques générales de l'espèce. » P. 8 in *Conseils d'utilisation des ressources génétiques forestières*.

- IRSTEA. 2017b. « Pinus nigra subsp. nigra J.F.Arnold Pin noir d'Autriche. Caractéristiques générales de l'espèce. » P. 6 in *Conseil d'utilisation des ressources génétiques forestières*.
- IRSTEA. 2017c. « Scots Pine (Pinus sylvestris L.) ». in *Conseils d'utilisation des ressources génétiques forestières, Managing Forest Ecosystems*.
- MEIFFRET, Elodie. 2008. *Les utilisations et la transformation du bois d'oeuvre sur le territoire du pays Asses, Verdon, Vaire, Var. Stage avril à août 2008. Rapport de stage*. Université Lyon 2, Master 2 Aménagement développement rural.
- MONCEL, Didier, et Patrice CHANRION. 2004. « Les Emballages en bois. Modernité et réactivité face à des marchés très concurrentiels. » *Revue Forestière Française* (sp):73.
- ONF. 2006. *Les carnets du forestier. Alpes du Sud. Mélézin : un avenir incertain*.
- Pays Asses Verdon Vaire Var. 2009. *Pays Asses, Verdon, Vaire, Var. Diagnostic forestier*.
- PRFB. 2019. *PROGRAMME RÉGIONAL DE LA FORÊT ET DU BOIS 2019-2029 de la région Provence-Alpes-Côte d'Azur*. Version de septembre 2019 soumise à avis de l'autorité environnementale. Préfet de la Région PACA, Région Provence-Alpes-Côte-d'Azur.
- Sylviana. 2019. *Centrale biomasse de Sylviana de Brignoles (83). Plan d'approvisionnement. Bilan 2018. Synthèse publique*. Brignoles.
- UNIPER. 2019. *Unité biomasse Provence 4 de Gardanne-Meyreuil (13). Plan d'approvisionnement. Bilan de la 1ère année de fonctionnement du 2 février 2018 au 1er février 2019. Synthèse publique*. UNIPER.
- Verdon-info. 2009. « Restitution du stage d'Elodie Meiffret au Pays A3V Avril -août 2008 ». *Actualités locales Moyen et Haut Verdon...* Consulté 27 juillet 2020 (<http://www.verdon-info.net/article-30506680.html>).

9 Annexes

Annexe 1 : guide d'entretien à destination des acteurs institutionnels	92
Annexe 2 : guide d'entretien à destination des acteurs de l'amont forestier (exploitation).....	94
Annexe 3 : guide d'entretien à destination des entreprises	97

Annexe 1 : guide d'entretien à destination des acteurs institutionnels

Etude de marché concernant les produits bois

Communauté de Communes Alpes-Provence-Verdon

INSTITUTIONNELS

Ce compte-rendu est confidentiel, il ne sera pas diffusé et il ne sera pas possible de lier les données à l'entreprise consultée

Date :		Lieu :	
Interlocuteur :		Fonction :	
Mail :		Tél :	

Résumé

Introduction par l'enquêteur :

- Présentation du projet, de l'enquêteur et de sa position dans le projet,
- Brève description des principes de confidentialité et des objectifs généraux de l'étude pour laquelle les données seront exploitées,
- Explication de l'intérêt à participer,
- Enquête
- Questions/réponses

1) IDENTIFICATION DE L'INSTITUTION

Dénomination :			
Responsable légal :			
Adresse :		Forme juridique :	
Téléphone		Mail :	
Site web :			

2) DESCRIPTION DES MISSIONS ET ACTIONS/PROJETS EN COURS OU A VENIR

3) AVIS SUR LA RESSOURCE LOCALE ET SES DEBOUCHES

Essence	Volume/disponibilité localisation	Débouchés actuels et potentiels	Avis sur l'évolution de la ressource

Avez-vous connaissance de marchés de niches ?

Qu'est-ce qui, selon-vous, permettrait d'optimiser la valorisation des bois et de proposer des produits concurrentiels sur le marché ?

4) FREINS ET ATOUTS DU TERRITOIRE POUR LE DEVELOPPEMENT D'UNE FILIERE BOIS LOCALE

Selon vous quels sont les principaux freins au développement d'une filière bois locale sur le territoire ?

Quels sont les acteurs liés à ces difficultés ?

Quels seraient les leviers à actionner ?

Quelles sont les opportunités pour le développement de la filière bois locale ? Y a-t-il des projets porteurs en cours.

5) EVOLUTION DES DEBOUCHES POUR LES ESSENCES LOCALES

Selon vous comment pourraient évoluer/évoluent les débouchés pour les essences locales ?

Et quels sont les acteurs liés ?

Annexe 2 : guide d'entretien à destination des acteurs de l'amont forestier (exploitation)

Etude de marché concernant les produits bois

Communauté de Communes Alpes-Provence-Verdon

SECTEUR DE L'EXPLOITATION

Ce compte-rendu est confidentiel, il ne sera pas diffusé et il ne sera pas possible de lier les données à l'entreprise consultée

Date :		Lieu :	
Interlocuteur :		Fonction :	
Mail :		Tél :	

Résumé

Introduction par l'enquêteur :

- Présentation du projet, de l'enquêteur et de sa position dans le projet,
- Brève description des principes de confidentialité et des objectifs généraux de l'étude pour laquelle les données seront exploitées,
- Explication de l'intérêt à participer,
- Enquête
- Questions/réponses

6) IDENTIFICATION DE L'ENTREPRISE

Dénomination :			
Responsable légal :			
Adresse :		Forme juridique :	
Téléphone		Mail :	
Site web :			

7) QUELLES SONT LES ACTIVITES DE VOTRE ENTREPRISE EN RÉGION PROVENCE-ALPES-CÔTE-D'AZUR ?

8) ACTIVITE PRINCIPALE DE L'ENTREPRISE (par rapport au CA)

9) AUTRES ACTIVITÉS DE L'ENTREPRISE LIEE A LA FORET ET AU BOIS

10) DESCRIPTION DES INTERVENTIONS EN FORET

Type de peuplement/essence	Intervention	Difficultés particulières	Prix achat des bois sur pied	Débouchés	Prix de vente

--	--	--	--	--	--

11) PORDUITS COMMERCIALISES

Caractéristiques des interventions en forêt :

Produit	Essence, qualité, utilisation	Volumes	Prix de vente / rentabilité	Destination	Exigences et contraintes liées

12) CLIENTS *Lister les 3 principaux clients ou donneurs d'ordres de l'entreprise*

13) FOURNISSEURS *Lister les 3 principaux fournisseurs de l'entreprise (public/privé...)*

14) MACHINES, EQUIPEMENTS ET MOYENS

Lister les équipements de l'entreprise

Lister les plateformes et sites de dépôt

Avez-vous des perspectives de développement en matière d'équipement ? (Liés à de nouveaux produits ou renouvellement du matériel existant ?)

Cela représente-t-il de l'investissement ?

Bénéficiez-vous ou avez-vous bénéficié d'aides pour l'équipement ?

15) EFFECTIFS ET QUALIFICATION DE LA MAIN D'ŒUVRE

Quels sont vos effectifs et leurs principaux profils ?

Avez-vous bénéficié de formations spécifiques ?

Diriez-vous qu'il est difficile de trouver de la main d'œuvre ? (Préciser les profils)

16) CERTIFICATION DE QUALITE ET/OU DE PROCESSUS

Disposez-vous de certification de qualité et/ou de processus ?

Projetez-vous d'en obtenir une ?

Avez-vous eu des certifications que vous avez abandonnées depuis ? Pourquoi ?

17) ETAT ACTUEL DE L'ACTIVITE

Diriez-vous que votre entreprise est en bonne santé ? pourquoi ?

Quels sont vos principales difficultés aujourd'hui ?

Quels sont les acteurs liés à ces difficultés ?

Et les facteurs qui ont concouru à votre réussite ?

Selon-vous que faudrait-il faire pour améliorer la situation ? (de quoi votre entreprise a-t-elle besoin ?)

Quelles sont vos perspectives de développement à moyen et long-terme ?

Qui sont vos principaux concurrents ? Quel serait votre meilleur atout par rapport à vos concurrents ?

18) STRATEGIE BOIS LOCAL

Quel est le rayon d'approvisionnement de l'entreprise (Départements, territoire, etc.)

Vos bois sont-ils vendus/consommés/transformés en Région ?

Selon vous quels seraient les éléments/maillons à améliorer pour que le bois soit valorisé localement ?

Selon vous quels sont les acteurs concernés par le développement d'une filière bois local ?

19) EVOLUTION DES DEBOUCHES POUR LES ESSENCES LOCALES

Selon vous comment pourraient évoluer/évoluent les débouchés pour les essences locales ?

Selon vous quels sont les freins et les leviers à actionner pour positionner les produits du territoire sur ces marchés ?

Et quels sont les acteurs liés ?

20) PARTICIPATION DANS DES ASSOCIATIONS

Etes-vous membre d'une association professionnelle, d'un syndicat, etc. ?

Seriez-vous intéressé pour participer à des ateliers dont l'objectif serait de structurer la filière locale ?

Annexe 3 : guide d'entretien à destination des entreprises

Etude de marché concernant les produits bois

Communauté de Communes Alpes-Provence-Verdon

SECTEUR DE LA TRANSFORMATION

Ce compte-rendu est confidentiel, il ne sera pas diffusé et il ne sera pas possible de lier les données à l'entreprise consultée

Date :		Lieu :	
Interlocuteur :		Fonction :	
Mail :		Tél :	

Résumé

Introduction par l'enquêteur :

- Présentation du projet, de l'enquêteur et de sa position dans le projet,
- Brève description des principes de confidentialité et des objectifs généraux de l'étude pour laquelle les données seront exploitées,
- Explication de l'intérêt à participer,
- Enquête
- Questions/réponses

21) IDENTIFICATION DE L'ENTREPRISE

Dénomination :			
Responsable légal :			
Adresse :		Forme juridique :	
Téléphone		Mail :	
Site web :			

22) QUELLES SONT LES ACTIVITES DE VOTRE ENTREPRISE EN RÉGION PROVENCE-ALPES-CÔTE-D'AZUR ?

23) ACTIVITE PRINCIPALE DE L'ENTREPRISE (par rapport au CA)

CA si non publié sur internet (CA individuels et rentabilité)

24) AUTRES ACTIVITÉS DE L'ENTREPRISE LIEE A LA FORÊT ET AU BOIS

25) PRODUITS BOIS CONSOMMES

Caractéristiques générales de l'approvisionnement :

D'une manière générale, comment organisez-vous votre approvisionnement en bois (sur commande, gestion de stock, acteurs impliqués, etc.)

Caractéristiques des produits :

Pourriez-vous me décrire les produits bois dont vous avez besoin, en qualité, en quantité, leurs prix et les contraintes liées ?

Produit	Essence, qualité, utilisation	Origine	Volumes	Prix achat	Exigences et contraintes liées / produits concurrents

Quelle est votre expérience dans l'utilisation des essences :

Essence		
Pin sylvestre		
Pin noir		
Mélèze		
Hêtre		

26) PRODUITS COMMERCIALISÉS

Caractéristiques des produits :

Produit	Volumes	Prix de vente / rentabilité	Destination	Exigences et contraintes liées

27) CLIENTS *Lister les 3 principaux clients ou donneurs d'ordres de l'entreprise*

28) FOURNISSEURS *Lister les 3 principaux fournisseurs de l'entreprise*

29) MACHINES, EQUIPEMENTS ET MOYENS

Dresser un état de la chaîne de transformation de la société (schéma)

Equipement

Capacité de transformation

Avez-vous des perspectives de développement en matière d'équipement ? (Liés à de nouveaux produits ou renouvellement du matériel existant ?)

Cela représente-t-il de l'investissement ?

Bénéficiez-vous ou avez-vous bénéficié d'aides pour l'équipement ?

30) CERTIFICATION DE QUALITÉ ET/OU DE PROCESSUS

Disposez-vous de certification de qualité et/ou de processus ?

Projetez-vous d'en obtenir une ?

Avez-vous eu des certifications que vous avez abandonnées depuis ? Pourquoi ?

31) EFFECTIFS ET QUALIFICATION DE LA MAIN D'ŒUVRE

Quels sont vos effectifs et leurs principaux profils ?

Avez-vous bénéficié de formations spécifiques ?

Diriez-vous qu'il est difficile de trouver de la main d'œuvre ? (Préciser les profils)

32) ETAT ACTUEL DE L'ACTIVITE

Diriez-vous que votre entreprise est en bonne santé ? pourquoi ?

Quels sont vos principales difficultés aujourd'hui ?

Quels sont les acteurs liés à ces difficultés ?

Et les facteurs qui ont concouru à votre réussite ?

Selon-vous que faudrait-il faire pour améliorer la situation ? (de quoi votre entreprise a-t-elle besoin ?)

Quelles sont vos perspectives de développement à moyen et long-terme ?

Qui sont vos principaux concurrents ? Quel serait votre meilleur atout par rapport à vos concurrents ?

33) STRATEGIE BOIS LOCAL

L'entreprise met-elle en œuvre ou projette-t-elle de mettre en œuvre une stratégie d'approvisionnement en bois local ? et pourquoi ?

Avez-vous déjà essayé de faire du bois local ? Pourquoi ?

Selon vous quels seraient les éléments/maillons à améliorer pour que vous utilisiez du bois local (échelle de l'entreprise) ?

Selon vous quels sont les acteurs concernés par le développement d'une filière bois local ?

Vos produits sont-ils consommés à l'échelle locale ? régionale ? export ?

Quelles actions faudrait-il mettre en œuvre pour développer une filière bois local (à l'échelle de la filière régionale)?

34) EVOLUTION DES DEBOUCHES POUR LES ESSENCES LOCALES

Selon vous comment pourraient évoluer/évoluent les débouchés pour les essences locales ?

Selon vous quels sont les freins et les leviers à actionner pour positionner les produits du territoire sur ces marchés ?

Et quels sont les acteurs liés ?

35) PARTICIPATION DANS DES ASSOCIATIONS

Etes-vous membre d'une association professionnelle, d'un syndicat, etc. ?

Seriez-vous intéressé pour participer à des ateliers dont l'objectif serait de structurer la filière locale ?